



Assemblée générale

Soixante-dix-huitième session

5^e séance plénière

Mardi 19 septembre 2023, à 15 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Francis (Trinité-et-Tobago)

En l'absence du Président, M. Pary Rodríguez (État plurinational de Bolivie), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 50.

Allocution de M. Luis Alberto Arce Catacora, Président constitutionnel de l'État plurinational de Bolivie

Le Président par intérim (parle en espagnol) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président constitutionnel de l'État plurinational de Bolivie.

M. Luis Alberto Arce Catacora, Président constitutionnel de l'État plurinational de Bolivie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en espagnol) :
Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Luis Alberto Arce Catacora, Président constitutionnel de l'État plurinational de Bolivie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Arce Catacora (parle en espagnol) : Cher frère Diego Pary Rodríguez, Vice-Président de l'Assemblée générale, c'est une joie et une fierté pour la Bolivie de vous voir diriger l'Assemblée générale de l'organisation multilatérale la plus importante créée par l'humanité, et nous sommes sûrs qu'en collaboration avec le Président Dennis Francis et sous sa direction, vous ferez honneur à vos pays et à notre région d'Amérique latine et des Caraïbes.

Il y a un an, dans cette même enceinte (voir A/77/PV.5), nous avons dénoncé le fait que le monde est confronté à une crise du capitalisme qui met en péril l'humanité et l'existence même de la planète. Hélas, un an après cette déclaration, cette situation difficile n'a pas changé. Le système capitaliste, dans son empressement à imposer son hégémonie décadente, reproduit des pratiques de domination et d'exploitation coloniales qui devraient être déjà reléguées au passé. Malheureusement, de nombreuses propositions brillantes avancées à l'Assemblée n'ont pas été prises en considération ou ont tout simplement été mises de côté, en raison des intérêts pragmatiques du système sauvage d'exploitation capitaliste qui donne la priorité à la production et à la reproduction du capital, plutôt qu'à la sauvegarde de la vie des êtres humains et de l'existence de la planète.

Il est évident que nous sommes confrontés à une économie affaiblie par les effets des multiples conflits armés qui secouent actuellement le monde. Une menace imminente pèse sur la paix et la sécurité parce que la communauté internationale n'a pas la volonté de proposer des solutions qui privilégient le dialogue et mettent fin aux efforts de guerre promus par les sociétés de guerre transnationales.

À cela s'ajoutent les graves conséquences de la crise écologique sur les systèmes de vie aux quatre coins du monde. Selon les experts, en raison du système actuel, nous avons dépassé six des neuf limites planétaires dans lesquelles l'humanité et la Terre nourricière dans son ensemble peuvent continuer à se développer et à prospérer.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



Il convient de souligner que cette situation tragique s'est encore détériorée au cours des dernières décennies, qui ont été marquées par l'unipolarité, l'unilatéralité, l'inaction et des engagements non tenus.

Les défis à relever restent nombreux et énormes, mais nous nous trouvons aujourd'hui à l'aube d'une nouvelle configuration internationale. Nous sommes convaincus que nous assistons à l'émergence d'un nouvel ordre mondial, une situation dans laquelle l'Assemblée générale doit jouer un rôle de premier plan, conformément aux principes qui ont présidé à sa création ; un nouvel ordre mondial auquel nous participons tous sur un pied d'égalité en termes de droits et d'obligations, sans imposition d'aucune sorte, sans maîtres ni esclaves, sans deux poids, deux mesures dans nos interactions, sans sanctionneurs ni sanctionnés ; un nouvel ordre dans lequel la solidarité, la complémentarité et la collaboration l'emportent sur l'égoïsme et la mesquinerie. Convaincu que ce monde meilleur est possible et nécessaire, l'État plurinational de Bolivie souhaite partager les sept idées et approches suivantes :

Tout d'abord, nous renouvelons, comme nous l'avons fait l'année dernière, notre proposition selon laquelle le monde devrait être proclamé un territoire de paix. Nous devons mettre fin une fois pour toutes à la course aux armements et privilégier le dialogue sincère et la diplomatie entre les peuples pour régler les conflits armés qui mettent en péril l'existence de l'humanité. Il est urgent que nos nations s'unissent dans un effort collectif avec des voix diverses, en particulier celles qui proviennent de régions éloignées des discours d'affrontement et qui souffrent néanmoins des répercussions de la guerre dans ses différentes dimensions. Nous devons donner une chance à la paix et, dans cette tâche, l'ONU a un rôle fondamental à jouer pour réduire les tensions et faire progresser les dialogues qui permettent de consolider les solutions politiques et diplomatiques aux conflits inscrits à l'ordre du jour de l'Organisation.

Dans cet ordre d'idées, nous voudrions exprimer de nouveau nos vives préoccupations face à l'escalade de la violence dans le cadre du conflit en cours en Europe de l'Est et à la menace émanant de plusieurs pays d'exacerber la situation en ayant recours à des armes de destruction massive, des armes qui utilisent des éléments radioactifs appauvris et des armes non classiques, qui sont interdites par le droit international au titre de divers instruments internationaux contraignants.

Nous constatons avec une grande inquiétude que les dépenses militaires dans le monde ont atteint des chiffres sans précédent. En avril, le monde avait investi

plus de 2 240 milliards de dollars dans l'armement et l'industrie de la guerre. Si ces ressources étaient investies dans la paix, la médiation, le dialogue, le développement des peuples et la vie plutôt que dans la destruction et la mort, nous ne nous trouverions pas au bord d'une crise qui exacerbe les inégalités dans le monde et qui, contrairement aux objectifs que nous avons fixés dans cette salle, aggrave la pauvreté dans le monde.

Les voies et moyens de faire la guerre ne sauraient être illimités. Un nombre croissant de pays cherchent à utiliser l'espace extra-atmosphérique pour renforcer leurs capacités militaires afin de protéger leur sécurité nationale, mettant ainsi encore plus en danger la paix et la sécurité de notre planète. Nous regrettons vivement que le maintien de la paix et de la sécurité soit devenu un objectif de plus en plus difficile à atteindre. Une paix véritable ne peut être obtenue que grâce à la mise en œuvre efficace des mécanismes prévus par la Charte des Nations Unies et à l'élimination complète de tous les types d'armes.

La Bolivie maintiendra son engagement à défendre et à renforcer le multilatéralisme et à continuer de contribuer au désarmement dans le respect du droit international et du droit international humanitaire, sur la base d'une vision axée sur la paix, ainsi que la justice sociale, le bien-être des personnes et la coexistence pacifique.

Nous renouvelons notre engagement régional à proclamer l'Amérique latine et les Caraïbes zone de paix, fondée sur la promotion et le respect des buts et des principes consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international, comme nous l'avons indiqué à l'occasion du septième Sommet des chefs d'État et de gouvernement des États membres de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC). De même, lors du sommet CELAC-Union européenne qui s'est tenu à Bruxelles en juillet, nous avons exprimé notre désir que l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Europe puissent vivre en paix, et que leurs peuples puissent parvenir à la paix que le modèle capitaliste n'a pas été en mesure de leur offrir, en abandonnant les pratiques qui, par le passé, n'ont pas permis d'établir une relation équitable et complémentaire entre nos régions.

Deuxièmement, il faut en finir au plus vite avec l'ordre international injuste qui accable nos peuples et lancer dès maintenant un débat, dans le cadre de l'ONU, en vue d'élaborer un nouveau pacte pour l'avenir. En Bolivie, nous avons commencé à discuter de la possibilité d'un nouveau pacte pour l'avenir, mais pour ce faire, nous devons nous souvenir du passé, résoudre les problèmes du présent et préparer l'avenir. Nous avons l'obligation de répondre

équitablement aux besoins des générations actuelles et futures. Nous ne pouvons pas permettre qu'un enfant meure de faim aujourd'hui pour qu'un autre enfant qui n'est pas encore né puisse avoir son goûter. L'élimination de la pauvreté et des inégalités aujourd'hui permettra d'éviter des conflits inimaginables liés à la répartition des ressources économiques et écologiques à l'avenir.

Pour rétablir la confiance, nous devons abandonner les intérêts mesquins et instaurer la réciprocité, par exemple en autorisant tous les transferts de technologie qui contribuent à sauver des vies et à restaurer la Terre nourricière. Pour raviver la solidarité mondiale, nous devons nous reconnaître les uns dans les autres et réparer nos relations en tant qu'êtres humains. Par exemple, dans le contexte des changements climatiques, convenons que chaque État consacrera des ressources au fonds pour les pertes et les préjudices au prorata de sa responsabilité historique dans les gaz à effet de serre.

L'action en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 peut être accélérée si nous faisons de la paix et de la solidarité le moteur de la prospérité. Osons transformer les dépenses de guerre et de mort en investissements pour la vie. Avec ces ressources, les objectifs de développement durable pourraient être largement dépassés. De même, nous ne pourrions maintenir notre Terre nourricière et garantir qu'elle reste un espace sûr pour l'humanité que si la durabilité et la justice écologique et sociale deviennent la seule voie de progrès. Mais nous devons atteindre ces objectifs de manière juste et équitable, avec tout le monde et pour tout le monde, et sans impositions politiques ou financières.

Troisièmement, il est nécessaire et urgent de changer le système capitaliste à l'époque du néolibéralisme, qui multiplie et reproduit les formes de domination, d'exploitation et d'exclusion des grandes majorités. La crise multidimensionnelle du capitalisme a été mise en évidence dans le contexte de l'après-pandémie et exacerbée par les effets du conflit militaire en Europe de l'Est. Ce ne sont rien d'autre que des expressions de la transition vers la configuration d'un ordre mondial différent de celui qui est le nôtre actuellement.

En réponse, et comme cela ne s'est jamais produit auparavant, les pays du Sud se développent de manière pacifique et constructive grâce à des processus régionaux et interrégionaux de coopération et d'intégration. Des appels de plus en plus nombreux sont lancés pour reconfigurer le système financier international et transformer notre compréhension de ce que doit être un développement scientifique respectueux de la Terre nourricière et

de la manière de le poursuivre équitablement, en reconnaissant les responsabilités historiques respectives de nos nations dans toutes leurs dimensions.

Compte tenu de la marche irréversible vers un monde multipolaire, l'influence de plus en plus forte de nouvelles initiatives d'intégration économique, commerciale et de coopération entre les pays est indéniable. L'émergence de blocs commerciaux tels que ceux de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique du Sud ou du groupe BRICS, composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, permet aujourd'hui aux nations d'accéder aux marchés internationaux sans avoir à compromettre leur souveraineté.

À cet égard, malgré un contexte international défavorable, la Bolivie a lancé son plan de développement économique et social 2021-2025, intitulé « Reconstruire l'économie pour bien vivre, vers l'industrialisation par substitution des importations », qui jette les bases pour faire face à la crise économique mondiale et élaborer des politiques publiques visant à renforcer l'économie nationale et à promouvoir nos capacités de développement. Dans ce contexte, les mesures prises pour la reconstruction économique et reproductive de notre pays ont conduit à une croissance supérieure à 6 % en 2021 et de 3,5 % en 2022. Notre produit intérieur brut (PIB) nominal est passé de 40,703 milliards de dollars en 2021 à 44,315 milliards de dollars en 2022, le chiffre le plus élevé de notre histoire. De même, le PIB par habitant a augmenté de 7,4 % par rapport à 2021, atteignant 3 691 dollars, ce qui constitue également le chiffre le plus élevé de l'histoire de notre pays.

Je signale également que depuis le début de l'année, l'inflation cumulée n'est que de 1,6 %, ce qui représente le taux le plus bas de notre région et qui est inférieur à celui de nombreux pays de la planète. Nous avons atteint cet indicateur sans augmenter les taux d'intérêt, sans mettre en œuvre des politiques monétaires néolibérales et en prenant toujours soin des besoins des plus pauvres, puisque ce que sont eux qui sont les plus touchés par l'inflation. Les réalisations de notre pays reposent principalement sur le concept civilisationnel du « bien-vivre », qui défend la culture de la vie communautaire dans sa plénitude, en respectant la coexistence en harmonie, l'équilibre et la complémentarité de l'être humain avec le reste de la nature sur la Terre nourricière.

Quatrièmement, la crise climatique exige des actions concrètes et des engagements renouvelés. La Bolivie a proposé la reconnaissance de la Terre nourricière à l'Assemblée générale par la résolution 63/278,

adoptée le 22 avril 2009, afin que la communauté internationale prenne conscience de l'importance de restaurer les processus naturels pour la survie des êtres humains, en proposant une autre vision, une vision anticoloniale face au capitalisme et au mercantilisme. Dans cette optique, notre vision du développement durable est fortement ancrée dans notre vision du bien vivre et de l'harmonie avec la nature. Cette vision trouve son origine dans la pensée ancienne et ancestrale des nations et des peuples autochtones qui constituent la base de notre plurinationalité.

En ce qui concerne les besoins en matière d'atténuation, d'adaptation à la crise climatique et de gestion des pertes et dommages croissants, il est important que tous les pays assument leurs responsabilités. Dans ce cadre, les pays développés doivent assumer leur part de la dette climatique et s'acquitter des indemnisations et réparations historiques dues aux pays en développement. La première étape à cet effet consiste à honorer les engagements qui n'ont pas encore été respectés en matière de financement, de transfert de technologie et de renforcement des capacités.

Dans cette problématique mondiale, il y a un aspect commun qui commence à faire des ravages dans les pays les plus pauvres : la pénurie d'eau et l'augmentation du taux d'évaporation de l'eau douce. Nous demandons à l'Assemblée d'accorder une attention soutenue à ce problème, qui touche principalement les plus pauvres des cinq continents et qui commence déjà à peser sur des secteurs sociaux qui n'entrent pas dans les cadres conventionnels de la pauvreté.

La Bolivie tient à mettre en exergue la conclusion et l'adoption par consensus, cette année, du traité sur la haute mer, qui porte sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. Il s'agit d'un pas important vers la protection de nos océans et l'utilisation durable de leurs ressources, ce qui profite grandement aux pays en développement, et en particulier aux pays en développement sans littoral. Ce traité établira des règles et des réglementations pour prévenir l'exploitation non durable des ressources, ce qui protégera les intérêts des pays enclavés et empêchera l'épuisement des ressources marines. Il offre une occasion historique de changer la donne dans la protection de nos océans, qui constituent un bien commun de l'humanité. Dans ce contexte, nous soulignons la mention spéciale qui y est faite des peuples autochtones et des pays en développement sans littoral. Ensemble, nous pouvons faire en sorte que les océans continuent d'être une source de vie et de prospérité pour les générations actuelles et futures de manière équitable.

Cinquièmement, nous devons continuer de promouvoir une vision plus large des droits humains et de la

démocratie. Malgré les progrès accomplis, le monde reste inégalitaire. S'il est vrai que les peuples construisent leur propre destin, il est également vrai que le bien-être de nos peuples a été sapé pendant des siècles par le colonialisme juridique, économique et idéologique.

Les personnes ici présentes savent mieux que moi qu'il n'a pas été possible d'exercer le droit au développement pour des raisons d'ordre historique. Le transfert systématique des richesses du Sud vers le Nord nous désavantage encore aujourd'hui. Nous avons dû affronter la tempête d'une crise imposée uniquement au Sud. De ce point de vue, parler des droits humains économiques, sociaux et culturels, tels que les droits à la santé, à l'éducation, à l'alimentation, à l'accès aux connaissances et aux technologies, n'est pas la même chose selon qu'on se trouve sur un continent ou un autre, au Sud ou au Nord.

Dans ce contexte, il n'est pas possible de planifier sans tenir compte des responsabilités historiques. Si nous ne le faisons pas, nous ne pourrions pas atteindre notre plein potentiel en tant que peuples et concrétiser notre droit au développement. Dans l'État plurinational de Bolivie, nous sommes conscients qu'il ne peut y avoir de démocratie sans développement, et qu'il ne peut avoir de meilleur indicateur du développement que l'exercice des droits collectifs, promus, protégés et garantis par l'État, conjugué à une forte participation démocratique des groupes sociaux.

En Bolivie, nous sommes conscients que la stabilité économique passe également par de profonds changements en ce qui concerne la souveraineté alimentaire, l'accès à une éducation interculturelle et multilingue et la santé sexuelle et reproductive des Boliviennes. Sur la base de notre expérience, je tiens à souligner que c'est la participation active des peuples autochtones aux affaires de l'État qui a rendu possibles nos récentes réalisations. Par conséquent, j'invite l'Assemblée à continuer à progresser dans le renforcement de leurs droits et de leur participation.

Un autre sujet qui revêt un intérêt particulier pour mon pays est celui des droits de la femme. On estime que 736 millions de femmes dans le monde – soit une femme sur trois – ont été victimes de violences physiques ou sexuelles. La violence subie par les femmes doit cesser d'être une expérience solitaire et privée et être reconnue comme un problème public face auquel nous devons prendre des mesures de toute urgence.

La mortalité maternelle est un autre problème majeur auquel nous devons faire face, puisque 800 femmes meurent chaque jour de causes liées à la grossesse. Il ne sera pas possible de parvenir au développement durable si

nous ne donnons pas aux femmes la possibilité de vivre à l'abri de la violence et d'exercer leurs droits en matière de sexualité et de procréation en leur garantissant l'accès à des services de santé universels.

Sixièmement, nous devons bannir du système international l'application de sanctions et de mesures coercitives unilatérales. À cette occasion, je me dois de soulever une autre question, à savoir les mesures coercitives et les sanctions unilatérales imposées aux peuples frères, qui sapent leur développement et leurs droits humains les plus fondamentaux. Ces mesures sont le reflet d'un système dysfonctionnel, qui n'a rien à voir avec le droit international et le multilatéralisme. Un exemple clair de ces mesures est le blocus économique et financier illégal, inhumain et criminel imposé par les États-Unis à Cuba. Les restrictions imposées ont rendu difficile l'accès à la nourriture, aux médicaments et à d'autres biens de première nécessité, ce qui a engendré des souffrances humaines et a eu un impact sur l'économie et le développement du pays. Nous appelons au respect des multiples résolutions adoptées par l'Assemblée générale et à la construction d'un monde plus juste et plus solidaire dans lequel tous les pays peuvent prospérer, indépendamment de leurs différences politiques.

De même, nous rejetons et condamnons l'inscription de Cuba en tant que promoteur du terrorisme sur les listes unilatérales des États-Unis, qui utilisent cet argument pour imposer des mesures restrictives encore plus strictes au peuple cubain. Ces mesures sont contraires à la Charte des Nations Unies et au mandat du Conseil de sécurité, et n'ont donc aucun soutien ni aucune validité au regard du droit international ; pire encore, elles portent gravement atteinte au droit au développement du peuple cubain.

Septièmement, il faut mettre un terme aux exactions dont le peuple palestinien fait l'objet, dans les plus brefs délais. En ce qui concerne l'occupation de la Palestine par Israël, nous ne pouvons pas continuer à tolérer les souffrances du peuple palestinien. Nous réaffirmons notre appui aux initiatives mondiales et régionales, au droit international et aux résolutions de l'ONU qui visent à garantir une solution permettant au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination et d'avoir son propre État libre, indépendant et souverain à l'intérieur de ses frontières d'avant 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale.

Enfin, la crise actuelle exige une Organisation des Nations Unies forte, cohérente avec les principes qui ont présidé à sa création, engagée en faveur de la paix et qui conserve son caractère intergouvernemental, mais sans être subordonnée à une quelconque puissance hégémonique,

qu'elle soit économique, politique ou militaire. En effet, les solutions aux multiples défis auxquels l'humanité est confrontée ne deviendront réalité que grâce à un engagement véritable et à la volonté politique de tous les pays et acteurs, en donnant la priorité à l'intérêt commun de l'humanité, des peuples et des segments les plus vulnérables de la société.

Le Président par intérim (parle en espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président constitutionnel de l'État plurinational de Bolivie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Luis Alberto Arce Catacora, Président constitutionnel de l'État plurinational de Bolivie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Kassym-Jomart Tokayev, Président de la République du Kazakhstan

Le Président par intérim (parle en espagnol) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Kazakhstan.

M. Kassym-Jomart Tokayev, Président de la République du Kazakhstan, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Kassym-Jomart Tokayev, Président de la République du Kazakhstan, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Tokayev (parle en anglais) : Aujourd'hui, l'humanité est confrontée à des bouleversements sans précédent depuis un siècle et est entrée dans une nouvelle période de confrontation géopolitique. Fondamentalement, cette menace provient de l'érosion simultanée des principes fondamentaux du droit international consacrés par la Charte des Nations Unies. Le déplacement de ces piliers fait peser une charge de plus en plus lourde sur la structure actuelle des relations internationales et provoque des conflits.

La tendance actuelle où certains acteurs ne respectent pas les principaux instruments juridiques internationaux, suspendent leur participation à ces instruments ou s'en retirent est extrêmement préoccupante, car elle pourrait conduire à un point de non-retour. Cette situation perturbe le système commercial, affaiblit les chaînes d'approvisionnement qui sont le moteur de la vie économique, porte atteinte à la sécurité alimentaire et accélère l'inflation. Les tendances négatives actuelles ne font qu'exacerber les souffrances humaines. Quelque

108 millions de personnes ont été déplacées de force, plus d'un milliard vivent dans la pauvreté et deux milliards n'ont pas accès aux médicaments essentiels. En fin de compte, cela a conduit l'humanité à perdre toute confiance dans le développement stable du monde à l'avenir. Les jeunes générations ne croient plus que le monde dont elles hériteront sera meilleur.

C'est pourquoi le Kazakhstan juge nécessaire de réaffirmer son attachement sans faille aux principes de la Charte des Nations Unies. Le sort et l'avenir de l'humanité sont dans les mains des dirigeants rassemblés ici. Pourtant, à l'approche du quatre-vingtième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies, nous semblons être revenus au point de départ. Le règlement des questions politiques par la force n'aboutit en fait qu'à une impasse. Le dialogue est le seul moyen de créer un environnement permettant de parvenir à un accord sur de nouveaux principes et normes.

Malgré tous nos efforts, les conflits persistent dans de nombreuses régions du monde. Nous exhortons toutes les parties à rechercher des solutions diplomatiques aux conflits sur la base de la Charte des Nations Unies et du droit international universellement reconnu. À cet égard, le Kazakhstan salue tous les efforts et plans proposés par différents États et groupes de pays en vue d'un règlement politique de la crise ukrainienne.

La diplomatie et le dialogue doivent toujours prévaloir dans la recherche d'une solution aux différends internationaux. Par conséquent, ensemble, nous devons tout mettre en œuvre pour stabiliser le seul système d'institutions mondiales dont nous disposons. Nous ne parviendrons pas à relever ces défis sans une réforme globale du Conseil de sécurité. Il s'agit d'un impératif de notre époque, qui est dans l'intérêt de la grande majorité de l'humanité. Je suis fermement convaincu que les voix des puissances moyennes et de tous les pays en développement au sein du Conseil doivent être amplifiées et clairement entendues. Puisque le Conseil de sécurité semble incapable de sortir de l'impasse, il devrait devenir plus représentatif afin que d'autres pays – y compris le Kazakhstan – puissent jouer un rôle plus important dans le maintien de la paix et de la sécurité.

Dans notre propre région, la mobilisation croissante des États Membres a joué un rôle positif dans la transformation de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie en une organisation internationale à part entière qui peut contribuer aux efforts de médiation et de rétablissement de la paix à l'échelle du continent.

De même, en tant que Président en exercice de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, le Kazakhstan a présenté l'initiative d'unité mondiale pour une paix juste et l'harmonie. Cette initiative envisage un nouveau paradigme de sécurité, un environnement économique équitable et une planète propre, et nous invitons les membres à y adhérer. Elle a pour pilier central un dialogue ouvert entre le Sud et le Nord.

De tous les défis auxquels nous sommes confrontés, le plus destructeur est peut-être la menace de l'emploi d'armes nucléaires. Il y a 30 ans, le Kazakhstan a volontairement renoncé au quatrième plus grand arsenal nucléaire dont il avait hérité. C'est pourquoi la logique du nucléaire doit être inversée. Seules la confiance mutuelle et la coopération entre les puissances nucléaires sur la voie d'un monde exempt d'armes nucléaires peuvent garantir la stabilité mondiale.

Dans ce contexte, le Kazakhstan tient à exprimer son attachement constant au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Nous sommes favorables à l'élaboration de nouveaux mécanismes dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération. Un plan stratégique pour la renonciation à toutes les armes nucléaires d'ici à 2045 pourrait être la contribution la plus importante de cette génération de dirigeants à la sécurité mondiale.

Dans le même temps, la maladie à coronavirus (COVID-19) a été une illustration tragique de notre vulnérabilité face aux risques et menaces biologiques futurs. Le Kazakhstan appelle le Secrétaire général et le Président de l'Assemblée à lancer le processus de création d'un organisme international chargé de la sécurité biologique.

Nous nous félicitons du Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général. Ce document stratégique doit permettre de remédier à la perte généralisée de confiance et à l'hostilité croissante dans le monde. Lors du Sommet de l'avenir qui se tiendra l'année prochaine, le Kazakhstan jouera un rôle constructif et apportera son soutien en vue de l'adoption d'un pacte pour l'avenir.

Toutefois, la recherche de la paix ne se limite pas à interdire des armes ou à signer des déclarations. Le dialogue interreligieux et interconfessionnel joue un rôle clef dans la promotion d'une culture de paix. Nous sommes donc préoccupés par les actes récents qui illustrent un profond manque de respect à l'égard des livres saints. De tels actes barbares contre l'islam ou toute autre religion ne peuvent être acceptés comme des expressions de la liberté, de la liberté d'expression et de la démocratie. Tous les livres sacrés, y compris le Coran, méritent une protection juridique contre le vandalisme.

Enfin, une culture de paix ne peut se fonder que sur les principes d'unité dans la diversité et de respect mutuel. Je suis donc fier du rôle exceptionnel joué par le Congrès des dirigeants de religions mondiales et traditionnelles, dont le siège se trouve à Astana.

En bref, le Kazakhstan est une nation pacifique qui poursuit ses propres intérêts nationaux tout en recherchant en permanence des solutions pacifiques aux questions internationales en suspens. L'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté sont les principes fondamentaux qui guideront mon peuple aujourd'hui et à l'avenir. Nous continuerons à coopérer avec nos principaux alliés sur toutes les questions stratégiques.

Nous avons besoin de nouvelles évaluations qui nous permettront de nous attaquer aux problèmes économiques mondiaux urgents tout en garantissant le droit au développement. Pour ce faire, nous avons besoin d'un système commercial multilatéral ouvert, transparent et inclusif, fondé sur les principes et les règles de l'Organisation mondiale du commerce. Nous devons également réfléchir aux moyens d'améliorer le système mondial de sécurité alimentaire. Près de 10 % de la population mondiale a souffert de la faim l'année dernière. Nous devons renforcer l'échange volontaire d'informations sur la sécurité alimentaire, y compris les volumes de production, d'exportation et d'importation de produits alimentaires. De concert, nous devons faciliter le suivi, en toute transparence, des financements fournis par la communauté internationale pour faire face aux crises alimentaires.

Le Kazakhstan est prêt à jouer le rôle de centre régional d'approvisionnement en denrées alimentaires. Nous disposons de toutes les ressources, de l'infrastructure et de la logistique nécessaires à cette fin. Le Kazakhstan joue déjà un rôle de lien fiable pour près de 80 % du trafic de transit terrestre entre l'Asie et l'Europe. L'Itinéraire de transport international transcaspien – connu sous le nom de corridor du milieu – peut permettre de renforcer considérablement les échanges est-ouest. Cette route pourrait permettre d'accélérer le rythme des échanges entre des marchés importants, en réduisant de près de moitié le temps nécessaire au transport des marchandises par voie maritime.

L'urgence de l'action climatique risque de devenir un cliché, mais c'est un cliché dangereux car des mesures immédiates, efficaces et porteuses de transformation s'imposent d'urgence pour donner la priorité à la protection de l'environnement. L'Asie centrale est l'une des lignes de front s'agissant de cette crise. Même si nous parvenons à limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 °C d'ici à 2030 – ce qui semble de plus

en plus improbable – l'Asie centrale connaîtra une hausse des températures comprise entre 2 °C et 2,5 °C.

Malgré le long chemin parcouru dans le cadre de l'Accord de Paris, nous devons tous rester engagés en faveur d'un avenir sans carbone. Le programme climatique ne doit pas servir de prétexte à l'introduction de mesures restreignant la coopération en matière de commerce et d'investissement. Nous devons plutôt nous concentrer sur les changements positifs, comme les actions positives pour le climat définies par l'ONU. Il s'agit notamment d'investir dans les emplois verts, de supprimer les subventions aux combustibles fossiles et de veiller à ce que toutes les actions climatiques soient équitables et inclusives et d'y associer les femmes à tous les niveaux.

Pourtant, sans un financement adéquat, les plans ambitieux de lutte contre les changements climatiques resteront lettre morte. À cet égard, nous proposons de lancer un partenariat pour une transition énergétique juste au Kazakhstan. Une transition progressive, durable et socialement responsable en vue de mettre fin à l'utilisation du charbon serait un grand avantage pour les objectifs mondiaux en matière de changements climatiques. L'initiative du Kazakhstan d'ouvrir un bureau de projet pour l'Asie centrale sur les changements climatiques et l'énergie verte à Almaty peut jouer un rôle moteur s'agissant de ces questions. Nous nous réjouissons à la perspective d'accueillir un sommet régional sur le climat au Kazakhstan en 2026, sous les auspices de l'ONU.

Dans notre région, nous avons vu comment la pénurie d'eau a entraîné de graves problèmes économiques et autres dans les bassins fluviaux transfrontaliers. Il en sera de même dans le monde entier puisque d'ici à 2040, la demande mondiale en eau pourrait dépasser l'offre de 40 %. Nous devons donc mobiliser à la fois la volonté politique et les ressources économiques pour nous attaquer à ce problème mondial critique, tout en poursuivant l'action climatique.

L'année prochaine, nous assumerons la présidence du Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral. Nous poursuivrons nos efforts pour prévenir de nouvelles dégradations de l'environnement et leur incidence sur les moyens de subsistance autour de ce qui était autrefois le quatrième plus grand lac de la planète. Aujourd'hui, c'est le plus grand lac du monde – la mer Caspienne – qui est également confronté à des défis écologiques, notamment l'assèchement, le détournement de l'eau et la pollution de la flore et de la faune. La sauvegarde de la mer Caspienne doit être une priorité commune qui nécessite une coopération internationale à long terme.

Le Kazakhstan est déterminé à renforcer sa coopération multiforme avec les pays d'Asie centrale. Notre région peut jouer un rôle plus actif comme un élément cohérent et indépendant de la communauté internationale, tout en contribuant aux processus de développement mondiaux. Heureusement, l'activité économique se développe. Au cours des cinq dernières années, les échanges commerciaux intrarégionaux ont doublé pour atteindre 10 milliards de dollars. Notre programme régional inclut l'Afghanistan, qui doit devenir un État stable et prospère et un partenaire commercial fiable. Dans ce contexte, le moment est venu d'établir, à Almaty, un centre régional des Nations Unies pour les objectifs de développement durable en Asie centrale et en Afghanistan. Je demande aux États Membres de soutenir notre initiative.

Qu'il me soit permis également de présenter une brève mise à jour de nos efforts de réforme intérieure. Malgré les défis mondiaux, régionaux et géopolitiques, notre société et notre gouvernement sont en train de construire un Kazakhstan juste et équitable. En très peu de temps, nous avons réformé nos institutions, amendé notre constitution, limité les pouvoirs de la présidence, remis à plat les systèmes politiques et économiques et lutté contre la corruption. Beaucoup a été fait en seulement deux ans. L'état d'esprit de notre population, en particulier de la jeune génération, a déjà considérablement changé durant cette période.

Un mandat présidentiel unique de sept ans a été instauré. Cette proposition a été soutenue par le peuple kazakh lors d'un référendum public et restera inchangée à l'avenir. Nous adhérons fermement à la formule suivante : « un président fort, un parlement influent et un gouvernement responsable ». Ces réformes sont fondées sur les principes de justice, d'égalité, d'équité et de liberté. Mon credo personnel est que l'état de droit doit prévaloir en toutes circonstances. Nous sommes conscients que notre économie ne peut devenir plus résiliente et plus robuste que grâce à des réformes politiques et des investissements dans le capital humain.

Le Kazakhstan a fait des progrès importants en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes et des filles. Nous avons introduit un quota de 30 % pour les femmes, les jeunes et les personnes handicapées s'agissant des listes électorales des partis. Cela leur permettra de participer plus activement et dans des conditions d'égalité avec les autres citoyens à la vie politique du pays.

Dans mon récent discours sur l'état de la nation, j'ai présenté une nouvelle politique économique qui vise avant tout à offrir à tous les citoyens les possibilités de mener une vie décente. Nous accordons plus d'attention et d'importance

aux jeunes qui travaillent dur et qui, avec le soutien du Gouvernement, contribueront au développement durable de notre pays et à son rôle de premier plan dans les instances internationales. La santé, le bien-être et la bonne éducation de la jeune génération sont des priorités essentielles de la politique de l'État kazakh. Je place mon espoir dans la jeune génération. C'est elle qui guidera notre pays vers l'avenir.

Dans notre pays et à l'étranger, nous œuvrons en faveur de cet avenir meilleur. Ravivons l'esprit d'unité et d'action collective qui sous-tend l'Organisation des Nations Unies. N'oublions pas que notre engagement commun en faveur d'un monde meilleur transcende nos différences. Le Kazakhstan est prêt à collaborer avec tous les États Membres dans la poursuite d'un monde plus radieux, plus juste et plus durable.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Kazakhstan de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Kassym-Jomart Tokayev, Président de la République du Kazakhstan, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Seyyed Ebrahim Raisi, Président de la République islamique d'Iran

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) :

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République islamique d'Iran.

M. Seyyed Ebrahim Raisi, Président de la République islamique d'Iran, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Seyyed Ebrahim Raisi, Président de la République islamique d'Iran, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Raisi (*parle en farsi ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Je félicite le Président Francis à l'occasion de l'ouverture de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale.

Depuis l'année dernière, lorsque j'ai pris la parole depuis cette tribune (voir A/77/PV.6), le monde a connu des événements importants, doux et amers. Près de huit décennies après la création de l'Organisation des Nations Unies, la nouvelle session de l'Assemblée générale s'ouvre alors que le monde connaît des changements historiques

sans précédent. Par ailleurs, ce qui peut garantir un avenir lumineux pour la société humaine, c'est le respect de valeurs élevées qui conduisent l'humanité vers l'excellence et de nobles idéaux. Qu'est-ce qui peut mieux définir l'humanité et exalter les valeurs humaines que la parole du Créateur ? Le Coran invite l'homme à la rationalité, à la spiritualité, à la vérité et à la justice. Il expose l'unité de l'humanité, qui englobe tous les habitants de la terre. Il cherche à guider chacun et chacune vers la dignité humaine, qui garantit le bonheur humain.

Que dit le Coran qui a suscité l'exaspération et l'attention de ceux qui recherchent le pouvoir et en détiennent les rênes ? Le Coran conseille aux humains de ne pas accepter l'oppression et l'oppression, et ainsi, ils pourront atteindre des valeurs divines élevées. Le Coran parle d'égalité entre les humains et du fait qu'ils sont comme des frères et sœurs et sont issus de mêmes parents. Le Coran considère que malgré leurs différences naturelles, les hommes et les femmes se complètent et sont égaux aux yeux du Créateur. Le Coran défend le caractère sacré de la famille et considère les enfants comme un don de Dieu. En outre, le Coran nous invite à servir les défavorisés et oriente nos croyances et notre foi vers la reconnaissance du caractère sacré de ces valeurs.

Est-ce la première fois qu'ils brûlent les paroles du Dieu Tout-Puissant et pensent ainsi pouvoir éteindre à jamais la voix divine ? Nimrod, Pharaon et César ont-ils triomphé d'Abraham, de Moïse et de Jésus ? Le Coran interdit toute forme de violence dans les interactions humaines et considère que respecter Abraham, Moïse et Jésus revient à respecter le Prophète Mahomet (paix et bénédiction sur lui). Ces connaissances qui apportent l'unité et ces enseignements divins qui inspirent et construisent le caractère humain, les sociétés et le progrès pour les sociétés humaines sont éternels et ne brûleront jamais. Les feux de l'irrespect ne viendront pas à bout de la vérité divine.

L'islamophobie et l'apartheid culturel qu'on observe dans les pays occidentaux et qui se manifestent par des actions allant de la profanation du Coran à l'interdiction du hijab dans les écoles, en passant par de nombreuses autres discriminations déplorables, vont à l'encontre de la dignité humaine. Ce qui est encore plus inquiétant, c'est que derrière ces discours se cache un dessein plus large, sous prétexte de la liberté d'expression. Comme l'a dit un ressortissant de cette partie du monde, l'Occident, qui est confronté à une crise d'identité, voit le monde comme une jungle et lui-même comme un beau jardin. Certains intérêts puissants considèrent que ces discours fallacieux sont la solution. Cet apartheid a pris pour cible la communauté musulmane, en particulier les immigrés, eux-mêmes victimes des politiques coloniales.

Comme tous les croyants et les défenseurs de la liberté, nous sommes fermement convaincus que le respect des religions devrait occuper une place de choix dans les priorités de la communauté internationale et que l'ONU doit mettre en place un mécanisme approprié pour garantir le respect de toutes les religions du monde.

Outre la guerre contre l'islam, nous assistons également à une guerre contre la famille. La famille est l'institution la plus fondamentale sur laquelle repose le développement humain, et elle est aujourd'hui attaquée. Les crimes contre l'humanité ne se limitent pas à l'occupation de terres, à l'oppression de peuples et aux massacres, mais comprennent également des attaques concertées contre la famille elle-même. Cela aussi constitue un crime contre l'humanité. La protection du noyau de la famille, qui est le caractère sacré du mariage entre un homme et une femme, est une vérité incontournable qui doit être acceptée par le monde entier. L'éducation ne donnera pas les résultats escomptés si elle n'est pas entreprise dans le cadre de la famille. « Mère », « père » et « famille » sont des mots et des concepts divins et naturels.

Nous assistons à des actions qui peuvent être considérées comme visant la fin de la race humaine elle-même. Nous avons aujourd'hui besoin d'un mouvement mondial d'engagement en faveur de la famille, afin que tous les membres de la famille puissent coexister dans la paix et la stabilité. Nous demandons donc à tous les chefs religieux de s'acquitter de leur devoir historique en défendant le caractère sacré de la famille et en s'élevant contre ces discours fallacieux. Nous attendons de l'ONU qu'elle place le respect du caractère sacré de la famille en tête de ses priorités.

Nous sommes à un moment critique de l'histoire. Le monde change et évolue vers un ordre international émergent. Cette trajectoire est irréversible. L'équation de la domination occidentale sur le monde ne correspond plus à la réalité. L'ancien ordre libéral, qui servait les intérêts de dirigeants et de capitalistes insatiables, est devenu obsolète. En bref, le projet d'américanisation du monde a échoué.

La nation iranienne est fière d'avoir démasqué la véritable nature des dirigeants de l'Orient et de l'Occident grâce à sa révolution islamique. En collaboration avec d'autres nations d'Asie occidentale, l'Iran a joué un rôle décisif dans la défaite de ce système. Maintenant que la résistance et la prise de conscience des nations du monde ont été renforcées et que de puissances non occidentales sont en train d'émerger, nous avons l'espoir d'assister à l'avènement d'un ordre mondial nouveau et juste.

Remplacer la domination mondiale par la coopération et des ordres régionaux est au cœur du nouvel ordre international. La République islamique d'Iran prône une convergence économique et politique maximale au sein des régions et entre elles et souhaite interagir avec la communauté mondiale sur la base de la justice. Cependant, alors que les nations indépendantes du monde prennent des mesures en faveur du renforcement de la coopération et de la convergence, certaines puissances tentent d'attiser les conflits dans diverses régions. S'inspirant de la mentalité de la guerre froide, elles cherchent à constituer à nouveau des blocs dans le monde. Ce mouvement réactionnaire est préjudiciable à la sécurité et à la prospérité des nations.

La République islamique d'Iran est fermement convaincue qu'il ne faut pas permettre la formation de nouveaux blocs constitués de l'Orient et de l'Occident. Rendre les couloirs commerciaux dangereux, rétrograder les pays du statut d'alliés à celui de dépendants, entraver la croissance économique des pays souverains et fomenter des guerres par procuration en Asie et en Europe sont autant d'éléments de cette sinistre chaîne. Ironie de l'histoire, ces mesures sont proposées au nom de la défense de la démocratie. Cependant, la communauté mondiale, y compris les nations d'Asie occidentale, a compris le véritable sens de la démocratie occidentale et sait qu'il s'agit d'un mot de code pour les coups d'État, l'occupation et la guerre. La véritable nature du projet et de l'école de la démocratie libérale est devenue évidente pour le monde entier et s'est révélée n'être rien d'autre qu'une main de fer dans un gant de velours. Aujourd'hui, cette école qui voulait être un modèle pour le monde est devenue un avertissement et ne tardera pas à disparaître.

À l'heure où certaines puissances entraînent le monde dans de nouvelles guerres, la République islamique d'Iran a mis en avant une politique de bon voisinage et d'intégration. La politique de bon voisinage est une politique bienveillante à l'égard de la région et privilégie les priorités régionales. La République islamique accueille chaleureusement toute main tendue en signe d'amitié, fermement convaincue que des voisins indépendants et puissants sont un avantage pour l'ensemble de la région. Nous accueillons chaleureusement toute main tendue. Un voisin stable et puissant est bon pour la stabilité de la région. Maintenant que notre région a surmonté deux décennies de tensions et de crises imposées et que la résilience des nations libres, de la Syrie et de la Palestine au Yémen en passant par l'Afghanistan, a porté ses fruits, les perspectives d'avenir de la région peuvent être améliorées en renforçant la confiance politique et la coopération afin de garantir la prospérité économique et la sécurité au niveau local.

Sur cette base, l'Iran a ouvert un nouveau chapitre de relations constructives avec des pays voisins aux vues similaires en adhérant à des mécanismes régionaux et internationaux tels que l'Organisation de Shanghai pour la coopération et le corridor économique Nord-Sud. Nous avons donné la priorité à ces mesures qui apportent des avantages à tous les peuples de la région. La République islamique d'Iran est également prête à œuvrer à l'atténuation des effets des changements climatiques, à mettre ses capacités nationales au service de la production d'énergies renouvelables et à les partager avec d'autres pays.

Dans le secteur de la sécurité, la politique de bon voisinage vise à renforcer la coopération régionale et à prévenir les ingérences extérieures. Du Caucase au golfe Persique, toute présence étrangère, quelle qu'elle soit, non seulement ne fait pas partie de la solution, mais est en fait le problème lui-même. Nous considérons la sécurité de nos voisins comme notre propre sécurité et toute forme d'insécurité pour eux est une insécurité pour nous. Avec bienveillance et bonne volonté, nous avons lancé des initiatives dans toute la région. Cependant, le lien entre la politique et la sécurité doit encore être renforcée et ne sera durable que s'il s'accompagne d'une coopération économique digne de ce nom.

Du fait de la poursuite des attaques à répétition et des occupations militaires, la région de l'Asie occidentale n'a pas pu tirer profit de nombreuses occasions de progrès et de développement. Sous la houlette du Guide suprême de la Révolution islamique, l'imam Khamenei, nous avons pu repousser les vagues du terrorisme et créer de nouvelles perspectives pour la région. La puissance de la République islamique d'Iran est une puissance qui consolide la sécurité. Nous cherchons à tendre la main aux pays voisins afin d'ouvrir de nouveaux horizons d'espoir et de réussite pour l'ensemble de la région. Nous pensons qu'il doit s'agir d'un effort de collaboration dans le monde musulman, qui requiert la participation de tous et constitue la seule voie vers la prospérité en Asie occidentale. La République islamique d'Iran offre de nombreuses et rares possibilités d'investissement qui représentent une grande opportunité pour les pays du monde entier et de la région.

L'année dernière a été l'année de la victoire du peuple iranien. Certains pays occidentaux et leurs services de renseignement ont commis une grave erreur de calcul et ont une fois de plus sous-estimé la puissance de la nation iranienne. Depuis la victoire de la Révolution islamique sous la direction de l'imam Khomeini, les ennemis de la nation iranienne ont cherché, par le biais de diverses crises consécutives, à imposer leur volonté à notre peuple. Depuis plus de 44 ans, ces politiques ont été mises en échec et la nation iranienne a remporté des victoires consécutives.

Aujourd'hui, nos ennemis sont confrontés à une République islamique qui a résisté et progressé sur la base des liens profonds avec son peuple. Au cours de l'année écoulée, le peuple iranien a été la cible de la plus grande guerre médiatique et psychologique de l'histoire. Les États-Unis d'Amérique, qui possèdent aujourd'hui la plus grande prison pour femmes – et donc pour mères – du monde, peuvent-ils sincèrement se soucier des droits des femmes ? Les images transmises depuis l'Iran au cours de l'année écoulée sont le résultat de la suppression d'informations légitimes et de la diffusion de fausses informations. Des faits importants concernant l'Iran sont censurés dans le monde entier.

Avons-nous entendu parler des bombardements chimiques qui ont pris pour cible le peuple iranien, effectués à l'aide d'armes chimiques fournies par certains pays européens à Saddam Hussein ? Avons-nous vu les photos des victimes d'attaques à l'arme chimique qui sont encore en vie, mais qui sont hospitalisées depuis 35 ans et continuent de souffrir ? Les images d'enfants atteints de maladies du système immunitaire qui souffrent à cause de l'embargo sur les médicaments qui nous a été imposé ont-elles été diffusées ? Avons-nous vu leurs photos ? Avons-nous vu les images de la patience, du sacrifice et du martyre du peuple islamique d'Iran ? Quelqu'un a-t-il entendu parler du mouvement sans précédent de commémoration du martyre de l'imam Hussein – le petit-fils du prophète Mahomet –, de la marche de 22 millions de personnes vers sa sépulture à l'occasion de l'anniversaire de son martyre ?

La sécurité de nombreux pays de notre région est aujourd'hui due aux sacrifices de notre martyr, le général Haji Qasem Soleimani. Sans le sacrifice de ce héros de la lutte antiterroriste, de nombreux pays de la région auraient été réduits en cendres par Daech. Qui a entendu les récits fidèles de sa lutte héroïque contre le terrorisme dans les reportages dignes d'Hollywood produits par les médias ? Quelqu'un a-t-il vu les 25 millions de personnes qui ont pleuré le commandant défunt, le général Qasem Soleimani, dans tout l'Iran ? Ces événements ont été censurés dans tout le monde occidental. L'acte terroriste de son assassinat a été un prix offert sur un plateau d'argent à Daech, qui, selon certains responsables américains, a avoué être une création américaine. Son martyre a été un cadeau pour ce même Daech. Au lieu d'être reconnu pour ses sacrifices, il a été assassiné. Pourquoi ?

La République islamique d'Iran, en utilisant tous les outils et tous les moyens à sa disposition pour traduire en justice les auteurs et tous ceux qui ont participé à cet

acte de terreur sanctionné par le Gouvernement, n'aura de répit tant que cela ne sera fait. Le sang des opprimés ne sera pas oublié et les coupables seront traduits en justice.

Les menaces les plus graves en Asie occidentale sont l'extrémisme et le fondamentalisme. L'élimination du terrorisme, par une lutte globale contre ses racines et les causes mêmes qui l'ont fait naître dans le monde, ne sera pas facile à réaliser. L'utilisation chirurgicale des terroristes comme outil politique par certains gouvernements occidentaux sera surmontée par la volonté collective des peuples de la région. Certains services de renseignement et de sécurité des pays occidentaux, qui déplacent les terroristes de manière très ciblée d'une zone à l'autre de la région afin de tirer parti de leurs capacités dévastatrices, continuent de se voir demander, y compris par notre chef de l'État, notre premier ministre et nos représentants au Congrès, pourquoi ils ont donné refuge encore et encore à des groupes terroristes officiellement reconnus qui ont le sang de plus de 17 000 martyrs iraniens sur les mains.

Pourquoi les Européens se comportent-ils ainsi ? Ils doivent donner une réponse raisonnable. Pourquoi prétendent-ils lutter contre la terreur alors qu'ils donnent refuge à des terroristes ? Il s'agit d'un deux poids, deux mesures. La discrimination dans la lutte contre le terrorisme est un feu vert donné aux terroristes eux-mêmes. L'Iran, qui a lui-même été une cible majeure des terroristes, a été à l'avant-garde de la lutte contre le terrorisme dans la région. Les habitants de la région considèrent l'Iran comme un partenaire sûr pour leur propre sécurité, et le régime d'occupation de Jérusalem comme l'auteur d'une grande partie de la violence dans la région. Le temps n'est-il pas venu de mettre un terme à sept décennies et demie d'occupation des terres des Palestiniens, de démolition de leurs maisons et d'effusion du sang de leurs femmes et de leurs enfants, et de reconnaître officiellement le peuple de Palestine en tant que pays ?

La poursuite de l'occupation par le régime sioniste de certains territoires syriens, libanais et palestiniens et l'absence de reconnaissance du peuple de Palestine ont constitué une négation de ses droits naturels. L'incapacité à former un véritable gouvernement palestinien, avec sa capitale légitime à Jérusalem, a été un outil entre les mains de certains gouvernements de la région. Compte tenu des fondements qui ont été posés dans la région par certains pays sur la base de mensonges, de destruction et d'occupation, ces pays ne peuvent être des partenaires pour la paix.

La situation actuelle en Afghanistan est un autre exemple de l'ingérence étrangère dans la région, qui a entraîné la mort de plus de 70 000 hommes, femmes et

enfants dans ce pays. L'Iran insiste sur la mise en place d'un gouvernement inclusif avec la participation de tous les groupes de la population afghane, mais l'aide du monde est nécessaire pour faire face à la crise des réfugiés qui ont été chassés d'Afghanistan et dont un grand nombre trouve aujourd'hui refuge dans l'Iran islamique.

En ce qui concerne la crise ukrainienne et la guerre, je rappelle à nouveau notre position sans ambiguïté. En tant que République islamique, nous ne tolérons ni ne soutenons aucune guerre, où que ce soit – ni en Europe, ni ailleurs. Nous ne voyons pas comment une guerre pourrait profiter à l'une ou l'autre des parties en présence en Europe. Toute forme de tension en Ukraine est l'œuvre des États-Unis d'Amérique, qui y attisent les flammes de la violence afin d'affaiblir les pays européens. Il s'agit malheureusement d'un plan à long terme. Nous soutenons toute initiative visant à la cessation des hostilités et de la guerre et annonçons notre soutien total à de telles initiatives.

En se retirant du Plan d'action global commun, le Gouvernement américain a officiellement foulé aux pieds ses engagements. La rupture de l'accord conclu dans le cadre de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité était une réponse inappropriée à notre respect des engagements pris en vertu de celui-ci. Les États-Unis d'Amérique ont commis des crimes flagrants et unilatéraux sur la scène internationale. Ils doivent s'expliquer de manière transparente, démontrer de manière vérifiable qu'ils souhaitent parvenir à une conclusion appropriée, prouver leur engagement et choisir une voie, qu'il s'agisse du Plan d'action global commun ou non. De même, les pays européens qui font fi de la résolution 2231 (2015) et foulent aux pieds leurs engagements dans le cadre du Plan d'action seront à terme perdants s'ils continuent sur cette voie.

Les membres de l'Assemblée générale peuvent être assurés que les armes nucléaires n'ont pas leur place dans la doctrine défensive et militaire de la République islamique d'Iran. Les organisations internationales compétentes et de nombreux rapports officiels l'ont confirmé. Aujourd'hui comme il y a 20 ans, la République islamique d'Iran n'aura de cesse d'obtenir le droit naturel de la nation iranienne à l'énergie nucléaire pacifique. Nous avons respecté nos engagements, mais malheureusement, non seulement les États-Unis n'honorent pas leurs propres engagements dans le cadre de traités internationaux tels que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, mais ils imposent également des sanctions à des nations telles que le peuple iranien, en tant qu'outil politique. Toutefois, je le redis aujourd'hui, ces sanctions

n'ont pas donné les résultats escomptés. Il est temps pour les États-Unis de se détourner du mauvais chemin qu'ils ont emprunté et de choisir le bon camp.

L'humanité entre dans une nouvelle ère. Les anciennes puissances poursuivront leur déclin actuel. Elles appartiennent au passé, et nous représentons l'avenir. Je le répète, elles appartiennent au passé et nous représentons l'avenir. Nous sommes l'avenir ; notre vision de l'avenir est une vision d'espoir. Le monde attend le jour qui a été promis par toutes les religions abrahamiques du monde. Le justicier suprême existe bel et bien. Nous croyons que, conformément à la volonté divine et comme l'ont promis les prophètes divins, la justice et l'équité prévaudront dans le monde et les principes de ceux qui suivent sincèrement la voie du Tout-Puissant résonneront dans le monde entier. Le monde rejette l'ignorance. Le monde attend le jour où les logiques anciennes prendront fin.

Le Président par intérim (parle en espagnol) :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République islamique d'Iran de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Seyyed Ebrahim Raisi, Président de la République islamique d'Iran, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République algérienne démocratique et populaire

Le Président par intérim (parle en espagnol) :

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République algérienne démocratique et populaire.

M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République algérienne démocratique et populaire, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en espagnol) :

Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République algérienne démocratique et populaire, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Tebboune (parle en arabe) : J'ai le plaisir, en cette occasion, de saluer et de remercier tous les chefs d'État et toutes les délégations qui prennent part à la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale.

Je félicite également M. Dennis Francis de son accession à la présidence de l'Assemblée générale à la présente session, et je lui souhaite plein succès dans cette

noble tâche. Je tiens aussi à remercier M. Csaba Kőrösi, Président de l'Assemblée générale à sa précédente session, des efforts qu'il a déployés.

Je voudrais également exprimer mes remerciements sincères et ma gratitude au Secrétaire général António Guterres, tout en réaffirmant l'appui de l'Algérie aux efforts inlassables et louables qu'il consent pour renforcer le rôle l'Organisation et la promouvoir afin de répondre aux aspirations de nos peuples.

Dans cette salle, qui accueille le monde entier dans toutes ses différences et toute sa diversité, nous aspirons à asseoir fermement notre conviction que le dialogue et la consultation sont un impératif urgent pour lesquels nos peuples ont lutté en vue de l'avènement d'un monde de coexistence, de coopération, de solidarité et d'égalité entre les nations. Depuis plus de 50 ans, du haut de cette tribune, mon pays n'a cessé d'attirer l'attention sur les dysfonctionnements de l'ordre mondial actuel et a appelé à un nouvel ordre international qui garantirait l'égalité entre les États pour laquelle l'Organisation des Nations Unies a été créée.

Les conflits et les crises qui secouent notre monde ont atteint des niveaux sans précédent. Des millions de personnes ont été déplacées, et les relations internationales sont passées de liens de coopération et de consensus à l'antagonisme et à des conflits qui ont mis à l'épreuve les organisations internationales, alors que le monde fait face à des situations d'urgence, qu'il s'agisse de l'urgence climatique ou d'autres urgences. Face à ces conflits géopolitiques et à ces crises multiples, le Conseil de sécurité a été affaibli ces dernières années, s'agissant du rôle pivot qui lui a été confié, et qui a présidé à la création de l'ONU, ainsi que des objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies quant à la responsabilité qui lui a été confiée de maintenir la paix et la sécurité internationales, notamment en prévenant l'emploi de la force, en éliminant les causes qui mettent en péril la paix et en promouvant le règlement pacifique des conflits.

Le moment est venu pour nous tous de réfléchir ensemble aux moyens de faire respecter les principes et les valeurs consacrés par la Charte, de renforcer nos engagements collectifs et de jeter des bases solides en vue d'une coopération mondiale plus efficace sur les grandes questions qui se posent afin d'instaurer la paix et la sécurité internationales et d'atteindre les objectifs de développement durable dans un monde multipolaire.

Dans cette perspective, l'Algérie, qui occupera bientôt un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité, est consciente de la grande responsabilité qui lui incombe, compte tenu de lourds défis auxquels la communauté internationale est confrontée. Je saisis cette

occasion pour remercier une fois de plus les 184 États Membres qui ont voté en faveur de mon pays. Il s'agit là d'un témoignage de confiance que l'Algérie s'efforcera d'honorer tout au long de son mandat au Conseil. Nous sommes prêts à renforcer la coopération avec tous les États membres du Conseil de sécurité et avec l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble. Nous sommes également prêts à mettre à profit la riche expérience de l'Algérie en matière de médiation et à privilégier les solutions politiques et le règlement pacifique des conflits. C'est dans cet esprit que mon pays rejoindra le Conseil de sécurité, porteur des aspirations des peuples du continent africain et du monde arabe, et en appelant à aller au-delà de la logique de gestion des conflits et à se concentrer sur la recherche de solutions durables aux conflits en remédiant à leurs causes profondes.

Tout effort visant à renforcer l'action internationale commune exige que nous répondions aux appels de plus en plus nombreux à revitaliser le système multilatéral grâce à une réforme globale des organes principaux de l'Organisation, afin de les rendre plus transparents et d'assurer l'équilibre nécessaire entre ces organes ainsi qu'une répartition géographique équitable. La revitalisation du rôle central de l'Assemblée générale, seul organe qui reflète réellement la diversité de notre communauté internationale, est un élément clef pour promouvoir l'égalité entre les États et consacrer les fondements d'une démocratie véritable. En outre, l'accélération des négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité, sur la base d'une approche intégrée et globale, doit constituer une priorité pour la communauté internationale afin de parvenir à un consensus sur une véritable réforme garantissant une meilleure représentativité et une plus grande transparence. Je réaffirme l'attachement de l'Algérie à la Position commune africaine, qui mettrait fin à l'injustice historique contre le continent africain.

L'Algérie connaît le prix de la liberté. Nous n'abandonnerons jamais les causes justes et nous soutiendrons toujours les peuples opprimés qui luttent pour leur liberté. C'est pourquoi nous avons toujours appuyé la cause palestinienne afin de permettre au peuple palestinien frère d'exercer ses droits inaliénables et de créer son propre État indépendant à l'intérieur des frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem pour capitale, conformément aux résolutions de légitimité internationale. Dans le cadre de notre soutien à la juste cause palestinienne, et sous ma supervision personnelle, mon pays a organisé à la fin de l'année dernière un sommet auquel ont participé diverses factions palestiniennes, qui a été couronné par l'adoption de la Déclaration d'Alger. Dans ce contexte, je réaffirme notre attachement à l'Initiative de paix arabe en tant que

cadre pour régler la question palestinienne et mettre fin à l'occupation, qui est la principale source d'instabilité dans la région du Moyen-Orient.

J'en appelle à la conscience de la communauté internationale pour qu'elle assume sa responsabilité morale et historique et permette au peuple palestinien de recouvrer pleinement ses droits et d'exercer son droit à l'autodétermination. En outre, je saisis cette occasion pour demander à la Cour internationale de Justice de répondre à la demande formulée par l'Assemblée générale le 30 décembre 2022 et de rendre un avis consultatif sur les pratiques israéliennes qui portent atteinte aux droits humains du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est.

Nous appelons de nos vœux la victoire et la justice dans le cadre de la lutte du peuple palestinien, qui a tant souffert et tant sacrifié sous le joug de l'occupation. Du haut de cette tribune, j'appelle également le Conseil de sécurité à adopter une résolution garantissant la solution des deux États, qui fait l'objet d'un consensus au sein de la communauté internationale, et mettant fin aux pratiques unilatérales de l'autorité occupante, notamment les activités de peuplement dans les territoires palestiniens occupés. Nous réclamons à nouveau – et j'insiste là-dessus – la tenue d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale afin d'accorder à l'État de Palestine le statut de Membre à part entière. Je le répète, nous demandons à nouveau la tenue d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale afin d'accorder à l'État de Palestine le statut de Membre à part entière.

Nous sommes fiers de ce que l'Organisation a accompli en matière de décolonisation dans de nombreuses régions et territoires, et nous espérons que le colonialisme sera définitivement éliminé avec la dernière colonie africaine. En effet, au Sahara occidental, tout un peuple est privé de son droit fondamental à l'autodétermination. Il convient d'organiser un référendum libre et équitable conforme au plan de règlement pour le Sahara occidental qui a été adopté par le Conseil de sécurité en 1991 et approuvé par les deux parties, mais qui n'a toujours pas été mis en œuvre. Face à cette réalité et aux tentatives visant à créer une légitimité sur la base de l'illégitimité, il incombe à l'ONU de préserver la crédibilité de ses propres résolutions, en étant consciente qu'en appuyant l'application intégrale de ces résolutions, elle préserve sa réputation. Dans ce contexte, je réaffirme notre appui aux efforts déployés par le Secrétaire général et son Envoyé personnel pour le Sahara occidental pour relancer les négociations directes et organiser un référendum afin de permettre au peuple sahraoui de jouir de son droit à l'autodétermination, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Mon pays suit de très près et avec préoccupation les événements qui se sont produits dans certains pays frères et amis. Nous mettons tout en œuvre pour œuvrer à la recherche de solutions pacifiques et réunir les parties afin de rapprocher les positions et les points de vue.

En ce qui concerne la situation en Libye, pays frère, je réaffirme notre appui aux efforts déployés par l'ONU pour trouver une solution politique menée par les Libyens eux-mêmes et qui leur permette de préserver l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye.

Pour ce qui est de la situation au Mali, l'Algérie joue un rôle de premier plan dans les efforts de médiation internationale et préside le Comité de suivi de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. Nous sommes résolus à poursuivre nos efforts pour relever les défis auxquels fait face ce pays frère, et nous réaffirmons notre rejet du recours à la force pour régler les conflits.

S'agissant de l'évolution de la situation chez notre voisin, le Niger, l'Algérie réaffirme son attachement à un retour à l'ordre constitutionnel par des moyens pacifiques, en privilégiant des solutions diplomatiques et politiques et dans le respect de l'état de droit. Nous appelons à la vigilance face aux intentions de mener une intervention militaire étrangère, qui pourrait avoir des répercussions dangereuses sur la paix et la stabilité au Niger et dans l'ensemble de la région.

Dans le même temps, la situation préoccupante au Soudan nous contraint à appeler toutes les parties sœurs au conflit à mettre fin aux combats et à suivre la voie du dialogue. Cette situation a de graves répercussions humanitaires dans le pays. Cette situation fragile et instable a des conséquences négatives sur l'ensemble de la région du Sahel et du Sahara, qui souffre de faibles taux de développement, de la famine et des effets des changements climatiques, ce qui aggrave plus encore l'instabilité et contribue au renforcement de groupes terroristes qui utilisent la région comme refuge pour leurs activités criminelles.

Dans ce contexte, l'Algérie ne ménage aucun effort pour appuyer le développement des pays de la région et partager son expérience en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. À cet égard, nous avons participé au Sommet extraordinaire de l'Union africaine qui s'est tenu à Malabo le 28 mai 2022 en tant que coordonnateurs de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique. Nous y avons présenté un rapport sur le développement de la menace terroriste en Afrique et sur les mécanismes permettant d'y faire face. Le rapport présente également un certain nombre de dispositifs concrets visant à renforcer la lutte contre le terrorisme

en Afrique et souligne l'importance de faire de la lutte contre le terrorisme une priorité absolue dans le cadre d'une action africaine commune. Par ailleurs, la contribution de l'Algérie aux efforts de médiation internationale ne se limite pas à sa région géographique. Mon pays a également pris une part active aux efforts du groupe de contact arabe en vue de relancer des négociations directes entre la Russie et l'Ukraine.

Plus de huit ans après l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Plan d'action d'Addis-Abeba, de nombreux pays en développement restent confrontés à des défis qui nécessitent plus de solidarité de la part de la communauté internationale pour parvenir à un monde meilleur et à un modèle économique plus équitable et plus efficace qui leur permette d'atteindre les objectifs de développement durable. L'Algérie a adopté un plan de développement durable qu'elle a érigé en priorité nationale et intégré dans l'ensemble des plans, stratégies et programmes du Gouvernement. Cela nous a permis d'obtenir des résultats très importants dans les domaines visés par les objectifs de développement durable, notamment l'éducation, la santé, la construction, l'électricité et l'eau. En ce qui concerne l'eau, mon pays a lancé un programme de dessalement de l'eau de mer et il sera en mesure de produire plus d'un milliard de tonnes d'eau par jour d'ici à la fin de 2024.

Mon pays a toujours bénéficié de l'appui et de la confiance du Conseil des droits de l'homme et est partie à la plupart des traités internationaux relatifs aux droits humains. Nous renforçons notre coopération avec le Conseil des droits de l'homme, nous nous concertons avec les différents organes chargés des droits de l'homme et nous collaborons dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU). En ce qui concerne l'EPU, mon pays a publié son quatrième rapport national en novembre 2022. Mon pays est convaincu que le respect et la promotion des droits humains sont la pierre angulaire de tout système politique crédible. C'est pourquoi nous nous employons à renforcer les droits humains par tous les moyens à notre disposition. Cette conviction émane de l'attachement du peuple algérien aux droits humains.

M. Faati (Gambie), Vice-Président, assume la présidence.

La Constitution de mon pays a été amendée en 2020 sur la base de cette conviction de la nécessité de renforcer les libertés fondamentales et les droits humains. Cet amendement interdit explicitement toute atteinte à ces libertés ; consacre l'égalité entre tous les citoyens, qu'ils soient hommes ou femmes, en termes de droits et

de devoirs ; et renforce la participation effective de toutes et tous, notamment en ce qui concerne la promotion des droits des femmes, leur autonomisation économique et politique et leur exercice de postes à responsabilité. Nous nous efforçons également de garantir le principe d'égalité sur le marché du travail, de renforcer le rôle des femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité et d'améliorer le statut des femmes dans tous les aspects de la vie, que ce soit au niveau national, continental ou international. Un plan national concret a été élaboré dans le cadre de l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, au titre duquel l'Algérie s'engage à renforcer le rôle des femmes dans la prévention et le règlement des conflits, conformément aux principes sous-tendant sa politique étrangère.

L'Algérie compte de nombreux jeunes, qui représentent plus de 70 % de sa population. C'est pourquoi nous avons adopté des mesures afin de mettre en place un cadre institutionnel assorti des moyens nécessaires pour renforcer les capacités des jeunes et intégrer la jeunesse comme force motrice dans le processus de développement durable et dans les domaines économique, politique et culturel.

Pour terminer, nous aspirons à un monde où la sécurité, la paix et la prospérité régneront pour tous les êtres humains sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Nous devons faire preuve d'une détermination sincère et d'un engagement ferme pour répondre aux aspirations légitimes de nos peuples.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République algérienne démocratique et populaire de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République algérienne démocratique et populaire, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Alberto Fernández, Président de la République argentine

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République argentine.

M. Alberto Fernández, Président de la République argentine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Alberto Fernández, Président de la République argentine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Fernández (*parle en espagnol*) : Le monde est en pleine mutation. Une nouvelle ère s'ouvre alors que l'humanité doit encore faire face aux effets d'une pandémie qui a coûté la vie à 15 millions de personnes et révélé les inégalités auxquelles nous sommes confrontés. Parallèlement, la crise climatique soumet notre planète à toutes sortes d'intempéries, des cyclones, des tornades, des inondations inattendues ou des sécheresses de longue durée qui touchent des millions d'êtres humains sous toutes les latitudes de la planète. Tout cela se produit alors qu'une guerre se prolonge, faisant de nouvelles victimes et déclenchant une crise énergétique et alimentaire d'une portée inouïe.

Au moment même où surviennent toutes ces calamités, nous assistons à une révolution technologique qui nous jette dans l'incertitude. La robotisation et le déploiement accéléré de l'intelligence artificielle nous obligent à repenser l'éducation, les modes de production et la préservation du travail. Le véritable défi auquel nous sommes confrontés est de savoir comment faire face à de tels changements et concilier les intérêts dans ce nouveau scénario.

Devant l'Assemblée, je me sens tenu de m'exprimer avec une franchise absolue. Les problèmes du monde exigent des solutions. Nous avons déjà passé beaucoup de temps à diagnostiquer les problèmes. Nous ne pouvons pas continuer à en parler alors que nous marchons sur le fil du rasoir. Les risques de faire perdurer cette réalité sont très élevés.

Nous sommes à mi-chemin en ce qui concerne la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et nous savons, comme le souligne la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qu'il est possible que seul un quart des objectifs que nous nous sommes fixés soit atteint en 2030. Cette incapacité à envisager un avenir meilleur sème le découragement dans les pays qui veulent se développer et dans lesquels vivent les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète.

Il est impossible de parvenir à un avenir équitable en favorisant la poursuite des logiques mêmes qui ont créé les inégalités que nous connaissons. L'ingénierie financière internationale est abusive et immuable. Comment pouvons-nous parvenir à un développement durable sans financement pour nous y aider ? Le système financier international ne manifeste pas la volonté de s'adapter à un monde qui veut recouvrer une équité perdue. Au contraire, il ne cherche qu'à imposer les mêmes politiques orthodoxes qui ont aggravé les inégalités et la misère dans le monde. L'architecture financière internationale ne sert qu'à concentrer les revenus entre les mains d'une infime minorité et

à marginaliser de vastes régions du monde. Elle mise sur la spéculation plutôt que sur le développement. Elle fait passer la main-d'œuvre bon marché avant la dignité du travail. Nous n'avons plus le temps de discuter. L'heure est venue de faire progresser la justice sociale dans le monde.

Le Fonds monétaire international ne peut pas augmenter ses taux d'intérêt à chaque fois que la Réserve fédérale américaine augmente les siens pour enrayer l'inflation dans son pays. Il ne le peut pas, et pourtant il le fait. Dans ce contexte, il est honteux qu'il applique encore aujourd'hui des majorations à de nombreux pays qui ploient déjà sous le poids de la dette extérieure. Il est ironique de voir que le Fonds monétaire international finance l'Ukraine en pleine guerre, et en pleine guerre, applique des majorations aux intérêts qu'il perçoit. Cela est tout simplement stupéfiant. Nous avons besoin d'un nouveau cadre pour traiter la dette souveraine, qui ait pour objectif le développement et la justice sociale. L'expérience montre que lorsqu'un peuple est asphyxié par une condamnation à perpétuité à l'endettement, ses forces s'amenuisent, les crises sociales s'intensifient et les dettes deviennent irrécouvrables.

Nous sommes confrontés au défi de nourrir une population mondiale croissante dans des conditions climatiques critiques. Qu'il s'agisse de sécheresses ou d'inondations, de tornades ou de grêle, tous ces phénomènes perturbent la production et l'approvisionnement en denrées alimentaires. Nous le savons d'expérience. L'Argentine a perdu plus de 20% de ses exportations totales en raison de la pire sécheresse qu'elle ait connue ces 100 dernières années. Pas moins de trois points de son produit intérieur brut ont été pulvérisés. Nous savons également aujourd'hui qu'un marché alimentaire international intoxiqué par la spéculation financière ne fait que profiter à une infime minorité et entraîne l'instabilité et la misère de millions d'êtres humains.

Pour trouver une solution durable au problème de la sécurité alimentaire, il est essentiel de mettre en place un système commercial international plus juste, plus transparent, plus équitable et plus prévisible pour les produits agricoles. Il faut supprimer les distorsions provoquées par les subventions et interdire que les denrées alimentaires fassent l'objet de spéculations financières. Ces deux éléments découragent les investissements nécessaires à l'augmentation de la production, laquelle permet de répondre à la demande mondiale croissante de denrées alimentaires.

L'Argentine considère le multilatéralisme comme le meilleur outil pour trouver des solutions communes à des problèmes communs. Il traduit notre vocation à agir

dans la solidarité et à coopérer dans la quête du bien-être collectif. Les propositions hégémoniques n'ont fait qu'accroître la méfiance, encourager la course aux armements et réduire les possibilités de coopération économique et scientifico-technologique.

Dans le contexte actuel, comme nous le savons, les effets de plus d'une décennie de crises accumulées convergent, allant des conséquences de l'effondrement financier de 2008 jusqu'à la guerre qu'a déclenchée la Russie en occupant le territoire ukrainien. Les répercussions de cette guerre sont visibles. Outre ses terribles conséquences humanitaires, le conflit armé provoque des niveaux historiques d'inflation à l'échelle mondiale, avec un effet particulier sur les prix des denrées alimentaires et de l'énergie.

La réalité actuelle se caractérise également par la montée de tensions qui attirent moins l'attention de l'opinion publique, mais qui compromettent profondément la paix internationale. À titre d'exemple, je citerai le blocage par l'Azerbaïdjan du corridor de Latchine, qui a provoqué une crise humanitaire au détriment, une fois de plus, d'une partie du peuple arménien. Aujourd'hui même, au moment où l'Assemblée se réunit, les médias indiquent que l'Azerbaïdjan a lancé des opérations militaires dans le but de prendre le contrôle du Haut-Karabakh.

La communauté internationale ne peut pas rester passive face à une telle situation. Elle doit agir de manière préventive pour éviter de nouvelles persécutions ethniques, raciales, religieuses ou politiques. Comme nous l'avons toujours fait, nous continuons de demander que les parties aient la sagesse de revenir sur la voie de la paix et que les organisations multilatérales recouvrent la force qu'elles semblent avoir perdue pour faire respecter les règles internationales. Historiquement, les pays du Sud partagent de nombreux points de vue sur le système international et sur la responsabilité qui incombe aux organisations multilatérales en matière de développement, de paix et de sécurité mondiales, de coopération et de décolonisation.

Je représente un pays qui célèbre cette année le quarantième anniversaire du rétablissement de la démocratie, un pays qui a appris de son passé à dire « plus jamais ça » face aux violations des droits humains et qui a érigé en politique d'État la promotion du droit à la mémoire, à la vérité et à la justice. Nous sommes fiers de ces quatre décennies de démocratie continue, au cours desquelles la promotion et la protection des droits humains ont été des éléments fondamentaux du chemin parcouru. Aujourd'hui, l'UNESCO a déclaré comme site du patrimoine mondial le musée et le lieu de mémoire de l'ESMA, un centre clandestin de détention, de torture et d'extermination où

la dictature a perpétré ses atrocités les plus graves. En gardant vive la mémoire que les négationnistes veulent occulter, nous empêcherons que cette période de souffrance se répète. Face à ces crimes contre l'humanité, notre solution n'a pas été la vengeance, mais la justice.

C'est précisément parce que nous connaissons l'horreur que représente la disparition de 30 000 êtres humains que je saisis cette occasion pour appeler de nouveau les États à adhérer à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Nous avons besoin qu'un plus grand nombre d'États s'engagent afin d'éliminer complètement ce crime. Le défi auquel nous sommes confrontés est de consolider et de faire progresser la cause des droits, ce qui implique d'instaurer des démocraties où règnent plus d'équité et plus d'égalité entre les citoyens.

Les droits humains sont globaux et n'admettent aucune forme de régression. En cas de régression, les adeptes de l'autoritarisme l'emportent et les discours de haine prolifèrent. C'est ainsi que les démocraties se délégitiment et que la crise de représentation qui en découle finit par mettre en échec le cadre institutionnel de l'état de droit. La préservation de l'état de droit est une conviction partagée sur notre continent. C'est pourquoi nous sommes préoccupés par les événements en cours au Guatemala. La communauté internationale doit activer les mécanismes pertinents qui garantissent le respect du verdict populaire.

La crise climatique est une réalité qui a modifié les températures et les phénomènes atmosphériques dans le monde entier, créant des restrictions et des obstacles au développement. Il est impératif de régler le problème sans plus tarder en mettant en place un dispositif multilatéral de financement en faveur de l'environnement qui soit juste, transparent, équitable et fondé sur le principe des responsabilités communes mais différenciées.

L'Argentine réaffirme son attachement à l'égalité des genres et à la diversité en tant que conditions essentielles de la croissance et du développement durable aux niveaux national et international, dans le cadre d'une approche fondée sur les droits humains. Nous avons élaboré des cadres réglementaires et des politiques publiques visant à promouvoir l'égalité pour toutes les femmes et toutes les formes de diversité. À l'heure actuelle, notre pays met en œuvre son Plan national pour l'égalité dans la diversité.

En vertu de la vocation intégrationniste incarnée par le Marché commun du Sud et l'Union des nations de l'Amérique du Sud, nous avons proposé, au cours de ces quatre années, de reprendre la voie de l'intégration avec l'Amérique latine et les Caraïbes et de renforcer le

dialogue avec tous nos partenaires au moyen de la concertation politique, sur la base d'une approche de solidarité et de coopération. À l'instar de ce que fut autrefois la construction de l'Union européenne, les différents organes d'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes constituent un patrimoine que la région offre à une humanité en quête de paix, de coopération et de justice.

Notre région a une occasion historique à saisir. Elle dispose de l'énergie et des denrées alimentaires dont le monde a besoin. Notre développement dépend de notre capacité à tirer parti de ces ressources. Nous devons œuvrer de concert pour réaliser des travaux d'infrastructure qui nous permettront d'être compétitifs sur le plan industriel dans notre région.

L'Argentine condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Les actes terroristes constituent une menace pour la paix, la sécurité internationale et la dignité humaine. Le terrorisme doit être combattu dans le cadre de l'état de droit et dans le plein respect du droit international. L'Argentine a réaffirmé son attachement à la Convention interaméricaine contre le terrorisme et à la plupart des instruments internationaux relatifs au terrorisme, en s'employant à mettre en place toutes les mesures qu'ils contiennent et qu'elle considère comme le moyen le plus efficace de mettre fin à cette menace.

Pour notre part, nous continuons à lutter contre l'impunité, en enquêtant sur les attaques que nous avons subies en 1992, contre l'ambassade d'Israël à Buenos Aires, et en 1994, contre le siège de l'Asociación Mutual Israelita Argentina (AMIA), qui ont fait 107 morts et des centaines de blessés. Nous voulons que les responsables de ces attaques odieuses soient identifiés, jugés et condamnés. Une fois de plus, nous demandons instamment à la République islamique d'Iran de coopérer avec les autorités judiciaires argentines afin de faire progresser l'enquête sur l'attaque contre l'AMIA. Nous demandons également à la communauté internationale de se joindre à notre combat en s'abstenant d'accueillir ou d'héberger l'un ou l'autre des inculpés, même s'il bénéficie de l'immunité diplomatique. N'oublions pas que des mandats d'arrêt internationaux et des notices rouges INTERPOL les concernant ont été émis.

L'Argentine s'oppose fermement à l'utilisation de mesures coercitives unilatérales et à l'adoption de pratiques commerciales discriminatoires. La poursuite du blocus contre Cuba est inadmissible. Année après année, l'Assemblée générale exige à une écrasante majorité qu'il soit mis fin au blocus. Par ailleurs, nous demandons à nouveau que Cuba soit retirée de la liste des pays qui soutiennent le terrorisme international.

De même, les sanctions imposées par les États-Unis au Venezuela doivent être levées immédiatement. Leur prolongation ne fait que nuire aux conditions de vie des habitants de ce pays et a conduit à l'exil de millions de Vénézuéliens et de Vénézuéliennes qui ont quitté leur patrie en quête d'une vie meilleure.

Je tiens aussi à réaffirmer les droits légitimes et imprescriptibles de la République argentine sur les Îles Malvinas, les Îles de Géorgie du Sud, les Îles Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes. Elles font partie du territoire national argentin et sont occupées illégalement par le Royaume-Uni depuis près de deux siècles. En vertu des résolutions de l'Assemblée générale et du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, le règlement de la situation coloniale de ces îles passe par des négociations sur la souveraineté entre l'Argentine et le Royaume-Uni. Nous regrettons que le Royaume-Uni continue de refuser de reprendre les négociations. Nous nous interrogeons sur les activités unilatérales d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles qu'il continue de mener dans la zone contestée, en violation de la résolution 31/49, ainsi que sur sa présence militaire dans l'Atlantique Sud, qui est une zone de paix.

L'Argentine reste résolument attachée au règlement pacifique de cette situation coloniale anachronique. Nous avons proposé au Royaume-Uni un nouveau programme de travail bilatéral sur l'Atlantique Sud qui implique un processus formel de dialogue portant, entre autres, sur la question liée à la reprise des négociations sur la souveraineté. Nous avons également exprimé notre volonté de poursuivre les activités d'identification des anciens combattants tués sur les îles, au titre des obligations découlant du droit international humanitaire et afin d'apporter des réponses et du réconfort aux familles de ces soldats. Malheureusement, le Royaume-Uni a rejeté notre proposition.

Nonobstant ce qui précède, l'Argentine demande à nouveau au Secrétaire général de redoubler d'efforts, dans le cadre de ses bons offices, pour rapprocher les deux parties de la table des négociations.

Le mot d'ordre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 est de « ne laisser personne de côté ». De faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte sur la voie de la justice et du développement. Nous sommes convaincus qu'il s'agit d'un objectif noble pour les individus comme pour les peuples. Mais de grâce, faisons en sorte qu'il ne reste pas lettre morte. Le repentir après coup ne sert à rien. Les regrets ne réparent pas les vies gâchées ni les vies sans avenir, et encore moins les vies perdues.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République argentine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Alberto Fernández, Président de la République argentine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Nayib Armando Bukele, Président de la République d'El Salvador

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République d'El Salvador.

M. Nayib Armando Bukele, Président de la République d'El Salvador, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Nayib Armando Bukele, Président de la République d'El Salvador, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Bukele (parle en espagnol) : Depuis la première fois que j'ai pris la parole devant l'Assemblée générale (voir A/74/PV.7), je n'ai cessé de rappeler aux Membres que nous devons nous renouveler et nous réinventer. Je ne me réfère pas seulement à l'Organisation ou à l'Assemblée générale, mais à tous les pays, en particulier ceux qui se trouvent dans une situation semblable à la nôtre. Je ne le dis pas non plus juste pour le plaisir de le dire, mais parce que j'y crois et parce que c'est ce que nous faisons dans mon pays.

El Salvador, comme de nombreux pays en développement, a toujours rêvé d'être grand. Pour certains pays, ce rêve a semblé possible à un moment donné. Pour d'autres, comme le nôtre, il était impensable. Nous ne pensions même pas que nous pouvions nous en approcher. Je ne pense même pas que quiconque écoutant ce discours aurait imaginé prononcer ou entendre le nom d'El Salvador comme une référence mondiale ou un exemple de quoi que ce soit de positif. Malgré tous les obstacles, nous avons décidé de prendre un risque. Nous n'avons pas accepté le destin que d'autres avaient tracé pour nous.

Aujourd'hui, quatre ans après l'arrivée au pouvoir de notre gouvernement, personne ne peut ni n'ose contester que, pour la première fois en 202 ans d'histoire, le plus petit pays du continent américain a fait les premiers pas vers la réalisation de son rêve de grandeur.

En très peu de temps, El Salvador est passé du statut de capitale mondiale du meurtre et de pays le plus dangereux au monde, littéralement, à celui de pays le plus sûr d'Amérique latine. Il ne s'agit plus d'une promesse. Il s'agit d'une réalité que vit le peuple salvadorien et que tout étranger peut aller constater de ses propres yeux.

De ce fait, nombreux sont ceux dans le monde qui prêtent attention à ce qui se passe dans notre pays. En Amérique latine, plus particulièrement, mais aussi aux États-Unis et ailleurs, ils voient ce qui se passe à Salvador et se demandent pourquoi cela n'arrive pas dans leur pays. La réponse est claire et simple. Ils doivent prendre leurs propres décisions et réaffirmer leur droit à faire preuve de bon sens, à essayer leurs propres recettes, à mettre en œuvre leurs propres plans et à concevoir leurs propres systèmes. Aucun pays n'a le droit d'imposer ses idées ou sa façon de faire, surtout lorsque celles-ci ne fonctionnent même pas dans le pays concerné. À l'occasion de chacune des décisions que nous avons prises, nous avons réaffirmé notre droit légitime à nous gouverner nous-mêmes, même si cela impliquait de commettre des erreurs.

Mais nous n'avons pas commis d'erreur. Nous avons réussi, nous avons remporté un succès retentissant. Nous avons donc non seulement réaffirmé notre droit à prendre nos propres décisions, mais aussi notre droit à avoir raison. Il n'existe pas de recette ou de formule unique qui fonctionne pour tout le monde, mais je pense qu'il existe un ingrédient qu'il faut inclure dans toutes les recettes, ou du moins qu'il faut avoir le droit d'inclure. Cet ingrédient est le courage. Il faut avoir l'attitude, le courage et la détermination nécessaires pour faire ce qui s'impose, même quand d'autres vous remettent en question ou vous critiquent.

Pendant des décennies, nous avons essayé tout ce qu'on nous disait être le mieux pour nous. On nous a poussés à combattre dans une guerre civile pour une cause étrangère à notre réalité, en important sur notre territoire le conflit entre l'Occident et l'Union soviétique. Plus de 85 000 morts et un pays détruit plus tard, ils nous ont dit que cette recette n'était plus la bonne, et qu'il y en avait désormais une nouvelle. Ils nous ont donc fait signer de faux accords de paix, qui n'avaient rien à voir avec la paix et dont l'unique but était de permettre aux deux camps qui avaient fait la guerre de se partager le butin. Nous avons essayé toutes les formules qu'ils nous ont données, mais rien n'a fonctionné.

Ensuite, sous la protection de puissances étrangères, nous avons livré le pays à la droite. Puis, toujours sous la protection d'agents extérieurs, nous avons donné

le pouvoir à la gauche. Elles nous ont maintenus dans cet état pendant 30 ans après la guerre, une période durant laquelle il y a eu plus de morts, plus de pauvreté et plus de violence que pendant la guerre civile. Personne n'a fait quoi que ce soit pour changer fondamentalement le système ou les institutions, et encore moins les lois.

Tout ce qui a eu lieu au cours de ces années s'est fait avec l'appui, le financement, l'assentiment et l'imposition de ceux qui se sont toujours autoproclamés de grands défenseurs des droits humains et des institutions démocratiques. Au lieu de nous donner un remède pour guérir, ils nous ont donné du poison. Ils voulaient que nous continuions de faire la même chose que par le passé. Ils voulaient que les mêmes personnes qui nous avaient pillés et massacrés continuent de gouverner ou au moins de partager le pouvoir.

Mais cette fois, nous avons dit non. Nous avons refusé leur poison et décidé d'essayer, pour la première fois, notre propre remède. Dieu merci, il a fonctionné. Premièrement, nous avons tenu à nous assurer que nous étions du côté de Dieu et du peuple, car aucune transformation digne de ce nom ne peut intervenir quand on obéit à des puissances extérieures.

Deuxièmement, nous avons élaboré notre propre méthode, une méthode conçue pour notre réalité et élaborée par ceux d'entre nous qui ont personnellement vécu cette réalité. Ensuite, le peuple salvadorien nous a accordé deux votes de confiance. En réalité, il nous en a accordé plusieurs, mais ces deux-là sont peut-être les plus importants à ce jour. Le premier, c'est lorsqu'il m'a élu Président ; le second, lorsqu'il a décidé de nous donner, par l'intermédiaire du corps législatif, le pouvoir de le gouverner. Nous avons alors compris que nous avions l'obligation envers le peuple de prendre toutes les décisions nécessaires pour régler notre problème le plus pressant, à savoir l'insécurité.

Les efforts déployés pour améliorer la santé ou l'économie n'auraient servi à rien si nos concitoyens continuaient à se faire tuer et si les juges et les procureurs laissaient les meurtriers en liberté. Il ne sert à rien de transformer l'éducation si, depuis leurs prisons, les gangs donnent l'ordre de tuer lâchement nos enfants et de recruter de force nos jeunes. Nous ne pouvions pas investir des millions de dollars dans la construction d'infrastructures routières si les Salvadoriens et les Salvadoriennes ne pouvaient pas marcher librement dans les rues.

Nous avons donc pris la décision de purger le ministère public, le système judiciaire et le système pénitentiaire. En outre, nous avons modifié les lois afin de garantir que les terroristes ne soient plus libérés de prison. C'est à ce moment-là que les condamnations

internationales ont commencé. Certains pays, certains médias et certains experts se sont mis à attaquer systématiquement toutes les décisions que nous avons prises. Des personnes qui n'avaient jamais usé de leur pouvoir et de leur influence pour exiger la sécurité de nos concitoyens assassinés se sont soudain opposées à nos décisions visant à mettre un terme à ce massacre. Des pays qui n'avaient jamais condamné l'assassinat de 30, 40, voire 50 Salvadoriens et Salvadoriennes par jour nous ont soudain demandé d'expliquer pourquoi nous avons changé de procureur, de magistrats et de juges. N'est-il pas absurde que nous ayons été interrogés à ce sujet ?

À qui incombe la responsabilité de la politique de sécurité intérieure, dans quelque pays du monde que ce soit ? C'est une responsabilité qui revient au Gouvernement, au pouvoir exécutif, qui agit par l'intermédiaire des forces de sécurité de l'État et du système pénitentiaire, en coopération avec le ministère public et le pouvoir judiciaire. Pour que le plan fonctionne, il était essentiel que tout le monde travaille ensemble et dans la même direction. Si nous avions laissé en place le procureur général, les magistrats de la chambre constitutionnelle et les juges que beaucoup ont protégés et dont la destitution nous a même valu la condamnation de certains, nous serions encore la capitale mondiale des meurtres. Si nous les avions écoutés, nous aurions continué à perdre des milliers de Salvadoriens et de Salvadoriennes aux mains des terroristes.

Dieu soit loué, nous ne les avons pas écoutés. Chacune des décisions que nous avons prises nous a amenés à ce moment. Aujourd'hui, El Salvador est en concurrence avec le Canada pour devenir le pays le plus sûr du continent. Non seulement nous sommes le pays d'Amérique latine qui compte le moins d'homicides par habitant, et de loin, nous avons également réduit au minimum le nombre total des délits. Les gens peuvent désormais se promener dans des rues qui ont longtemps été déclarées interdites d'accès par les gangs. Les commerces ne sont plus victimes d'extorsion et les enfants peuvent désormais sortir et jouer dans les parcs sans craindre d'être recrutés ou tués. Ce sont des choses qui paraîtront élémentaires ou quotidiennes à beaucoup ici, mais dans mon pays, elles n'existaient pas.

On nous a critiqués et condamnés pour chacune des décisions que nous avons prises à l'époque. Des intellectuels, des journalistes, des hommes politiques et des organisations du monde entier se sont lancés dans un débat sur ce que nous faisons. Aujourd'hui, je suis ici pour dire que ce débat est clos. Les décisions que nous avons prises étaient les bonnes. Nous ne sommes plus la capitale mondiale de la mort et nous y sommes parvenus

en un temps record. Aujourd'hui, nous sommes une référence en matière de sécurité. Nul ne peut le contester. Les résultats sont là. Ils sont irréfutables. En El Salvador, nous avons fait ce qu'il fallait pour El Salvador.

Maintenant que nous jouissons de ce niveau de sécurité, nous avons pu ouvrir notre pays au monde entier. Rien que cette année, nous avons accueilli des milliers d'athlètes à l'occasion des Jeux d'Amérique centrale et des Caraïbes. Nous sommes l'épicentre mondial du surf. Nous venons de signer un accord avec Google pour numériser l'État et les services tels que l'éducation et la santé. Le secteur du tourisme, tant interne qu'externe, est en plein essor. De plus en plus de personnes souhaitent connaître El Salvador et y investir. De nombreux Salvadoriens de l'étranger qui pendant des années n'ont pu rentrer chez eux investissent aujourd'hui dans le pays et envisagent d'y revenir. Selon une étude réalisée en 2022 par l'Organisation internationale pour les migrations, une institution du système des Nations Unies, plus de 60 % des nombreux Salvadoriens et Salvadoriennes résidant aux États-Unis ont l'intention de retourner au pays.

Il reste un long chemin à parcourir pour y parvenir, mais nous sommes en passe d'atteindre notre objectif d'inverser l'exode massif du peuple salvadorien, produit des mauvaises politiques du passé et de la guerre civile, et de réaliser notre rêve d'une migration inversée. Nous voulons faire en sorte que les Salvadoriens et Salvadoriennes soient plus nombreux à retourner en El Salvador qu'à en partir. Des études de l'ONU le prédisent déjà.

Dans quelques mois, nous accueillerons le concours Miss Univers, qui nous mettra à nouveau sous les feux des projecteurs du monde entier et attirera davantage de touristes et d'investissements. Qui plus est, nous établissons des relations plus étroites avec des pays alliés qui souhaitent nous aider à construire notre pays et à réaliser notre rêve. Je ne dis pas cela pour me vanter, même si je suis fier de tout ce que nous avons accompli. Je le dis parce que c'est un exemple de ce que tous les pays peuvent réaliser lorsqu'ils commencent à affirmer leur souveraineté.

Qu'ils nous regardent. Nous étions réputés pour notre violence, et aujourd'hui, nous le sommes pour nos paysages, pour nos vagues et, surtout, pour notre courage. Aujourd'hui, le monde peut voir tout notre potentiel. Nous avons un pays qui a tant de merveilles à offrir. Les visiteurs peuvent prendre leur petit-déjeuner sur la plage et surfer sur des vagues de classe mondiale dans une mer dont la température est idéale tout au long de l'année. Ils peuvent déjeuner dans les montagnes, où ils peuvent déguster le meilleur café du monde, avec en toile de fond nos superbes

volcans et nos magnifiques lacs, et dîner dans la capitale, avec toute la modernité, le confort et, désormais, la sécurité que de nombreuses villes du premier monde souhaiteraient avoir. Et ils peuvent faire tout cela le même jour.

Mais la meilleure chose qu'ils trouveront, c'est notre peuple amical et travailleur, qui cherche toujours à faire quelque chose de nouveau. Celles et ceux qui décideront de visiter notre pays se rendront compte que nous sommes fiers d'être Salvadoriens. Ce n'était pas le cas il y a quelques années. El Salvador est en train de renaître parce que nous avons eu le courage de nous remettre en question et que nous avons décidé que rien ni personne ne nous dicterait notre conduite.

Nous sommes encore loin de notre objectif ultime, mais nous continuerons à travailler d'arrache-pied et à prendre nos propres décisions, afin d'atteindre la grandeur à laquelle nous aspirons. Nous pensons que le monde entier a également besoin de renaître, mais cette décision appartient à chaque nation. En El Salvador, nous donnons l'exemple et traçons la voie au cas où quelqu'un d'autre voudrait s'y engager.

Le Président par intérim (parle en anglais) :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'El Salvador de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Nayib Armando Bukele, Président de la République d'El Salvador, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Sadyr Zhaparov, Président de la République kirghize

Le Président par intérim (parle en anglais) :

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République kirghize.

M. Sadyr Zhaparov, Président de la République kirghize, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Sadyr Zhaparov, Président de la République kirghize, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Zhaparov (parle en kirghize ; interprétation en anglais assurée par la délégation) : Je voudrais tout d'abord féliciter l'éminent représentant de la Trinité-et-Tobago, M. Dennis Francis, de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session.

Je lui souhaite beaucoup de succès et un travail fructueux à ce poste important. Il peut compter sur le soutien du Kirghizstan pendant sa présidence.

J'exprime ma gratitude au Président de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session, le représentant de la Hongrie, pays ami, M. Csaba Kőrösi, pour son travail actif et son appui aux initiatives internationales du Kirghizistan.

Le monde se trouve aujourd'hui à un tournant. Nous sommes tous témoins des changements négatifs dans l'ordre mondial et de la concurrence géostratégique croissante entre les grandes puissances et leurs blocs. Les tensions géopolitiques poussent le monde à se fragmenter en blocs et systèmes financiers et économiques régionaux et sous-régionaux. Il est également évident que les gouvernements des différents pays seront contraints de faire des choix économiques, technologiques et géopolitiques.

Parmi les chocs à l'échelle mondiale qui n'appartiennent pas encore au passé, je voudrais évoquer la propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19), qui a coûté à l'humanité des millions de vies et entraîné des pertes économiques dépassant les 12 000 milliards de dollars. Le monde connaît aujourd'hui les taux d'inflation et les prix des denrées alimentaires les plus élevés jamais enregistrés au cours des 60 dernières années. Selon le Fonds monétaire international, les répercussions de la fragmentation géoéconomique pourraient entraîner une baisse de 7 % du produit intérieur brut mondial. Le déclin de la confiance entre différents pays et groupes de pays est alarmant.

Cependant, je suis convaincu que les défis et les risques mondiaux actuels, de la crise climatique à la menace pour la sécurité alimentaire en passant par l'accroissement des inégalités, devraient au contraire unir tous les membres de la communauté internationale. Il est vital de construire un système multilatéral qui empêche une nouvelle fragmentation du paysage géopolitique mondial.

La situation internationale était-elle plus facile il y a 78 ans, alors que l'Organisation des Nations Unies commençait tout juste à fonctionner après la guerre la plus sanglante et la plus destructrice de l'histoire de l'humanité, qu'elle ne l'est aujourd'hui ? Les contradictions entre les pays, notamment politiques et idéologiques, étaient-elles moins profondes à l'époque qu'elles ne le sont aujourd'hui ? Qu'est-ce qui empêche les États Membres de s'entendre et d'essayer de surmonter leurs divergences et d'établir un dialogue ?

Au fil des ans, malgré le rideau de fer, malgré la logique des blocs militaires, l'ONU a été et reste la

plateforme diplomatique la plus légitime et la plus universellement reconnue, rassemblant les pays développés et en développement, grands et petits. Le Kirghizistan soutient fermement l'ONU en tant que seule organisation internationale intergouvernementale universelle qui a été chargée par tous les États Membres de trouver des solutions aux défis et aux menaces qui se présentent continuellement à l'humanité. Je suis convaincu que l'Organisation, sous la direction du Secrétaire général António Guterres et avec l'appui effectif des États Membres, sera en mesure de trouver des mécanismes et des moyens pour remplir plus efficacement toutes ses fonctions et aider les États Membres à faire face aux problèmes mondiaux urgents et à surmonter les défis. Cela est particulièrement important pour appuyer le développement durable dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. J'appelle tous les États Membres à apporter un soutien politique inconditionnel à l'Organisation et au Secrétaire général en cette période difficile.

Je remercie le Secrétaire général d'avoir présenté la note d'orientation sur le Nouvel Agenda pour la paix, qui présente sa vision de l'avenir de la coopération multilatérale dans le domaine de la sécurité. Nous sommes d'accord avec la thèse principale selon laquelle la diplomatie doit être le fer de lance d'un nouveau multilatéralisme. Nous sommes prêts à collaborer activement à l'élaboration d'un pacte pour l'avenir lors du Sommet de l'avenir en 2024.

J'en viens maintenant à l'Asie centrale et je voudrais souligner ce qui suit. Nous, représentants des peuples apparentés d'Asie centrale, sommes fiers de notre histoire et de notre culture millénaires. Nous avons beaucoup de traditions et de coutumes en commun. Bien des choses nous rapprochent en termes de mentalité, de psychologie, d'attitudes et de vision du monde. Les processus mondiaux en cours ont des incidences directes sur la stabilité et la sécurité de notre région d'Asie centrale et, dans le même temps, ils renforcent également son rôle et son importance. Le renforcement des relations avec les pays de la région constitue naturellement une priorité absolue pour notre pays.

Je note, pour m'en féliciter, que la coopération régionale en Asie centrale n'a cessé de se développer ces dernières années, dans toutes les directions. Je considère que notre région est un espace géo-économique unique dans lequel toutes les formes de coopération et d'interaction économiques se développent avec succès. Je considère notre région comme un intermédiaire géopolitique à travers lequel les membres de la communauté internationale interagissent et coopèrent. Je considère notre région comme des communautés en interaction active et en développement dynamique qui partagent et soutiennent

des valeurs et croyances culturelles, historiques et traditionnelles similaires. Le Kirghizistan entend contribuer au renforcement de la coopération régionale et trouver de nouveaux formats de coopération efficaces tout en interagissant activement avec divers centres d'influence mondiaux dans des formats bilatéraux et multilatéraux.

Sur la voie d'une intégration régionale complète, il est nécessaire de régler les questions de délimitation juridique des frontières nationales. Il y a exactement un an, du haut de cette tribune (A/77/PV.4), le cœur douloureux, j'ai évoqué les événements tragiques survenus en septembre 2022 en lien avec les affrontements armés à la frontière entre le Kirghizistan et le Tadjikistan, qui ont fait de nombreuses victimes. Grâce à la retenue dont a fait preuve notre peuple épris de paix et à la volonté politique des deux parties, nous avons pu empêcher une nouvelle escalade du conflit et éviter une guerre sanglante à grande échelle dans la région.

À cet égard, je voudrais souligner que le Kirghizistan a toujours plaidé et continuera de plaider en faveur du règlement des différends exclusivement par des moyens diplomatiques pacifiques sur la base des principes et des normes du droit international, tels que l'intégrité territoriale et le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force. Nous n'avons jamais cherché à prendre ce qui appartient à quelque d'autre, mais nous ne permettrons à personne de nous enlever ne serait-ce qu'un pouce de notre terre natale. Nous recherchons toujours le dialogue et des solutions mutuellement acceptables basées sur la confiance et le respect mutuel.

En décembre dernier, après près de 30 ans de négociations, nous avons signé un accord avec l'Ouzbékistan sur la délimitation juridique de la frontière entre nos deux États. Cette décision historique, obtenue grâce à la volonté politique démontrée par les deux chefs d'État, a ouvert de plus larges perspectives de coopération mutuellement bénéfique et de coexistence pacifique des deux pays et de leurs peuples. Nous suivons la même approche dans nos négociations actuelles. Nous voulons vivre en paix, en harmonie et en amitié avec tous nos voisins.

En ce qui concerne la sécurité et la stabilité en Asie centrale, il est essentiel de les considérer sous l'angle de la situation en Afghanistan. Je considère qu'il est extrêmement important de rappeler à la communauté internationale que le peuple afghan connaît des difficultés importantes, qui sont amplifiées par l'absence de position coordonnée de la communauté internationale sur la situation dans ce pays. Il ne serait pas exagéré de ma part de dire que l'Afghanistan est menacé par une crise

humanitaire qui aurait des conséquences inévitables pour la sécurité non seulement des régions les plus proches, mais aussi de l'ensemble de la communauté internationale. Le Kirghizistan appelle de ses vœux l'avènement d'un Afghanistan pacifique, stable et prospère. Nous appelons la communauté internationale à continuer de fournir une aide humanitaire et économique au peuple afghan.

Le Sommet sur les objectifs de développement durable s'est achevé hier, réaffirmant une fois de plus l'importance d'un engagement sans faille en faveur du développement durable, identifiant les problèmes liés à leur mise en œuvre et définissant les obligations spécifiques des États. Nous sommes à mi-chemin de 2030, date butoir pour la réalisation des objectifs de développement durable. Le Kirghizistan a été classé quarante-cinquième sur 166 États Membres de l'ONU en termes de mise en œuvre des objectifs de développement durable. Nous nous efforcerons de figurer parmi les 30 premiers pays d'ici à 2030.

La communauté internationale doit donner un nouveau souffle aux objectifs de développement durable et renforcer la solidarité pour les atteindre. Il est important que nous ne courions pas après les chiffres, les graphiques, les tableaux et autres « subtilités économiques », car l'essence et le cœur des 17 objectifs, l'être humain lui-même, pourraient être perdus. L'année 2030 est très proche, et nous devons nous poser les questions suivantes : les besoins et aspirations urgentes de l'être humain ont-ils été satisfaits ? Sa sécurité, sa prospérité et son bien-être sont-ils assurés ? L'être humain est-il heureux ? Quel avenir l'attend ? Des problèmes tels que l'extrême pauvreté et les changements climatiques ne peuvent être réglés qu'en trouvant une réponse collective mondiale.

Comme l'a souligné à juste titre le Secrétaire général dans son rapport sur le financement du développement durable, intitulé « Financing for Sustainable Development Report 2023 »,

« en l'absence de moyens nécessaires pour investir dans le développement durable et d'une transformation de leurs systèmes énergétiques et alimentaires, les pays en développement prennent du retard »

dans la réalisation des objectifs de développement durable. La réalité aujourd'hui est que les pays en développement sont confrontés à un double défi : celui d'investir dans le développement tout en s'adaptant aux changements climatiques. À cet égard, nous appelons à une action urgente pour mettre en œuvre le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, et en particulier à créer rapidement le fonds destiné à compenser les pays pour les pertes et dommages dus

aux changements climatiques, à alléger le fardeau de la dette extérieure et à améliorer l'architecture internationale de règlement de la dette.

Lors des précédents sommets et conférences sur les changements climatiques, des déclarations et promesses ambitieuses ont été faites. Il est aussi évident que le niveau de financement annuel annoncé en 2015 dans le cadre de l'Accord de Paris n'est plus suffisant aujourd'hui. Nous considérons qu'il est nécessaire de revoir et d'augmenter considérablement le niveau de financement pour répondre aux besoins réels des pays vulnérables aux changements climatiques.

L'autre problème est que la majeure partie du financement climatique est fournie aux pays à revenus faibles et intermédiaires sous forme de prêts. Il n'y a pas non plus de différence dans les procédures d'attribution de crédits, que les projets aient une valeur de 1 million ou de 1 milliard de dollars. Cela porte atteinte à l'essence et à l'objectif des accords climatiques. J'ai déjà adressé à nos partenaires une demande d'échange de dette extérieure contre des projets environnementaux. Malheureusement, nous n'avons pas encore reçu de réponse de la plupart des pays développés. Seul le Gouvernement allemand nous a annulé une dette de 15 millions d'euros. Nous saisissons cette occasion pour exprimer notre gratitude à l'Allemagne.

Nous appelons les donateurs à reconsidérer leurs approches pour privilégier l'octroi d'un financement climatique aux pays dans le besoin sous forme de subventions. Nous soutenons l'Initiative de Bridgetown, proposée lors de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Charm el-Cheikh, ainsi que les appels lancés lors du Sommet de Paris pour un nouveau pacte financier mondial, en juin, pour mobiliser les financements nécessaires et engager la réforme structurelle de l'architecture financière internationale. Si nous ne commençons pas à le faire maintenant, l'injustice continuera de s'aggraver dans le monde. Les pays riches continueront de s'enrichir et les pays pauvres de s'appauvrir.

Face aux changements climatiques mondiaux, les régions montagneuses sont particulièrement vulnérables. Au Kirghizistan, les montagnes occupent environ 94 % du territoire. Les glaciers font partie intégrante de la cryosphère, et non seulement influencent le climat de notre planète, mais fournissent également un habitat à la flore et à la faune et approvisionnent les populations en eau.

Les changements climatiques en Asie centrale ont entraîné une fonte considérable des glaciers. Si, auparavant

il était prévu que la superficie des glaciers du Kirghizistan serait réduite de moitié d'ici à 2050 et qu'ils pourraient disparaître complètement avant 2100, il y a maintenant des raisons de croire que cela se produira beaucoup plus rapidement. Cela conduit à une aggravation des problèmes dans toute la région, à une pénurie d'eau potable et agricole et à une dégradation des sols, et représente une menace pour la sécurité alimentaire. Selon le dernier rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, les incidences négatives des modifications de la cryosphère sont particulièrement graves pour les habitants des régions de haute montagne, où les écosystèmes ont atteint l'extrême limite de l'adaptation.

Afin de préserver efficacement les écosystèmes de montagne et les glaciers, sur la base des résolutions précédemment adoptées par l'Assemblée générale sur le développement durable dans les régions montagneuses, notre pays, en collaboration avec le Partenariat de la montagne et d'autres représentants du système des Nations Unies, a élaboré un plan d'action mondial. Nous sommes reconnaissants à tous les partenaires, qu'il s'agisse de pays ou de structures internationales, pour leur collaboration.

Le Kirghizistan est favorable à la création d'une large coalition de pays montagneux. Nous pensons que l'adaptation aux changements climatiques et la transition vers une économie verte figureront parmi les principales priorités de cette future coalition. Comme les membres le savent, en 2022, à l'initiative de notre pays et de la République italienne, la résolution 77/172, intitulée « Développement durable dans les régions montagneuses », a été adoptée à l'unanimité, coparrainée par 110 États Membres. Ce document a proclamé la période 2023-2027 les Cinq années d'action pour le développement dans les régions montagneuses. Je profite de l'occasion pour exprimer ma sincère gratitude à tous les États Membres de l'ONU qui ont soutenu notre initiative.

Afin de poursuivre la mise en œuvre de cette résolution de l'ONU, j'ai signé un décret pour proclamer que la période 2023-2027 marquerait en République kirghize cinq années d'action pour le développement des régions montagneuses. Une feuille de route nationale a été élaborée pour la mise en œuvre de ces cinq années d'action pour le développement des régions montagneuses pour la période 2023-2027, et sera adoptée prochainement. Cette feuille de route combine des activités à l'échelle mondiale, régionale et nationale, y compris dans le cadre de projets et mesures existants ou prospectifs pour les objectifs de développement durable.

En guise d'étape finale des Cinq années d'action, nous prévoyons d'organiser au Kirghizistan la deuxième édition du Sommet mondial de Bichkek sur la montagne, « Bichkek + 25 », en 2027, 25 ans après le premier Sommet. Du haut de cette tribune, je voudrais inviter tout le monde à y prendre une part active et à prendre des engagements concrets pour préserver les écosystèmes de montagne. Nous remercions nos partenaires du Groupe des Amis des pays montagneux et du Partenariat de la montagne, ainsi que l'ensemble du système des Nations Unies, pour leur plein soutien aux initiatives du Kirghizistan. Nous exprimons notre volonté de poursuivre une coopération fructueuse.

Pour venir à bout des défis et menaces auxquels nous sommes confrontés, nous devons construire un système de sécurité international efficace. L'élément clef de ce mécanisme est le Conseil de sécurité. Aujourd'hui plus que jamais, il est crucial d'améliorer l'efficacité de son travail afin de rendre cette institution plus juste et plus représentative, et d'accroître sa capacité à parvenir à un consensus dans la prise de décisions. Il faut progresser dans les négociations sur la réforme du Conseil de sécurité.

Le Kirghizistan est prêt à apporter sa contribution au maintien de la paix et de la sécurité en veillant à un rétablissement de la paix efficace, au respect des droits de l'homme et à la participation égale des femmes aux processus de paix. Nous entendons également promouvoir et protéger les intérêts des pays en développement, des petits pays, des pays les moins avancés et des petits États insulaires. Nous avons présenté notre candidature à un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2027-2028, et comptons sur le soutien des États Membres. Nous devons tous respecter les principes de confiance, de solidarité et d'universalité dans les relations entre États. Ce n'est qu'ainsi, ensemble, que nous pourrions restaurer l'architecture de sécurité mondiale et régionale.

En ce qui concerne les difficultés et les problèmes d'aujourd'hui, je voudrais citer notre illustre compatriote, Jusup Balasagyn, qui est né en 1020 et décédé 1075, et qui, il y a plus d'un millénaire, nous a laissé ces paroles pour nous guider : « Ceci est notre monde, comprenez-en l'essence afin d'ouvrir les portes de la vérité ». Rien n'a changé depuis lors. Il faut percevoir le monde tel qu'il est, dans toute sa diversité et dans toute sa complexité.

Nous, États Membres de l'ONU, devons faire de l'Organisation le centre des efforts mondiaux visant à prévenir les conflits et à parvenir à des compromis, et tout faire pour établir la paix et la concorde. « Celui qui marche maîtrisera la route », comme le dit un proverbe de notre pays.

Le Président par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République kirghize de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Sadyr Zhaparov, Président de la République kirghize, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Santiago Peña Palacios, Président de la République du Paraguay

Le Président par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Paraguay.

M. Santiago Peña Palacios, Président de la République du Paraguay, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Santiago Peña Palacios, Président de la République du Paraguay, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Peña Palacios (parle en espagnol) :
En 1945, les représentants de 51 États, dont mon pays, ont décidé de créer l'Organisation des Nations Unies. Alors que je prends la parole pour la première fois devant l'Assemblée générale en ma qualité de Président de la République du Paraguay, je voudrais commencer mon allocution en exprimant notre reconnaissance pour le travail mené par l'ONU qui, depuis sa création, a servi de cadre mondial pour la coopération entre les nations dans le but de promouvoir la paix, les droits humains et le bien-être des peuples.

Soixante-dix-huit ans plus tard, le multilatéralisme est confronté à des difficultés évidentes en termes d'efficacité et de légitimité. Dans un monde aussi riche, les niveaux de pauvreté et d'inégalité restent obstinément élevés, tandis que les migrations massives causées par les conflits armés et l'absence de perspectives, le terrorisme international, la criminalité transnationale et les tensions géopolitiques sont autant de défis face auxquels les mécanismes de coopération et leur gouvernance, qui ont prévalu au cours des huit dernières décennies, sont manifestement dépassés.

L'absence de résultats tangibles, la perception de l'inefficacité des institutions multilatérales et les difficultés à résoudre efficacement les problèmes mondiaux ont provoqué de la frustration et conduit à un sentiment

croissant qui veut que les intérêts nationaux devraient primer sur la coopération multilatérale. L'imposition de certaines tendances ou approches culturelles ou idéologiques est perçue, non sans raison, comme une ingérence dans la souveraineté et les valeurs nationales, ce qui sape la confiance et affaiblit la volonté de coopérer au niveau multilatéral. Par conséquent, on observe une augmentation de la méfiance entre les États Membres, ce qui entrave la coopération et la volonté de s'engager pour le bien commun.

La crise de 2008, la récente pandémie et le conflit en cours en Ukraine ont mis en évidence les faiblesses et les limites des institutions multilatérales dans leur capacité à relever les défis qui ont des incidences à l'échelle mondiale et entraînent des risques systémiques. Dans ce dernier cas, l'ONU et le Conseil de sécurité ont adopté des mesures dont les résultats sont malheureusement loin d'être encourageants.

Même si nous avons eu le malheur de subir deux guerres injustes, dont l'une nous a conduits au bord de l'extinction en tant que nation, l'esprit et l'histoire du Paraguay nous obligent à miser sur le dialogue, et non sur la force, comme mécanisme de règlement de tous les différends, comme le démontre le Traité de 1924 pour le règlement pacifique des conflits entre les États américains, connu sous le nom de Traité de Gondra, qui a été proposé par un Paraguayen et a été approuvé par tous les pays d'Amérique latine à l'unanimité et sans un seul amendement, et dont l'objectif était précisément d'éviter et de prévenir les guerres entre les États américains.

Avec humilité, mais avec une grande conviction, nous exhortons toutes les parties impliquées dans le conflit en Ukraine à mettre fin immédiatement aux actions militaires afin d'éviter de faire de nouvelles victimes et de nouveaux dégâts. Nous soutenons les initiatives de paix promues par le Brésil, pays frère et allié stratégique, ainsi que par le pape François, dont la présence émouvante est une source d'inspiration pour toute l'humanité. Il ne fait aucun doute que nous devons travailler à la révision et à la réforme des mécanismes, des mesures et des capacités institutionnelles des organisations multilatérales afin de prévenir de nouvelles guerres comme celle qui ravage l'Ukraine. Néanmoins, avec ou sans réformes, nous devons mettre un terme à la perte impitoyable de tant de vies humaines. Nous devons nous employer à renforcer l'ONU en vue de créer de nouvelles capacités qui lui permettront de relever de manière efficace et efficiente les défis mondiaux permanents et en constante évolution.

Dans le cadre de la réforme et de l'élargissement du Conseil de sécurité, le Paraguay considère que la structure organisationnelle et fonctionnelle de l'ONU

doit refléter la dynamique de la scène internationale sur une base participative, démocratique et équitable qui respecte les principes directeurs énoncés dans la Charte des Nations Unies afin de promouvoir la paix, la sécurité et la prospérité dans nos pays sur un pied d'égalité.

À cet égard, le Gouvernement paraguayen tient à indiquer qu'elle est favorable à ce que la Province chinoise de Taiwan fasse partie intégrante du système des Nations Unies.

Les changements climatiques représentent un lourd défi mondial et nous devons prendre des mesures à la fois rigoureuses et équitables pour éviter d'aggraver les dommages causés à la planète et à ses habitants.

Les restrictions commerciales fondées sur des critères tels que les pratiques agricoles ou les normes environnementales génèrent du mécontentement et de l'incertitude et constituent des barrières injustes et discriminatoires, car elles tentent d'extrapoler les réalités des régions hautement développées aux territoires en développement, sans tenir compte de leurs différences ou sans donner l'importance voulue aux pratiques d'atténuation des effets sur l'environnement propres à ces territoires. En conséquence, les pays les moins développés ont dû assumer la responsabilité des dommages environnementaux causés par l'industrialisation aux XIX^e et XX^e siècles, alors qu'il n'existait pas de mesures d'atténuation, et ont été obligés de le faire au détriment de possibilités d'expansion commerciale et de création d'emplois et de richesses. Il est nécessaire de répondre à ces préoccupations et de promouvoir une approche plus équitable et collaborative qui tienne compte des réalités et des besoins particuliers de chaque pays dans le cadre de ses décisions multilatérales relatives aux normes écologiques.

Le Paraguay a prouvé au monde qu'il était un leader dans la production d'énergie hydroélectrique, une source d'énergie propre et durable qui répond à la fois à nos besoins internes et à ceux de nos voisins. Nous avons fait du Paraguay un exemple à suivre dans la transition vers un monde plus durable. Alors que d'autres pays discutent encore de la réduction des émissions, nous avons déjà pris des mesures concrètes et efficaces. Nous sommes un exemple concret de la manière dont une nation peut exploiter les ressources naturelles de façon responsable et durable afin de promouvoir le développement économique tout en atténuant les effets des changements climatiques.

Depuis plus de 30 ans, nous adoptons des pratiques agricoles durables qui non seulement assurent un avenir prospère à nos agriculteurs, mais garantissent également l'intégrité de nos terres et de nos ressources en eau. Nous avons agi avec courage et responsabilité, en fondant nos politiques publiques sur des données scientifiques et factuelles.

Pendant des années, nous avons fait l'objet de critiques et d'accusations injustes, mais aujourd'hui, grâce au travail de plusieurs administrations, je peux affirmer que les faits parlent d'eux-mêmes. La couverture forestière de 44 % du territoire paraguayen a été conservée, tandis que 95 % des terres sur lesquelles on a cultivé des céréales et des oléagineux dans mon pays en 2022 ont été exploitées au moyen de techniques durables, telles que le semis direct et la rotation des cultures, et n'ont pas subi de déforestation depuis 2004, grâce à notre politique de « zéro déforestation ». Ces données sont la preuve irréfutable qu'il est possible d'atteindre un équilibre entre la production agricole et la conservation de nos ressources naturelles, et que la campagne paraguayenne est prête à entrer sur les marchés internationaux les plus exigeants, en respectant les principes d'une production propre et durable.

Toutefois, nous ne comptons pas nous arrêter là. Le Paraguay s'est également engagé à restaurer ses écosystèmes naturels. Nous encourageons le reboisement et la conservation des espèces, et nous avons lancé un processus d'élaboration participative du plan national de restauration des forêts. En outre, nous avons considérablement réduit l'extrême pauvreté au cours des deux dernières décennies, ce qui prouve qu'il est possible de protéger notre environnement tout en assurant notre prospérité sur le plan économique.

Le Paraguay réaffirme son attachement aux valeurs et aux objectifs fondamentaux de l'ONU. Nous sommes conscients de nos responsabilités partagées mais différenciées et nous sommes prêts à montrer l'exemple sur la voie d'un monde plus durable et plus équitable.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à quatre défis mondiaux qui provoquent des tensions géopolitiques : l'accès à l'eau, la sécurité alimentaire, la suffisance énergétique et la résilience des chaînes logistiques. Le Paraguay étant une puissance en ce qui concerne ces grands enjeux, nous sommes appelés à jouer un rôle dans le concert des nations. Notre sous-sol abrite la plus grande réserve d'eau douce au monde, notamment l'aquifère Guarani que nous partageons avec nos voisins. Le Paraguay est un fournisseur mondial de denrées alimentaires et l'un des rares pays au monde capable de produire des denrées alimentaires pour sa population et pour plus de 100 millions de personnes à travers la planète. Dans le domaine de l'énergie hydroélectrique, nous sommes les pionniers de l'intégration énergétique régionale et nous sommes aujourd'hui déterminés à avancer vers plus d'efficacité énergétique et plus de durabilité.

Dans ce contexte, le Paraguay aspire à devenir le centre logistique du corridor biocéanique sud-américain,

ce qui fait de notre position géographique centrale un atout et renforce l'intégration avec les pays voisins et les marchés du Pacifique. Ce corridor commercial sera une source de renouveau et de renforcement pour le Marché commun du Sud et l'Alliance du Pacifique, et favorisera un plus grand rapprochement entre les deux blocs. En outre, en raison de son intersection avec la voie navigable Paraguay-Paraná, ce réseau multimodal deviendra le moyen le plus compétitif pour transporter les produits de différents pays vers les ports du Pacifique, ce qui facilitera le consensus pour la gestion de la navigation fluviale. Sans aucun doute, il donnera un nouvel élan au processus d'intégration sud-américain et transformera la vision sur la base de laquelle nous réglerons les conflits qui pourraient survenir.

Le Paraguay est déterminé à abandonner son ancienne image d'île entourée de terres, telle qu'elle a été décrite par notre lauréat du prix Cervantès, Don Augusto Roa Bastos, et à devenir le centre de l'intégration sud-américaine, conformément à sa vocation historique, géographique et culturelle. Par conséquent, l'un de nos principaux objectifs stratégiques sera de contribuer à l'amélioration de l'intégration régionale. En ce sens, la gestion des voies navigables, des aquifères, du corridor biocéanique, des centrales hydroélectriques et de la navigation sur nos fleuves est un processus délicat d'équilibre entre l'intégration et la souveraineté de nos peuples. Nous sommes conscients des progrès accomplis sur la voie de l'intégration, mais nous ne pouvons pas nous en contenter et nous devons aller de l'avant avec courage et détermination. L'Amérique latine est la région du monde qui a le plus grand potentiel de développement, mais nous ne pouvons développer ce potentiel qu'en nous respectant les uns les autres, en travaillant ensemble et en harmonie.

Depuis la dernière décennie du XX^e siècle, notre pays a entrepris un processus visant à mettre en place et à renforcer ses institutions démocratiques. Cette année, nous avons renouvelé la direction politique du pays grâce à un processus électoral transparent, avec une large participation citoyenne, au cours duquel le peuple paraguayen a exprimé sa volonté avec une ferme vocation démocratique et une pleine confiance dans l'état de droit. Aujourd'hui, le Paraguay connaît sa plus longue période historique de coexistence démocratique, avec une période de plus de 35 ans, sans interruption, marquée par les valeurs les plus nobles d'une démocratie libre, participative et pluraliste, et la conviction qu'il n'y a pas d'autre système acceptable que celui de l'exercice non négociable des droits humains et de la liberté.

Le Paraguay est le pays de la prose d'Augusto Roa Bastos, de la musique universelle de José Asunción Flores et de la guitare à voix de ñanduti de Berta Rojas. Ce pays

a un rythme qui est né pour capturer l'esprit de sa langue, le guarani. Nous espérons que cette musique, qui porte le nom de guarania, sera reconnue comme un patrimoine universel parce qu'elle est une ambassadrice qui parcourt le monde avec nos émotions.

Nous accordons une grande importance à la paix, au développement durable et à l'intégration entre les peuples parce que nous sommes un pays qui renaît de ses cendres après une guerre d'extermination qui a interrompu le processus de développement précoce d'une nation qui, déjà à l'aube de la révolution industrielle, s'était doté de l'un des premiers chemins de fer interurbains d'Amérique du Sud, possédait des chantiers navals et des fonderies de fer et, surtout, misait énormément sur la formation de son capital humain par l'éducation.

La reconstruction après la catastrophe de 1870, qui a décimé 90 % de la population masculine paraguayenne, a été menée par des concitoyens patriotes, sans soutien financier ou technologique international et avec l'aide de quelques migrants européens qui sont arrivés et se sont installés dans le pays en dépit d'une histoire qui nous discréditait. Mais, comme l'a dit le Président Bernardino Caballero avec des mots immortels dans son message présidentiel de 1884, le Paraguay a le mérite incontestable de s'être relevé de ses ruines sans demander l'aide de l'étranger. Il a persévéré avec cette rare abnégation qui est la vertu des forts et a triomphé. Il est l'architecte de son propre destin.

Il est impossible de ne pas mentionner ici le rôle fondamental joué par les Paraguayennes dans la tâche héroïque de reconstruction du pays. C'est à juste titre que les Paraguayennes sont reconnues comme les femmes les plus glorieuses d'Amérique et la pierre angulaire sur laquelle notre nation est bâtie.

Nous continuons de renforcer nos institutions et notre économie avec fermeté et détermination. Après avoir occupé la position de pays le plus pauvre d'Amérique du Sud pendant des décennies, le Paraguay est aujourd'hui un pays à revenu intermédiaire supérieur, bénéficiant d'une grande crédibilité sur les marchés financiers internationaux qui nous rapproche du niveau d'investissement souhaité, avec des normes strictes de production certifiées conformes aux normes internationales, avec de la transparence et, surtout, avec une stabilité macroéconomique qui se distingue dans le monde entier et qui est basée sur une discipline fiscale et monétaire et des efforts permanents d'amélioration de la gestion publique.

Aujourd'hui, le Paraguay est debout et prêt à remplir sa mission dans l'histoire. C'est pourquoi nous parlons de la renaissance d'un géant, mais nous ne renaissions pas avec un zèle expansionniste ou grandiose, mais

avec la ferme conviction d'un peuple fier de ses racines, de son histoire héroïque et courageuse et avec la conviction la plus profonde de son destin de grandeur.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Paraguay de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Santiago Peña Palacios, Président de la République du Paraguay, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M^{me} Dina Ercilia Boluarte Zegarra, Présidente de la République du Pérou

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République du Pérou.

M^{me} Dina Ercilia Boluarte Zegarra, Présidente de la République du Pérou, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Dina Ercilia Boluarte Zegarra, Présidente de la République du Pérou, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Boluarte Zegarra (parle en espagnol) : Je viens du Pérou, un pays qui a une longue histoire et une grande richesse culturelle, qui a été le berceau de la civilisation de notre Amérique, et dont j'ai pris la direction avec fermeté et courage le 7 décembre 2022, face à un coup d'État perpétré au milieu d'une crise politique et sociale que nous avons pu surmonter sur la base de notre constitution.

Aujourd'hui, alors que j'ai l'honneur d'être la première Présidente constitutionnelle de la République depuis 201 ans que mon pays existe et de conduire la délégation de mon pays à l'Assemblée générale, je me félicite de la reconnaissance de la communauté internationale. Le Pérou est à nouveau sur la scène internationale aux côtés des peuples du monde.

Je suis une femme de province, de langue quechua, née dans les hauteurs des Andes méridionales péruviennes, et je dirige un Gouvernement qui, dans le cadre de la loi et face à de lourds défis, tant naturels qu'internationaux, a redonné la stabilité et l'espoir à un pays qui recherche le développement économique et la justice sociale.

Tout d'abord, ce message vise à rendre un hommage mérité aux femmes, aux jeunes filles et aux adolescents en particulier ; à mes sœurs qui sont au Pérou. Comme

nous le disons en runasimi, notre quechua bien-aimé, « *Amana warmi maqay kachunchu* ». Je dis au monde : plus de violence contre les femmes.

Le Pérou est un pays qui respecte la démocratie, l'état de droit, les droits humains et le droit international. C'est pourquoi nous promouvons activement l'intégration latino-américaine et nous sommes engagés fermement en faveur de la coopération entre les pays. Le Pérou promeut la paix et pour parvenir à cette paix, il est nécessaire d'appliquer la Charte des Nations Unies en toutes circonstances. En conséquence, nous réaffirmons et défendons le principe du respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de tous les États.

En tant que fille de la région andine méridionale de mon pays, j'ai directement connu les souffrances causées par la pauvreté. Je suis donc pleinement consciente que, comme nous l'avons réaffirmé dans la déclaration politique que nous avons adoptée hier,

« l'élimination de la pauvreté ... constitue le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face et une condition indispensable au développement durable » (A/HLPF/2023/L.1, par. 3).

C'est l'objectif principal de mon gouvernement, et c'est la raison pour laquelle nous sommes déterminés à mettre en œuvre les objectifs de développement durable énoncés dans le Programme 2030.

Aujourd'hui, du haut de cette tribune, je tiens à faire entendre une fois encore la voix du Pérou, pour que la communauté internationale accorde la plus haute priorité à l'élimination de la pauvreté. C'est un engagement que nous ne pouvons et ne devons pas abandonner. Au Pérou, nous adoptons des politiques visant à lutter non seulement contre la pauvreté monétaire, mais aussi contre la pauvreté multidimensionnelle, en promouvant, entre autres actions importantes, l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement de base. Durant les neuf mois qui se sont écoulés depuis notre arrivée au pouvoir, nous avons débloqué plus de 100 projets paralysés, qui fourniront de l'eau à mes sœurs et frères du Pérou. Les crises causées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les changements climatiques, les tensions géopolitiques croissantes, les conflits armés et l'augmentation des prix des denrées alimentaires accablent nos populations et ont entravé notre potentiel de croissance et de développement.

Si ces tendances persistent, comme nous le dit le Secrétaire général António Guterres, près de 600 millions de personnes vivront encore dans l'extrême pauvreté en

2030, et seul un tiers des pays atteindront l'objectif de réduire de moitié leur niveau de pauvreté au niveau national. Nous ne pouvons pas accepter ce cas de figure. Le moment est venu. Soit nous allons progresser ensemble, soit nous serons condamnés ensemble. Unis, nous serons tous gagnants ; divisés, nous serons tous perdants.

Cette réflexion nous amène à évoquer un autre problème. Notre programme de développement a pour devise « *Manan pitapas qipapi saqispa* », en quechua, ce qui signifie « ne laisser personne de côté ». Pourtant, aujourd'hui, des millions d'êtres humains se déplacent, parfois littéralement, avec leur famille et leurs maigres biens, à la recherche du bien-être ou simplement de la survie, face aux conflits, au chômage et à l'extrême pauvreté. Une coopération bilatérale, régionale et multilatérale s'impose pour faire face à la situation actuelle en matière de mobilité humaine. Le Pérou a déployé d'énormes efforts à cet égard, mais ce n'est que grâce à la coopération internationale que nous pourrions faire d'une migration sûre, ordonnée et régulière une réalité.

Nous avons déjà eu la preuve que la santé n'est pas un problème qui concerne quelque-uns, mais tout le monde. Mon pays a été l'un des plus durement touchés par la pandémie de COVID-19, qui a coûté la vie à plus de 200 000 compatriotes et a mis en évidence les lacunes et les insuffisances de notre système de santé. Cette année, nous avons été confrontés à la résurgence des épidémies de dengue, de rougeole et de poliomyélite, ainsi qu'à l'apparition du syndrome de Guillain-Barré.

C'est pourquoi mon gouvernement a pris l'engagement ferme de garantir l'accès à des soins de santé complets, gratuits et universels pour tous et toutes, sans exception. Pour ce faire, nous améliorons la couverture du programme national de vaccination et renforçons les infrastructures et le matériel de santé. Nous avons pu vacciner plus de 1 900 000 filles et garçons âgés de 2 mois à 5 ans contre la poliomyélite et la rougeole, et nous continuons sans relâche à débloquer les projets hospitaliers paralysés par l'apathie des gouvernements précédents, et aussi par la corruption, qui est un autre fléau qui frappe mon pays. En outre, nous avons fait de la prévention et du traitement du cancer un objectif national, et 20 des 26 régions du Pérou disposent désormais d'au moins un service d'oncologie. Oui, il est possible de travailler quand il y a une volonté politique.

Dans ces domaines, la coopération internationale doit garantir des biens et des services de santé de qualité accessibles à tous et à toutes, et principalement pour les pays en développement, où les écarts sont beaucoup plus

importants. Au Pérou, nous observons avec inquiétude l'internationalisation croissante des réseaux criminels, alimentée par la corruption des gouvernements précédents, qui ont porté atteinte à la crédibilité des institutions et de la démocratie, mettant en péril le développement et le bien-être de nos citoyens.

Il est donc urgent de renforcer notre action commune. Nous ne pouvons pas baisser la garde face à la criminalité, à la criminalité organisée et au trafic de drogue. Ces problèmes nous concernent tous et nous devons tous faire partie de la solution. Nos enfants et petits-enfants risquent de vivre l'enfer d'une triple crise environnementale, maintenant que nous sommes entrés dans l'ère de l'ébullition mondiale, comme l'a appelée le Secrétaire général.

Les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution mettent en péril l'existence même de l'humanité. Au Pérou, nous y faisons face avec un sentiment d'urgence et avec détermination. Au début de l'année, de fortes pluies ont touché le nord de notre pays, suivies par le cyclone Yaku. Dans le sud, les sécheresses et les gelées ont eu de graves conséquences pour les populations, l'agriculture et le bétail, sans compter les vagues anormales récurrentes dans le Pacifique, qui entravent le fonctionnement régulier de nos ports de pêche. Enfin, nous devons faire face à la menace croissante du phénomène El Niño côtier, qui sera suivi par les conséquences d'un El Niño mondial. Il est urgent d'adopter une approche pragmatique constituée de mesures préventives. C'est pourquoi, du haut de cette tribune, je lance un appel à la solidarité et à la coopération internationale. Pour la première fois, une administration de mon pays a entrepris une grande campagne de lutte contre le phénomène mondial El Niño avec un investissement de 4 milliards de soles, ce qui équivaut à plus d'un milliard de dollars. Nous avons également adhéré à l'initiative « Alertes précoces pour tous », présentée par le Secrétaire général, afin que, d'ici à la fin de 2027, tous les habitants de la planète soient protégés contre les phénomènes météorologiques. Cette initiative permettra de sauver de nombreuses vies.

En outre, je me permets aujourd'hui de proposer un pacte, un engagement de coopération et d'action internationale pour une prise en compte immédiate de l'incidence des phénomènes météorologiques tels qu'El Niño, un pacte fondé sur la solidarité, la résilience et l'interdépendance. Aujourd'hui, c'est le Pérou qui doit faire face à El Niño ; demain, la nature peut être cruelle envers le destin d'un autre, mais dans l'unité, comme on dit dans mon pays, nous pouvons l'emporter. Faisons de ce pacte un pacte pour le monde, un pacte pour la vie.

Les pays en développement ont progressé dans la réduction des émissions de carbone, mais ils restent les plus touchés par les catastrophes climatiques. Le mois dernier, les Présidents des huit pays amazoniens ont tenu un sommet au cours duquel des mesures ont été prises en vue de la conservation et de l'utilisation durable de l'Amazonie, de la lutte contre la déforestation et d'une action urgente pour éviter le point de non-retour. Le Pérou y a présenté sa vision de l'Amazonie à visage humain – « à visage humain » car cette région, qui représente 61 % de la superficie du Pérou, n'est pas un sanctuaire occupé uniquement par la nature. Près de 5 millions de Péruviens et Péruviennes y vivent.

Il est encore possible de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 °C, comme nous l'avons proposé dans l'Accord de Paris sur les changements climatiques, mais des actions fortes seront nécessaires. Pour ce faire, les pays développés devront non seulement adopter des objectifs de réduction des émissions plus ambitieux, mais aussi respecter leurs engagements en matière de transfert de technologies et de financement de la lutte contre les changements climatiques. Aujourd'hui plus que jamais, il est urgent de mobiliser les 100 milliards de dollars annuels qu'ils ont promis pour l'action climatique dans les pays en développement, ainsi que d'établir le fonds pour les pertes et les préjudices comme il en a été décidé à la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Ici, au Siège de l'ONU, je tiens à signaler que la présidence péruvienne a déjà présenté un projet d'accord visant à protéger l'environnement marin contre la pollution plastique.

Dans mon pays, les habitants parlent 48 langues autochtones et plus de 6 millions de citoyens et citoyennes s'identifient comme membres d'un des peuples autochtones ou originaires du Pérou, et plus de 800 000 comme Afro-Péruviens. Promouvoir le plein exercice de leurs droits est un défi que nous partageons avec de nombreux pays, et notre tâche essentielle est de continuer à œuvrer en faveur de leur inclusion et de leur bien-être, en leur fournissant des services de qualité et en défendant le respect de leurs droits, de leurs cultures et de leurs langues.

À la veille de la commémoration du bicentenaire de sa consolidation en tant que République indépendante, le Pérou renouvelle son engagement à continuer de contribuer à la paix, au développement et à la protection de l'environnement. Nous l'avons fait pendant notre présidence de la Communauté andine, nous le faisons au sein de l'Alliance du Pacifique et nous continuerons à le faire l'année prochaine lorsque nous présiderons l'Association de coopération économique Asie-Pacifique. Nous poursuivons

résolument notre processus d'adhésion à l'Organisation de coopération et de développement économiques et notre participation au Partenariat des Amériques pour la prospérité économique, et nous avons entamé nos démarches auprès de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est en vue d'être des partenaires de développement.

Je renouvelle donc mon invitation à tous les pays et à leurs économies à continuer d'investir et de faire confiance au Pérou. Le Pérou est un pays d'espoir. Nous sommes prêts à recevoir nos partenaires avec des règles du jeu claires et transparentes, avec la stabilité et la sécurité juridique, avec un faible taux d'inflation, avec des réserves internationales solides et avec le seul objectif d'œuvrer pour la croissance soutenue de tous, mais surtout des plus vulnérables.

Le Gouvernement péruvien, fidèle à son attachement à l'Organisation des Nations Unies et à sa tradition républicaine, s'associe avec détermination et fermeté à l'objectif global de renforcer la lutte mondiale contre les changements climatiques et de défendre la paix, la démocratie, le respect absolu des droits de l'homme, le droit international, le développement durable et la prospérité à laquelle aspirent nos peuples, car cela est juste.

« *Kuska llancasum, huk sonccollay, huk umalla, huk munaylla* », ce qui, dans ma langue bien aimée, le quechua, veut dire « Travaillons ensemble, d'un seul cœur, d'une seule pensée, d'une seule volonté ».

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République du Pérou de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Dina Ercilia Boluarte Zegarra, Présidente de la République du Pérou, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Filipe Jacinto Nyusi, Président de la République du Mozambique

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Mozambique.

M. Filipe Jacinto Nyusi, Président de la République du Mozambique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Filipe Jacinto Nyusi, Président de la République du Mozambique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Nyusi (parle en portugais ; texte anglais fourni par la délégation) : À l'entame de mon propos, je tiens à présenter, au nom du peuple mozambicain, nos sincères condoléances aux peuples marocain et libyen pour les tragédies qui ont frappé ces deux pays africains frères.

Je saisis cette occasion pour redire la gratitude du peuple et du Gouvernement mozambicains pour l'élection à l'unanimité de mon pays en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité. Notre participation au Conseil nous a permis de partager notre expérience en matière de consolidation de la paix et de réconciliation nationale, contribuant ainsi à la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

En septembre 2015, dans cette même salle, nous avons adopté les objectifs de développement durable, énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. En tant que dirigeants, nous nous sommes engagés, au nom de nos peuples, à réduire la pauvreté dans 17 domaines clefs et à créer un monde nouveau pour tous, sans laisser personne de côté. Le rapport d'activité que nous avons examiné hier lors du forum politique de haut niveau montre clairement que le monde continue de faire face à diverses crises imbriquées qui compromettent la réalisation du Programme 2030. En effet, la crise de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les catastrophes naturelles liées aux changements climatiques et les conflits armés, y compris le terrorisme et l'extrémisme violent, contraignent des millions de personnes à continuer de vivre dans la pauvreté, sans avoir assez à manger ni accès à l'éducation et aux services de santé.

S'il est vrai que les problèmes que j'ai évoqués sont une cause du recul des progrès que nous avons accomplis dans la mise en œuvre du Programme 2030 depuis 2015, la principale raison de l'absence de progrès à cet égard reste l'absence de confiance et de solidarité entre ceux qui ont beaucoup et ceux qui ont peu ou presque rien. Même les nantis, au lieu de renforcer la confiance et la solidarité, dépensent leurs ressources en investissant dans une concurrence alimentée par la méfiance.

Je félicite par conséquent S. E. M. Dennis Francis, Président de l'Assemblée générale à la présente session, pour le thème qu'il nous a proposé, à savoir « Rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale ». Ce sont là des éléments essentiels si nous voulons réaliser le Programme 2030 et ses objectifs de développement durable en faveur de la paix, de la prospérité et du progrès pour une humanité pérenne.

Dans mon allocution, j'essaierai de mettre l'accent sur la paix et la sécurité, la lutte contre le terrorisme, les changements climatiques, la transition énergétique,

l'économie bleue et la protection de l'environnement, conformément au thème de la présente session.

En ce qui concerne la paix et la sécurité, certaines régions du monde, en particulier en Afrique, sont prises dans un cercle vicieux de conflits armés et d'instabilité. Des milliers de vies précieuses ont été perdues. Le nombre de réfugiés et de personnes déplacées a augmenté de plus de 50 % au cours de la seule année écoulée. Malgré les efforts multilatéraux et plusieurs initiatives de paix prises par le Conseil de sécurité et les organisations régionales, la guerre sévit en Ukraine et dans d'autres régions et met en péril la paix, la sécurité et l'économie mondiale.

Mon propre pays, le Mozambique, a connu des cycles de conflits armés, parfois déclenchés par des forces étrangères œuvrant à l'encontre des intérêts nationaux, mais le règlement de ces conflits n'a été possible que grâce à un dialogue constructif fondé sur la confiance et le respect mutuel. C'est ainsi que nous avons adopté la nouvelle loi de décentralisation provinciale, que nous mettons en œuvre actuellement. En août 2019, nous avons signé l'Accord de Maputo pour la paix et la réconciliation nationale. En juin, nous avons fermé le dernier camp de la Résistance nationale mozambicaine, un ancien parti d'opposition armé, marquant ainsi la fin de la phase de désarmement et de démobilisation. L'étape décisive suivante est la réinsertion des ex-combattants dans la société, y compris le paiement de pensions, bien que cela ne soit pas prévu par la loi. Je tiens à exprimer notre gratitude, car ce processus bénéficie du soutien de l'ONU et d'autres partenaires multilatéraux et bilatéraux.

Alors que nous cherchons à clore un chapitre du processus de paix et de réconciliation nationale, le Mozambique est confronté au phénomène néfaste du terrorisme, en particulier dans la province de Cabo Delgado, dans le nord du pays. En mars, lors de la présidence tournante du Mozambique au Conseil de sécurité, nous avons eu l'occasion de partager longuement notre expérience en matière de lutte contre le terrorisme. Notre stratégie se concentre sur le renforcement des opérations de combat des forces de défense et de sécurité mozambicaines, avec le soutien initial du contingent rwandais et de la Mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) au Mozambique. Nous avons obtenu des succès tangibles sur le terrain, même si les terroristes continuent de semer sporadiquement la terreur et la peur dans des villages isolés.

Maintenant que les conditions de sécurité se sont améliorées et que le calme a été rétabli, de nombreux habitants sont revenus dans leurs régions d'origine et

ont repris une vie normale. Il s'agit d'une expérience sans précédent qui combine les interventions bilatérales et multilatérales. C'est aussi un exemple d'une situation où des problèmes africains sont réglés, avant tout, par les Africains eux-mêmes. Toutefois, la question qui se pose est celle de la nécessité d'apporter un soutien important aux pays qui interviennent directement dans la lutte contre le terrorisme à nos côtés au Mozambique, pour que les opérations en cours s'inscrivent dans la durée.

À ce stade, le défi consiste à reconstruire les infrastructures et à renforcer la cohésion sociale. Les activités concernées sont entreprises dans le cadre du programme de résilience et de développement intégré de la région septentrionale, qui est mis en œuvre grâce à l'appui des partenaires. Nous avons également fait appel à la solidarité des Membres de l'ONU. Il s'agit d'une autre composante de notre stratégie pour lutter contre le terrorisme et remédier aux fragilités.

Les changements climatiques constituent la principale crise à laquelle l'humanité est confrontée en ce siècle. Il ne s'agit pas d'une découverte nouvelle, et c'est pourquoi il y a eu tant de discours sur ce sujet qui souvent se répètent. Depuis des décennies, les données scientifiques montrent que notre planète est au bord de la catastrophe climatique. Cependant, malgré les preuves et les engagements pris chaque année dans le cadre de diverses conférences sur cette question, la situation continue de se détériorer.

À l'instar de nombreux conflits, la principale cause de la crise climatique est le manque de confiance et de solidarité, couplé à l'égoïsme de certains pays. Les pays les plus polluants continuent de produire des émissions à l'origine du réchauffement de la planète et des changements climatiques. L'enrichissement de ces pays se fait au prix de la misère d'autres pays qui contribuent moins à la pollution et qui, comme par hasard, sont parmi les plus pauvres. En conséquence, les vagues de chaleur, les cyclones, les inondations, les sécheresses, les tremblements de terre, l'élévation du niveau de la mer, les incendies mal maîtrisés et d'autres phénomènes extrêmes sont devenus de plus en plus fréquents dans le monde entier.

Dans le cas du Mozambique, en raison de sa vulnérabilité géographique, le pays subit de façon cyclique les effets dévastateurs des catastrophes naturelles. Les derniers cyclones en date, Idai, Kenneth et Freddy, ont fait des centaines de victimes et causé des dégâts et des pertes très coûteux, qui se chiffrent en milliards de dollars. À ce jour, nous n'avons pu réparer qu'un tiers des dommages enregistrés. Cependant, le soutien de nos partenaires a été bien inférieur aux engagements pris et à nos besoins.

Dans de nombreux cas, lorsque cette aide arrive, les partenaires préfèrent gérer les fonds en dehors des mécanismes convenus avec le Gouvernement, ce qui entraîne des chevauchements dans certains domaines ou se traduit par des programmes qui ne profitent que peu aux communautés. En conséquence, une part importante des fonds est consacrée à des conférences de renforcement des capacités et à des questions bureaucratiques au lieu d'être allouée aux personnes touchées, ce qui démontre une fois de plus un manque de confiance et de solidarité.

Afin d'atténuer les souffrances de la population, nous promouvons les solutions nationales visant à consolider un système de gestion des catastrophes avec la participation des acteurs publics et privés, de la société civile et des communautés locales, l'accent étant mis sur la prévention et l'adaptation. Ce faisant, nous avons réussi à réduire les effets des catastrophes naturelles, et ces efforts du Mozambique ont été salués par la SADC, l'Union africaine et les organismes des Nations Unies.

La transition énergétique est un impératif mondial que nous devons relever afin de construire des sociétés plus résilientes et plus durables. Cependant, nous préconisons que cette transition soit équitable et serve de tremplin aux pays pauvres en leur donnant des possibilités de diversifier leur bouquet énergétique afin de consolider leur base économique. La transition énergétique nécessite d'importants investissements dans des projets de production d'électricité à partir de sources propres. Une fois de plus, les pays les plus industrialisés sont invités à faire preuve d'une plus grande solidarité en augmentant les fonds qu'ils affectent au climat.

Le Mozambique est un exemple régional pour la diversité de sa matrice énergétique, qui comprend des barrages hydroélectriques, en particulier celui de Cahora Bassa, des centrales solaires et des centrales éoliennes, outre la construction du barrage de Mphanda Nkuwa qui est en cours. L'année dernière, nous avons rejoint le groupe des pays producteurs et exportateurs de gaz naturel liquéfié, ce qui constitue une étape importante dans l'accélération de la transition énergétique.

Actuellement, le secteur de l'énergie est dominé par l'hydroélectricité, avec une capacité de 2 172 mégawatts ; l'énergie solaire, avec 95 mégawatts ; le gaz, avec 441 mégawatts ; et le diesel, avec 120 mégawatts. La centrale thermique de Temane aura une capacité de production de 450 mégawatts au dernier trimestre 2024, et avec un cycle de maturité plus long, la nouvelle centrale hydroélectrique de Mphanda Nkuwa sera capable de produire 1 500 mégawatts à partir de 2030. Le Mozambique

mise également sur le développement de l'économie bleue pour optimiser les ressources de sa vaste zone économique exclusive, qui s'étend sur 2 700 kilomètres de côtes.

Nous sommes également un pays doté d'une législation solide en matière de protection de l'environnement qui intègre les principales conventions internationales, notamment l'Accord de Paris sur les changements climatiques et la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, entre autres. Dans le cadre des engagements déterminés au niveau national, le Mozambique est devenu en 2021 le premier pays africain à recevoir des paiements du Fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale pour réduire les émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts.

L'année dernière, nous avons lancé une initiative régionale sur la gestion durable de la forêt de Miombo qui a abouti à l'adoption de la Déclaration de Maputo, approuvée par 11 États membres de la SADC. La forêt de Miombo est le plus grand écosystème forestier tropical du monde, dans lequel trois espèces sont prédominantes et qui couvre plus de 2 574 kilomètres le long du grand bassin du Zambèze, dans huit pays d'Afrique. En ce qui concerne cette initiative de protection de la nature, nous comptons sur le soutien des partenaires bilatéraux et multilatéraux pour la conservation de la forêt de Miombo, qui peut nettement contribuer au captage du carbone sur la planète.

Les défis auxquels l'humanité est actuellement confrontée sont immenses. Pourtant, des solutions sont à notre portée. Nous, dirigeants ici présents, avons la responsabilité historique de sauver la planète dans l'intérêt des générations futures. Les domaines prioritaires nécessitant une action urgente sont clairement identifiés, avec une matrice de solutions prédéfinies, dont nous voudrions souligner trois.

Premièrement, nous devons renouveler notre volonté politique et redoubler d'efforts pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable énoncés dans le Programme 2030. Nous n'avons pas besoin de discours analytiques ; le plus important est que nous agissions tous ensemble avec vigueur et en utilisant les ressources disponibles.

Deuxièmement, nous devons intensifier les politiques intégrées à travers des actions concrètes pour éliminer la pauvreté, réduire les inégalités et protéger la nature en autonomisant les femmes, les jeunes et les autres groupes vulnérables.

Troisièmement, nous devons renforcer le partenariat international et le multilatéralisme, en nous appuyant sur le système des Nations Unies. Cependant, 78 ans après la création de l'ONU, le monde a connu de profondes transformations qui exigent des réformes fondamentales.

Pour terminer, j'appelle à la mise en place d'un système financier international plus inclusif, guidé par des règles transparentes et mutuellement bénéfiques, auquel l'Afrique participe en tant que partenaire qui a également beaucoup à offrir au monde et pas seulement comme entrepôt fournissant des produits de base bon marché aux pays ou aux sociétés multinationales qui dominent le marché international. Pour ce faire, nous devons raviver la confiance et le respect mutuel entre les États, des principes sacrés énoncés dans la Charte des Nations Unies. Seuls la confiance et le respect mutuel nous permettront de construire un monde meilleur, un monde de paix, sûr et durable, qui assure le bien-être de tous et toutes.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Mozambique de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Filipe Jacinto Nyusi, Président de la République du Mozambique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Laurentino Cortizo Cohen, Président de la République du Panama

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Panama.

M. Laurentino Cortizo Cohen, Président de la République du Panama, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Laurentino Cortizo Cohen, Président de la République du Panama, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Cortizo Cohen (parle en espagnol) : C'est un plaisir d'être ici à l'Assemblée, qui nous réunit dans le but de trouver des moyens plus efficaces de traiter les problèmes urgents auxquels la société mondiale est confrontée. La République du Panama, en tant que Membre fondateur de l'Organisation, réaffirme son engagement ferme en faveur de la recherche de solutions fondées sur le dialogue et le respect mutuel,

qui contribuent au maintien de la paix et de la sécurité internationales, indispensables au développement et au bien-être de l'humanité.

Le Panama est le pont du monde, un carrefour au centre des Amériques où toutes les routes convergent, grâce à une connectivité aérienne et maritime exceptionnelle, la meilleure d'Amérique latine et des Caraïbes. En outre, mon pays s'est engagé à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les 17 objectifs de développement durable qui y sont énoncés et dont les grands principes ont été transposés dans notre plan de gouvernement. Depuis 50 mois qu'il est au pouvoir, notre gouvernement s'est concentré sur l'élaboration de politiques publiques qui nous permettent de relever l'énorme défi qui nous attend, en jetant les bases de la réduction de la pauvreté et des inégalités et en offrant aux populations les moins favorisées la possibilité d'atteindre des conditions sociales et économiques qui leur permettent de vivre dans la dignité.

Progresser vers la réalisation des objectifs de développement durable est une responsabilité incontournable qui nous oblige à être attentifs à l'interaction entre les causes et les effets. Posons-nous la question : quelle est l'incidence de la crise climatique sur les trois premiers objectifs de développement durable ? Pouvons-nous réellement éliminer la pauvreté, réaliser l'objectif de « faim zéro », assurer la santé et le bien-être alors que la planète fait face à de graves sécheresses, à des inondations, à des incendies dévastateurs qui ravagent d'immenses surfaces et à l'élévation du niveau des océans ? Nous devons réfléchir aux conclusions du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, qui nous met en garde contre une escalade sans précédent des changements dans le système climatique, laquelle nous conduit à des situations extrêmes menaçant gravement le maintien de la vie sur la planète. La crise climatique est une bombe à retardement et le temps nous est compté.

Nous avons démontré l'engagement du Panama en faveur de l'existence humaine de manière concrète par les décisions que nous avons prises et les actions que nous menons. Nous sommes un pays très riche en eau ; nos côtes sont baignées par deux grands océans, ce qui nous rend particulièrement conscients de l'importance de l'eau pour notre population et pour la vie sur Terre. Mon pays a déployé des efforts extraordinaires pour préserver ses mers, atteignant l'objectif de 30 % de zones protégées neuf ans avant 2030, et nous sommes même passés à 54 % cette année. Loin des vains discours, le Panama est, dans les faits, un « leader bleu ». Je souligne également que mon pays est l'un des sept au monde à avoir été déclaré neutre en carbone.

Nous avons mis en place un programme de réduction de l'empreinte carbone avec une stratégie nationale pour l'hydrogène vert et ses dérivés. Par ailleurs, sous notre administration, le Panama a imposé un ambitieux programme de transition énergétique visant à identifier et à développer des énergies accessibles et non polluantes afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 24 % d'ici à 2050. Nous faisons partie des 15 pays du monde les plus exposés aux risques climatiques et naturels. De fait, nous avons déjà enregistré le premier cas de déplacement climatique sur notre territoire, lorsque nous avons dû réinstaller la population de l'île de Cartí Sugtupu en raison de l'élévation du niveau de la mer.

Je tiens à réaffirmer, au nom de mon pays, que les Panaméens ont repris avec succès l'exploitation du canal de Panama en 1999 et ont augmenté sa capacité en 2016. Je le dis ici devant les nations du monde, nous nous engageons à continuer d'assurer son fonctionnement de manière sûre, efficace, fiable et compétitive, comme nous l'avons fait jusqu'à présent.

Devant l'Assemblée générale, le Panama, en tant que pays qui contribue efficacement à la protection de l'environnement, demande aux pays les plus polluants d'honorer les engagements qu'ils ont pris en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous avons également constaté à maintes reprises, à l'Assemblée générale et aux réunions des conférences des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, que les pays s'engagent à effectuer des transformations sans y donner suite.

En termes de développement humain, il est de la plus haute priorité d'offrir aux populations des possibilités de vivre plus dignement dans leur pays. Ainsi, elles ne seraient pas contraintes de quitter leur foyer, d'émigrer de manière irrégulière, de s'exposer à des violations de leurs droits humains, bien souvent, au péril de leur vie. À cet égard, le problème de la migration irrégulière doit être traité au niveau multilatéral, en mettant l'accent sur le respect des droits humains et sur la base des principes de solidarité et de responsabilité partagée, dans le but de sauvegarder l'intégrité de la vie humaine, en toute sécurité et de manière ordonnée. Le Panama travaille activement, en coopération avec plusieurs pays de la région, à l'exécution de programmes visant à améliorer la prise en charge et la protection des migrants en situation irrégulière qui entrent dans notre pays par la frontière avec la Colombie, en traversant la dangereuse jungle du Darién, le plus grand parc naturel de toute l'Amérique centrale.

Notre pays déploie des efforts titanesques pour prendre en charge de façon solidaire ces migrants en

situation irrégulière, dont le nombre augmente chaque année, ce qui nous oblige à allouer des ressources importantes à l'aide humanitaire. Il s'agit d'une situation insoutenable, indésirable et inhumaine, d'une tragédie humanitaire faite de souffrance et de mort pour des centaines de milliers de migrants qui entreprennent ce voyage périlleux. Je le répète, il s'agit d'une situation insoutenable, d'une situation dont nous ne sommes pas responsables, dans laquelle nous sommes plutôt des victimes. J'appelle la communauté internationale à s'attaquer, dans toute son ampleur, au problème de la migration irrégulière, qui aujourd'hui ne se concentre pas exclusivement dans la Méditerranée, mais qui a un caractère mondial et des incidences directes sur la vie du peuple panaméen en ce moment même.

M. Makayat-Safouesse (Congo), Vice-Président, assume la présidence.

Aujourd'hui, nous renouvelons notre appel en faveur du dialogue, de la paix et du multilatéralisme, dans le respect du droit international et des principes qui le sous-tendent, sans autre intérêt que le bien-être des peuples. À bien des égards, nous sommes engagés dans une course contre la montre pour la survie de l'humanité, qui est la raison d'être de l'organisation mondiale qui nous rassemble, et qui dépendra largement des mesures que nous allons prendre à l'avenir, en tant que communauté mondiale.

Aujourd'hui, en tant que chef de l'État panaméen, j'affirme que mon pays souhaite pour le monde entier ce qu'il souhaite pour son propre peuple : la paix, le bien-être, la justice et le développement.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Panama de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Laurentino Cortizo Cohen, Président de la République du Panama, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Bola Ahmed Tinubu, Président et Commandant en chef des Forces armées de la République fédérale du Nigéria

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président et Commandant en chef des Forces armées de la République fédérale du Nigéria.

M. Bola Ahmed Tinubu, Président et Commandant en chef des Forces armées de la République fédérale du Nigéria, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Bola Ahmed Tinubu, Président et Commandant en chef des Forces armées de la République fédérale du Nigéria, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Tinubu (*parle en anglais*) : Au nom du peuple nigérian, je félicite M. Dennis Francis pour son élection bien méritée à la présidence de l'Assemblée générale pour la présente session. Nous remercions son prédécesseur, M. Csaba Kőrösi, de la compétence avec laquelle il a dirigé les travaux de l'Assemblée.

Nous félicitons également le Secrétaire général António Guterres pour les efforts qu'il déploie afin de trouver des solutions aux problèmes communs de l'humanité.

C'est la première fois que je prends la parole devant l'Assemblée générale. Qu'il me soit permis de dire quelques mots sur le thème de cette année au nom du Nigéria, mon pays, et au nom de l'Afrique, mon continent. De nombreuses déclarations ont été faites, mais nos problèmes persistent. Certes, les échecs en matière de bonne gouvernance ont constitué un obstacle pour l'Afrique, mais les promesses non tenues, les traitements injustes et l'exploitation pure et simple de la part de l'étranger ont également pesé lourdement sur notre capacité à progresser. Compte tenu de cette longue histoire, le thème de cette année devrait avoir un sens spécial et particulier pour l'Afrique.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les nations se sont réunies pour tenter de reconstruire leurs sociétés déchirées par la guerre. Un nouveau système mondial a vu le jour et cette grande organisation, l'ONU, a été créée en tant que symbole et protecteur des aspirations et des idéaux les plus nobles de l'humanité. Les nations ont compris qu'il était dans leur intérêt d'aider les autres à sortir des décombres et des ruines de la guerre. Une aide fiable et substantielle a permis à des pays affaiblis par la guerre de devenir des sociétés fortes et productives. Cette période a marqué le point culminant de la confiance dans les institutions internationales et de la conviction que l'humanité avait tiré les enseignements nécessaires pour aller de l'avant, dans la solidarité et l'harmonie mondiales.

Aujourd'hui et depuis plusieurs décennies, l'Afrique demande de bénéficier du même niveau d'engagement politique et de ressources que celui qui a caractérisé le Plan Marshall. Nous sommes conscients

que la nature et les causes profondes des défis économiques auxquels l'Afrique d'aujourd'hui est confrontée sont très différentes de celles de l'Europe d'après-guerre. Nous ne réclamons pas des programmes et des mesures identiques. Ce que nous voulons, c'est un engagement tout aussi ferme en faveur du partenariat. Nous voulons que la coopération internationale avec les nations africaines soit renforcée pour réaliser le Programme 2030 et les objectifs de développement durable. Je voudrais souligner cinq points importants.

Premièrement, pour que le thème de cette année ait une quelconque pertinence, les institutions mondiales, les autres nations et leurs acteurs du secteur privé doivent considérer le développement de l'Afrique comme une priorité, non seulement pour l'Afrique, mais aussi dans leur propre intérêt. En raison de facteurs internes et externes de longue date, les structures économiques du Nigéria et de l'Afrique ont été faussées de manière à entraver le développement, l'expansion industrielle, la création d'emplois et la répartition équitable des richesses.

Pour que le Nigéria puisse s'acquitter de son devoir envers sa population et le reste de l'Afrique, nous devons créer des emplois et inspirer la foi en un avenir meilleur pour notre peuple. Nous déployons des efforts dans ce sens. Nous devons également montrer l'exemple, et c'est ce que nous faisons. Pour favoriser la croissance économique et la confiance des investisseurs au Nigéria, j'ai supprimé la subvention au carburant, coûteuse et entachée de corruption, et j'ai mis fin à un système de taux de change néfaste dès les premiers jours de mon mandat. D'autres réformes axées sur la croissance et l'emploi sont en préparation.

Je suis conscient des difficultés passagères que la réforme peut entraîner. Cependant, il est nécessaire de passer par cette phase pour jeter les bases d'une croissance et d'un investissement durables en vue de construire l'économie que nos concitoyens méritent. Nous sommes prêts à forger des partenariats avec ceux qui ne voient pas d'inconvénient à ce que le Nigéria et l'Afrique jouent un rôle plus important au sein de la communauté mondiale. La question n'est pas de savoir si le Nigéria est prêt à faire des affaires. La question est de savoir quelle partie du monde est réellement disposée à faire des affaires avec mon pays et l'Afrique sur un pied d'égalité et de manière mutuellement bénéfique. Des investissements directs dans des secteurs importants, l'ouverture de leurs ports à une gamme plus large et à une plus grande quantité d'exportations africaines, ainsi qu'un allègement significatif de la dette sont des aspects importants de la coopération que nous recherchons.

Deuxièmement, nous devons affirmer que la gouvernance démocratique est le meilleur garant de la volonté souveraine et du bien-être du peuple. Les coups d'État militaires sont condamnables, de même que tout arrangement politique civil déséquilibré qui perpétue l'injustice. La vague qui traverse certaines parties de l'Afrique ne reflète pas une préférence pour les coups d'État, mais une revendication pour que des solutions soient apportées à des problèmes de longue date. Nous devons nous pencher attentivement sur ce problème.

En ce qui concerne le Niger, nous sommes en train de négocier avec les autorités militaires de ce pays. En ma qualité de Président de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, je m'efforce de contribuer au rétablissement d'une gouvernance démocratique qui permette de relever les défis politiques et économiques auxquels cette nation est confrontée, notamment les extrémistes violents qui essaient de créer l'instabilité dans notre région. Je tends une main amicale à tous ceux qui soutiennent sincèrement cette mission visant à instaurer une gouvernance démocratique dans ce pays.

J'en arrive à mon troisième point, un point essentiel. Toute notre région est empêtrée dans une lutte prolongée contre les extrémistes violents. Dans ce contexte chaotique, un commerce inhumain a vu le jour, où tout est à vendre. Les hommes, les femmes et les enfants sont considérés comme du bétail. Des milliers de personnes risquent leur vie dans le désert brûlant du Sahara et dans les profondeurs glacées de la Méditerranée, en quête d'une vie meilleure. Dans le même temps, des mercenaires et des extrémistes, armés de leurs armes meurtrières et de leurs viles idéologies, envahissent notre région depuis le nord. Ce trafic dévastateur compromet la paix et la stabilité de toute une région. Les nations africaines renforceront progressivement leurs économies afin que nos citoyens ne soient plus obligés à risquer leur vie pour aller nettoyer les sols et balayer les rues d'autres nations. Nous nous emploierons également à démanteler les groupes extrémistes présents sur notre territoire. Toutefois, pour endiguer totalement cette menace, la communauté internationale doit réaffirmer son engagement à enrayer l'afflux d'armes et de criminels en Afrique de l'Ouest.

Le quatrième pilier de la confiance et de la solidarité mondiales consiste à protéger les zones riches en minerais de notre continent des pillages et des conflits. Bon nombre de ces zones sont devenues des catacombes où règnent la misère et l'exploitation. La République démocratique du Congo pâtit de cette situation depuis des décennies, malgré la forte présence des Nations Unies sur place. Que s'est-il passé ? L'économie mondiale doit beaucoup à la République démocratique du Congo, mais elle ne lui donne que très peu en retour. Les ravages causés dans les régions riches en ressources ne s'arrêtent pas

aux frontières nationales. Le Soudan, le Mali, le Burkina Faso, la République centrafricaine – la liste est longue.

Ces problèmes frappent également aux portes du Nigéria. Avec l'appui de criminels locaux rêvant de s'ériger en seigneurs de guerre à la petite semaine, des entités étrangères ont réduit des milliers de personnes en servitude à des fins d'extraction illégale de l'or et d'autres ressources. Des milliards de dollars censés améliorer la situation dans le pays sont utilisés pour financer des entreprises qui se livrent à des actes de violence. Si rien n'est fait, la paix et la sécurité nationale seront compromises. Étant donné l'ampleur de cette injustice et vu que les enjeux sont considérables, de nombreux Africains se demandent si ce phénomène est le fruit d'un hasard ou s'il a été provoqué délibérément. Les États Membres doivent réagir en collaborant avec nous pour dissuader leurs entreprises et leurs ressortissants de se livrer à ce pillage moderne des richesses de notre continent.

Cinquièmement, les changements climatiques ont de graves répercussions sur le Nigéria et l'Afrique. Le nord du Nigéria est touché par l'avancée du désert sur des terres autrefois arables. Le sud-est frappé de plein fouet par les inondations côtières et l'érosion. Au centre, la saison des pluies apporte également son lot d'inondations, qui font de nombreux morts et provoquent des déplacements massifs de population. Alors que je pleure ceux qui sont morts dans mon pays, je déplore également les vies perdues au Maroc et en Libye. Le peuple nigérian est à leurs côtés.

Les pays africains lutteront contre les changements climatiques, mais ils doivent le faire dans des conditions justes et équitables. Pour dégager le consensus nécessaire au sein de la population, cette lutte doit s'inscrire dans le cadre des efforts déployés sur le plan économique à l'échelle mondiale. Au Nigéria, nous comptons promouvoir un consensus politique en mettant l'accent sur les mesures correctives qui favorisent également la prospérité économique. Des projets tels qu'une grande muraille verte pour stopper l'avancée du désert, l'arrêt de la destruction de nos forêts par la production de masse, la distribution de cuisinières à gaz et la création d'emplois dans des projets locaux de gestion de l'eau et d'irrigation sont autant d'exemples d'initiatives qui font progresser à la fois les objectifs économiques et les objectifs de lutte contre les changements climatiques. Les efforts en matière de changements climatiques sur le continent seraient particulièrement couronnés de succès si les économies développées investissaient davantage dans les initiatives privilégiées par l'Afrique dans les secteurs public et privé. Là encore, une telle démarche contribuerait grandement à démontrer que la solidarité mondiale est bien réelle et efficace.

Pour conclure, qu'il me soit permis de souligner que les objectifs du Nigéria sont conformes aux principes directeurs de cette organisation mondiale : la paix, la sécurité, les droits humains et le développement. Fondamentalement, la nature a été généreuse envers l'Afrique, en lui donnant des terres et des ressources en abondance ainsi que des esprits créatifs et travailleurs. Par contre, l'homme a trop souvent manqué d'humanité à l'égard de ses semblables et c'est cette regrettable tendance qui a apporté des problèmes de longue date à l'Afrique. Si nous voulons rester fidèles aux principes de l'Organisation et au thème de la présente session de l'Assemblée, il faut mettre fin à la pauvreté des nations. Il faut mettre fin au pillage des ressources d'une nation par les entreprises et les peuples de nations plus fortes. Il faut respecter la volonté du peuple. Il faut protéger cette planète, belle, généreuse et indulgente.

Nous, en Afrique, nous ne voulons pas être ni un appendice ni le patron. Nous ne souhaitons pas remplacer les chaînes du passé par de nouvelles chaînes. Nous espérons au contraire pouvoir fouler les riches terres et vivre sous le magnifique ciel de l'Afrique, libérés des erreurs et débarrassés des fardeaux du passé. Nous voulons un espace de vie prospère, dynamique et démocratique pour notre peuple. Et nous y parviendrons. Au reste du monde, je dis « Marchez à nos côtés, en véritables amis et en véritables partenaires. L'Afrique n'est pas un problème à éviter et n'est pas à plaindre. L'Afrique n'est rien de moins que la clef de l'avenir du monde. »

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président et Commandant en chef des Forces armées de la République fédérale du Nigéria de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Bola Ahmed Tinubu, Président et commandant en chef des forces armées de la République fédérale du Nigéria, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Luis Lacalle Pou, Président de la République orientale de l'Uruguay

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République orientale de l'Uruguay.

M. Luis Lacalle Pou, Président de la République orientale de l'Uruguay, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à

l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Luis Lacalle Pou, Président de la République orientale de l'Uruguay, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Lacalle Pou (parle en espagnol) : Je tiens à saluer le Président de l'Assemblée générale, ainsi que le Secrétaire général, les chefs d'État et de gouvernement et les délégations officielles, et à remercier l'Organisation, qui a déployé des efforts considérables en vue de l'organisation de la présente session.

Une fois de plus, je prends la parole ici au nom de mon pays, au nom de mes compatriotes. Nous venons ici, dans cette enceinte, où les représentants et représentantes de plus de 190 pays viennent transmettre leur message. Nous avons des cultures différentes, des gouvernements qui adhèrent à des idéologies différentes et des situations sociales, économiques, climatiques et géographiques différentes. Mais notre présence à toutes et tous ici signifie que, d'une certaine façon, nous avons accepté, il y a longtemps, d'être guidés et protégés par les mêmes droits, obligations et principes dans le cadre du droit international, un cadre qui limite le pouvoir coercitif et où souvent, les mêmes critères ne sont pas appliqués aux grandes puissances et aux petits pays.

Nous nous présentons une fois de plus devant l'Assemblée avec une vision positive et optimiste de l'humanité. Dans le même temps, nous ne devons pas être naïfs. Objectivement, nous vivons dans un monde meilleur, même si, en réalité, le monde d'aujourd'hui fait également face à des défis et des menaces. Nous sommes convaincus que la mondialisation, les technologies de l'information, l'intelligence artificielle et la communication en temps réel sont des outils qui contribuent à l'intégration et au développement de nos populations – à condition, bien sûr, qu'elles soient utilisées à bon escient. À cet égard, les dirigeants et dirigeantes du monde ont une responsabilité de plus en plus importante. J'ai entendu le Secrétaire général insister sur ce point aujourd'hui. Nous sommes dans un monde où les discours sont des actions. Un dirigeant mondial peut, rien que par ses paroles, provoquer des conséquences – qu'il s'agisse d'un conflit international, d'une ruée vers les banques ou d'autre chose.

L'Uruguay se présente devant l'Assemblée, fort d'une démocratie stable et digne de ce nom, du plein respect des institutions et de la loi, un principe qui est désormais une tradition dans notre pays. Malgré la pandémie, malgré l'invasion russe, malgré les différents facteurs climatiques, notre pays a retrouvé son économie d'avant la pandémie. Le secteur de l'emploi s'est amélioré, le chômage a baissé. Nous avons réalisé des investissements publics historiques dans les infrastructures. Nous avons reçu d'importants investissements directs étrangers

et une grande partie de ces revenus a été réinvestie dans notre pays, ce qui témoigne d'un niveau élevé de confiance. Les finances publiques sont saines. L'inflation est à son plus bas niveau depuis 18 ans. Nous avons pu réduire les impôts et, nous avons réalisé des réformes attendues depuis longtemps, comme la réforme de l'éducation et de la sécurité sociale. Les Uruguayens et les Uruguayennes jouissent d'une liberté responsable très précieuse.

Ce matin, alors que je rédigeais une partie de mon discours, je me suis souvenu des mots que j'avais prononcés ici en septembre 2021. Vers la fin de mon discours, j'avais déclaré ceci : « s'il y a un enseignement à tirer de la pandémie, c'est que nous ne faisons qu'un. » (A/76/PV.6, p.20). C'est justement pour cette raison, parce que nous ne faisons vraiment qu'un, que je souhaite parler aujourd'hui d'une liberté internationale responsable. Il est évident que notre bien-être, en tant que pays indépendants, est inextricablement lié au bien commun. Il faut le savoir, l'accepter et, bien sûr, agir en conséquence.

De nombreux chefs d'État se sont déjà exprimés ici sur la question de l'environnement. Je viens d'un pays qui, il y a de nombreuses années, s'est donné le nom d'Uruguay naturel. Entre autres choses, l'énergie renouvelable dépasse aujourd'hui 90 % dans notre pays. Nous avons également entrepris un important travail de reboisement. Nous avons mis en place des processus de production durables. Je pourrais énumérer une longue liste d'autres réalisations qui justifient ce concept d'Uruguay naturel. Après de nombreuses années de déclarations et d'engagements, la communauté internationale a véritablement compris que l'économie et l'environnement sont étroitement liés. Il y a quelques mois, l'Uruguay a émis une obligation durable, basée sur un système de récompenses et de sanctions selon les paramètres établis dans l'Accord de Paris. Je tiens à souligner que nous sommes convaincus que ce même système de récompenses et de sanctions devrait s'appliquer aux prêts internationaux, à l'accès aux marchés, aux quotas et aux droits de douane, non seulement pour sanctionner le non-respect des règles, mais également pour récompenser ceux qui mettent en place de processus durables et respectueux de l'environnement. De cette manière, comme c'est le cas avec les enfants, ces incitations à l'amélioration pousseront sans nul doute les nations à déployer davantage d'efforts, ce qui profitera aux économies nationales et bien évidemment, au monde entier.

Dans le même ordre d'idées, je voudrais faire part aux participants d'une situation que notre pays traverse en ce moment et que, j'en suis convaincu, certains des pays représentés ici vivent également. Nous pourrions

l'appeler le péché de bien faire les choses. Qu'est-ce que j'entends par là ? Notre pays a atteint un niveau élevé de développement humain et économique. Or, parce que nous avons atteint ce niveau aujourd'hui, nous nous voyons trop souvent refuser l'accès à certains systèmes préférentiels et à certains instruments très importants en matière de relations commerciales internationales. Bien entendu, j'adhère toujours à l'esprit qui a présidé à la création de ces mécanismes, mais je crois que nous devons les repenser, car d'une certaine manière, ils n'incitent pas les pays à se développer et à être autonomes s'ils perdent l'accès à ces conditions. Je tiens à préciser que l'Uruguay n'est pas ici pour mendier ou formuler des demandes déraisonnables. Nous demandons simplement, comme je l'ai dit précédemment, un traitement équitable sur la base d'une liberté internationale responsable. Si nous faisons bien les choses, nous voulons que cela soit suivi d'effet. Cela ne signifie rien de moins ni rien de plus que l'amélioration de l'accès aux diverses possibilités.

Je conclurai mon allocution ici, car les membres ont eu une longue journée. Une fois de plus, dans cette enceinte, comme je l'ai déjà fait dans d'autres instances, je tiens à condamner fermement l'invasion de l'Ukraine par la Russie et à exprimer ma solidarité avec le peuple ukrainien. Je voudrais également m'associer au Secrétaire général et dénoncer les populismes autoritaires, qui appauvrissent les peuples, violent les droits humains, condamnant ainsi les générations actuelles et futures.

Une fois de plus, nous devrions peut-être faire notre mea culpa dans ce domaine, car l'absence d'une réaction forte et efficace de la part de la communauté internationale a souvent exacerbé de telles situations ou n'a pas permis de les prévenir.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République orientale de l'Uruguay de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Luis Lacalle Pou, Président de la République orientale de l'Uruguay, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Petr Pavel, Président de la République tchèque

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République tchèque.

M. Petr Pavel, Président de la République tchèque, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Petr Pavel, Président de la République tchèque, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Pavel (*parle en anglais*) : C'est à la fois un plaisir et une leçon d'humilité que de pouvoir m'adresser pour la première fois à cet auditoire. Cette instance porte une grande responsabilité quant à l'avenir de l'humanité. Avant toute chose, je considère cette allocution comme une occasion qui m'est donnée de présenter ma vision de la manière dont nous pouvons, en tant que nations et citoyens du monde, coexister et coopérer.

La Tchéquie entend jouer un rôle actif et responsable au sein de la communauté mondiale. Personne ne peut faire face seul aux défis mondiaux actuels. C'est pourquoi nous soutenons fermement les réformes proposées par le Secrétaire général dans son rapport intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982). Nous voulons œuvrer de concert pour mettre en place un système multilatéral plus efficace et plus inclusif, capable de répondre aux besoins auxquels nous sommes confrontés. C'est pourquoi la Tchéquie a annoncé sa candidature pour un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2032-2033.

L'année dernière, un membre permanent du Conseil de sécurité, l'une des nations fondatrices de l'Organisation, a violé de manière flagrante les principes fondamentaux sur lesquels repose l'ONU. L'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine continue de constituer une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et du droit international auquel nous avons tous souscrit.

Mon pays a également connu des guerres et des interventions, y compris une occupation militaire de plusieurs décennies imposée par Moscou. Cette expérience nous a appris ce que signifie la loi du plus fort. L'agression de la Russie contre l'Ukraine a des conséquences encore plus lourdes. J'ai personnellement visité l'Ukraine en avril. Ma femme a également eu l'occasion de se rendre dans ce pays déchiré par la guerre il y a seulement deux semaines. J'ai vu les scènes des crimes, tristement célèbres, de Bucha et Borodyanka. Je me suis rendu dans la région de Dnipro, à quelques kilomètres de la ligne de front, dans une zone ravagée par les combats.

Les témoignages des atrocités, des violations des droits humains et des attaques brutales commises par la Russie contre des civils innocents sont accablants. Des enfants ont été séparés de force de leur famille, déportés

pour être rééduqués afin de leur faire oublier leur culture et leur identité ; des villes et des villages entiers ont été anéantis sans raison ; des individus ont tout simplement disparu, dans des charniers et des chambres de torture. Hélas, les preuves sont plus éloquentes que n'importe quelle déclaration. La liste des horreurs est sans fin. Mais nous ne pouvons pas nous contenter d'observer passivement.

Cela doit cesser. La Russie doit retirer toutes ses forces de l'ensemble du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, sans condition. Les dirigeants de la Russie doivent rendre des comptes pour le crime d'agression contre ce pays voisin. C'est pourquoi nous avons également exprimé notre soutien à la création d'un tribunal spécial chargé de poursuivre les auteurs du crime d'agression contre l'Ukraine. Il est de notre devoir de veiller à ce que les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité répondent de leurs actes.

Outre la violence, l'injustice et la souffrance des civils, toute guerre entraîne également des destructions. La reconstruction de l'Ukraine pourrait être le plus grand effort de reconstruction de l'histoire moderne. Nous sommes également favorables à ce que soit établi un registre des dommages causés par l'armée russe et appelons tous les États à se joindre à ces efforts.

La Tchéquie soutiendra l'Ukraine dans sa juste défense aussi longtemps que nécessaire. Depuis le premier jour, nous avons été aux côtés de l'Ukraine et nous avons fourni des armes et des munitions à ceux qui mènent cette défense. À la suite de l'agression russe contre l'Ukraine, la Tchéquie a également renforcé son soutien aux voix prodémocratiques russes et biélorusses, et Prague est devenue une plaque tournante importante pour les journalistes et les défenseurs des droits humains qui en ont besoin. Depuis plus de 18 mois, la Tchéquie fournit une aide humanitaire à la population ukrainienne touchée par la guerre. Par habitant, mon pays a accueilli plus de réfugiés ukrainiens – principalement des femmes et des enfants – que n'importe quel autre pays.

Ce que le peuple ukrainien mérite vraiment, c'est la paix – pas seulement la fin des hostilités, mais une paix juste et durable. Pour être durable, cette paix ne peut être fondée sur un compromis injuste ou des conditions imposées par l'envahisseur, ni laisser à la Russie l'espoir de concrétiser ses ambitions impériales. Il doit s'agir d'une paix aux conditions de ceux qui sont en train de se défendre, et non de l'agresseur, comme l'a déclaré aujourd'hui le Président ukrainien Zelenskyy.

N'oublions pas que les conséquences négatives de l'agression russe se font sentir dans le monde entier. Le blocus des ports ukrainiens par la Russie et la destruction des infrastructures et des céréales continuent de prendre la sécurité alimentaire mondiale en otage, de la manière la plus dangereuse et la plus cynique qui soit. Soyons clairs : la sécurité de l'Ukraine est notre propre sécurité – de l'Afrique à l'Europe, en passant par l'Amérique latine et l'Asie. J'appelle les dirigeants du monde libre à maintenir leur unité et leur appui à l'Ukraine.

Les menaces auxquelles nous sommes confrontés sont mondiales et interconnectées. À cause de la Russie et d'une poignée d'autres pays, notre monde est devenu plus dangereux et plus difficile. Au lieu de promouvoir une sécurité fondée sur la coopération, nous sommes obligés de renforcer nos armées. Au lieu de renforcer les programmes de cohésion sociale et de surmonter l'insécurité économique, nous sommes obligés d'augmenter nos budgets de défense. Celles et ceux qui remettent en question les règles internationales sont en train de changer le cap de la sécurité mondiale dans le sens de la confrontation, et tôt ou tard, nous en subissons toutes et tous les conséquences. Les menaces inconsidérées de la Russie d'utiliser des armes nucléaires et sa politique de coercition et d'intimidation représentent une menace pour l'équilibre et l'intégrité de l'ensemble du système de non-prolifération. L'annonce du déploiement d'armes nucléaires au Bélarus constitue une nouvelle escalade irresponsable que la Tchéquie condamne avec la plus grande fermeté. Malheureusement, les empreintes de la Russie se retrouvent un peu partout, dans plusieurs autres crises actuelles.

Les crises humanitaires, politiques et de sécurité en cours dans la région du Sahel sont plus qu'inquiétantes. La communauté internationale doit tout faire pour mettre fin à la série de coups d'État militaires et assurer un retour à l'ordre constitutionnel. C'est la seule façon pour les pays de se protéger efficacement contre le terrorisme. C'est la seule façon de concrétiser le développement économique et social tant attendu par les Africaines et les Africains.

La région reste vulnérable face à de nombreux risques politiques, économiques et climatiques. Sa stabilité, sa sécurité et sa prospérité à long terme sont cruciales. Nous devons proposer de véritables partenariats pragmatiques. Certains pays prétendent vouloir aider. En réalité, ils créent des dépendances économiques et politiques. Ils compromettent la stabilité à long terme du continent et manipulent les populations par leurs mensonges et la désinformation.

En Asie et dans le Pacifique, la Tchéquie est un allié et un partenaire actif et fiable. Le mot « coopération » doit rester la clef de nos efforts conjoints dans la région. Nous déplorons les actions militaires de la Chine, qui accroissent les tensions dans le détroit de Taiwan, et ses actions hostiles contre ses partenaires en mer de Chine méridionale. Tout différend ou problème susceptible de faire tache d'huile doit être résolu pacifiquement. Tout conflit armé potentiel dans la région aurait des conséquences négatives pour le monde entier.

En Corée du Nord et en Iran, l'escalade inconsidérée des activités nucléaires ou de missiles balistiques intercontinentaux, combinée à un manque de transparence, menace la sécurité internationale et régionale. Il en va de même de tout soutien matériel à l'agression militaire de la Russie en Ukraine. Il est manifeste que ce soutien logistique ne fait qu'aggraver les souffrances de la population civile ukrainienne.

Le Moyen-Orient reste une des régions les plus instables du monde, en proie à la propagation des conflits, au terrorisme et à la violence confessionnelle. Les efforts de normalisation des relations entre Israël et ses voisins arabes constituent des avancées positives vers la stabilité et la paix dans la région.

Nos efforts visant à maintenir la paix et la sécurité sont étroitement liés à notre capacité de favoriser le bien-être humain et le développement durable de nos sociétés. On pourrait se demander comment un pays d'un peu plus de 10 millions d'habitants peut contribuer aux ambitions du monde. Ayant fait l'expérience de l'oppression, notre pays a ancré les libertés et les droits fondamentaux dans son système de valeurs et sa politique étrangère. La Tchéquie s'efforce de mener une politique active en matière de droits humains et de démocratie. Nous sommes un fervent défenseur des mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme. Actuellement, nous sommes fiers de présider le Conseil des droits de l'homme. Plus que jamais, nous devons soutenir la liberté des médias pour permettre l'accès à des informations indépendantes et factuelles. Sans cela, la désinformation et la propagande l'emporteront.

Le Sommet sur les objectifs de développement durable qui s'est tenu hier a envoyé un message fort d'urgence et de détermination. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est une promesse faite aux générations actuelles et futures, que nous devons tenir. Il est urgent de rappeler le lien entre la paix, la sécurité, le climat et le développement, d'une part, et les droits humains, la justice et des institutions fortes, d'autre part.

Dans le dernier indice concernant les objectifs de développement durable, la Tchéquie est classée huitième pays le plus avancé dans la mise en œuvre de ses objectifs. Et pourtant, nous sommes, nous aussi, confrontés à de nombreux défis et devons redoubler d'efforts.

Les changements climatiques restent la menace la plus destructrice pour l'existence et le bien-être de l'humanité, aujourd'hui et à l'avenir. Ils menacent nos vies, nos moyens de subsistance, notre sécurité alimentaire, notre prospérité et, en dernière analyse, la paix et la sécurité dans le monde. Les Tchèques accordent une grande attention à cette question. Ce n'est pas un hasard si c'est sous la présidence tchèque du Conseil de l'Union européenne, l'année dernière, que nous avons parachevé une législation essentielle qui ouvre la voie vers la transition écologique de nos industries.

Trente ans après la fin de la guerre froide, nous assistons aux efforts que déploient des régimes autoritaires pour redéfinir les principes fondamentaux de l'ordre multilatéral. Ces acteurs malveillants utilisent le cyberspace, la désinformation, des outils économiques, politiques et autres pour perturber les processus démocratiques, saper nos institutions et affaiblir notre sécurité. Les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui sont considérables et il est évident que seule une action collective peut garantir un avenir sûr et prospère pour toutes et tous. À cet égard, la Tchéquie est consciente de sa responsabilité mondiale et reste déterminée à faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte. Je m'engage personnellement à travailler avec la communauté internationale pour mener à bien les tâches urgentes qui nous incombent.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République tchèque de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Petr Pavel, Président de la République tchèque, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Surangel S. Whipps Jr., Président de la République des Palaos

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République des Palaos.

M. Surangel S. Whipps Jr., Président de la République des Palaos, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue

à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Surangel S. Whipps Jr., Président de la République des Palaos, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Whipps (parle en anglais) : Je tiens tout d'abord à féliciter le Président Francis de son élection. Insulaire comme moi-même, il connaît très bien les défis communs à tous les petits États insulaires en développement (PEID), qu'il s'agisse de la résilience économique, des changements climatiques, des sources de financement ou de la sécurité. Nous nous réjouissons toutes et tous à la perspective de travailler à ses côtés au cours de l'année à venir afin de relever ensemble ces défis.

Nous remercions une nouvelle fois le Secrétaire général Guterres de ses efforts inlassables et de son plaidoyer en faveur d'un monde plus sûr, plus prospère et plus durable, qui est notre objectif ultime et ce qui nous réunit aujourd'hui.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est un appel universel à l'action. En tant que petit État insulaire en développement, les Palaos font face à des défis économiques liés à la taille de notre population. Nous sommes vulnérables face aux changements climatiques. Nous sommes confrontés au coût élevé des produits alimentaires et des biens importés, ainsi qu'à des problèmes d'infrastructure liés à notre isolement. Ces questions communes mettent en évidence les défis singuliers auxquels sont confrontés les PEID dans leur quête de développement durable et d'une vie meilleure pour leurs populations.

Comme d'autres petits États insulaires en développement, les Palaos s'efforcent de mettre en place une économie diversifiée et résiliente. Nous nous tournons vers le monde numérique, qui ne dépend pas de la superficie du territoire, mais de notre détermination à réussir. Cette nouvelle perspective est le fruit des leçons que nous avons apprises à nos dépens, lorsque l'adversité nous a frappés il y a environ sept ans. En 2016, l'économie des Palaos, fortement dépendante du tourisme, a connu un ralentissement important. En un an, notre tourisme avait enregistré un recul de 13 %. En 2019, ce chiffre était passé à 47 %. En fait, lorsque la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a frappé en 2021, le nombre de visiteurs étrangers était tombé à seulement 3 400, soit une baisse de 98 % par rapport aux chiffres de 2015.

Je partage ces chiffres pour souligner notre vulnérabilité face aux influences extérieures et les répercussions profondes de ces dernières sur notre économie nationale. Souffrant déjà du déclin du tourisme, les Palaos ont été durement touchés par les retards d'approvisionnement en marchandises dans le monde à la suite de la pandémie. Les usines ont fermé et les problèmes logistiques

ont conduit à des retards dans la livraison de matériel et de fournitures. Les prix se sont envolés. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a encore aggravé la situation, faisant exploser à leur tour les prix du gaz.

Le ralentissement économique qu'ont connu les Palaos met en évidence l'interconnexion de notre communauté mondiale. Alors que les difficultés liées au tourisme et à la COVID-19 ont été deux coups très durs, l'augmentation du coût des marchandises aurait très bien pu être le coup de grâce. Heureusement, nous avons pu compter sur l'aide et le soutien de nos partenaires. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, bien que géographiquement éloignée, a eu un effet d'entraînement qui a conduit à l'inflation des prix aux Palaos. Cette situation souligne l'importance de la sécurité et l'effet déstabilisateur que les conflits peuvent avoir sur l'ordre mondial.

Les Palaosiens ont survécu à une guerre dont ils n'étaient pas responsables, pour subir ensuite les répercussions d'une autre. Les événements actuels nous rappellent cruellement le besoin urgent de paix et de stabilité dans le monde. Nous condamnons sans équivoque l'invasion de l'Ukraine par la Russie et appelons à une cessation immédiate des hostilités. De même, nous demandons instamment à l'ONU et à toutes les parties impliquées dans le détroit de Taiwan de faire preuve de retenue et de rechercher une solution pacifique pour réduire les tensions. Le bien-être et la prospérité des nations et de leurs économies sont intrinsèquement liés à la paix et à la stabilité mondiales.

Au cours des deux dernières années, nous nous sommes efforcés de construire une économie résiliente face aux pressions extérieures. L'émigration constitue un défi important. Depuis 1994, date de notre indépendance, près de la moitié de notre population a quitté le pays, en quête d'une vie meilleure au-delà de nos frontières. Cette fuite des cerveaux a non seulement réduit les capacités locales, mais aussi entravé la croissance. Nous sommes reconnaissants envers les pays partenaires, dont les États-Unis, le Japon, Taiwan, l'Australie et d'autres, qui fournissent une assistance et une formation afin de renforcer les capacités et d'améliorer les compétences de la population locale. Nous sommes également encouragés par les discussions visant à promouvoir des investissements économiques susceptibles de créer des emplois qui peuvent contribuer à décourager l'émigration et à promouvoir la croissance économique.

Les changements climatiques constituent le défi le plus important dans notre progression vers le développement durable. Les conséquences sont évidentes pour nos zones côtières, nos terres agricoles, nos ressources marines,

notre patrimoine culturel et, surtout, nos moyens de subsistance. Atténuer ces effets et nous y adapter est crucial pour la poursuite de notre progrès et pour notre survie. Dans ma jeunesse, je pratiquais avec mon père la pêche au harpon sur le récif, ce qui nous permettait de subvenir aux besoins de notre famille. Nous allions sur une île isolée, au milieu des eaux méridionales des Palaos. Elle était peuplée d'oiseaux, de tortues, de poissons et de palourdes. Récemment, j'ai revisité cette île avec mes enfants, où j'ai assisté à la ponte des tortues. La taille de l'île a diminué de deux tiers en raison de l'élévation du niveau de la mer. Malheureusement, la moitié des œufs de tortue pondus cette nuit-là se trouvaient dans la zone de marée et n'avaient guère de chances de survivre. Cette réalité déchirante est une illustration du sort qui attend nos maisons et nos cultures si nous ne prenons pas des mesures décisives.

Nous appelons d'urgence les pays du Groupe des Vingt (G20), responsables de 80 % des émissions mondiales de carbone, à respecter leur engagement dans le cadre de l'Accord de Paris et à limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C. Le respect de cet engagement est essentiel pour atténuer les effets des changements climatiques tels que la disparition d'îles et d'œufs de tortues non éclos. En tant que principaux émetteurs, les pays du G20 ont un rôle crucial à jouer pour réduire les émissions et faire du développement durable une réalité. Nous exhortons l'ONU à simplifier l'accès aux fonds multilatéraux pour les PEID et les autres communautés vulnérables, afin de favoriser une transition plus rapide. Nous appelons la communauté internationale à travailler avec les PEID pour améliorer l'accès au financement de l'action climatique. Nous pensons qu'il est temps de revoir les conditions d'accès à ces fonds en utilisant un indice de vulnérabilité multidimensionnel plus représentatif.

Toutefois, nous devons veiller à ce que les engagements pris ici soient respectés et ne soient pas oubliés. Nous avons un dicton aux Palaos : *Ng ko er a teribsel a daob* – « Ne soyons pas comme l'écume sur les vagues de l'océan, qui dérive indéfiniment au gré des courants ». Ce dicton palaosien peut s'appliquer aux réunions où l'on discours beaucoup, mais qui ne conduisent jamais à des actions concrètes.

Malgré ces défis, nous reconnaissons les progrès réalisés. La vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques à Glasgow, de même que la vingt-septième session, qui s'est tenue à Charm el-Cheikh, ont été couronnées de succès et ont conduit à l'adoption de politiques vertes dans certaines des plus grandes économies du monde. Nous sommes sensibles aussi à l'appui des pays qui s'opposent à l'exploitation minière en eaux

profondes et qui ont imposé un moratoire. Les partisans soutiennent que les minéraux des fonds marins favorisent la transition vers les énergies renouvelables, mais en réalité, nous manquons de connaissances sur les effets potentiels de cette activité dévastatrice sur les écosystèmes sous-marins. Nous savons que la perturbation des fonds marins pourrait libérer le dioxyde de carbone stocké, ce qui compromettrait directement nos efforts de lutte contre les changements climatiques. Nous plaidons en faveur d'un moratoire mondial sur l'exploitation minière en eaux profondes, conformément au principe de précaution inscrit dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Sur une note positive, je voudrais signaler encore que les Palaos signeront demain l'instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. La participation universelle dans ce domaine est essentielle, en particulier de la part des pays développés qui peuvent fournir des moyens de mise en œuvre et participer à des activités dans des zones situées au-delà de la juridiction nationale. Ce moment consacre l'unité mondiale dans la protection de la biodiversité en haute mer.

Les Palaos saisissent également cette occasion pour appuyer l'appel lancé par le Président des États-Unis, Joseph Biden, en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité. Nous pensons qu'une telle réforme ouvrirait de nouvelles perspectives et permettrait à des pays comme le Japon d'obtenir un siège permanent au Conseil, qui n'a connu que peu de changements depuis sa création en 1945. Nous proposons également d'envisager l'abolition du droit de veto, qui peut entraver l'efficacité de l'action de l'ONU. Le prochain Sommet de l'avenir en 2024 et le quatre-vingtième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies en 2025 constituent des occasions idéales pour démontrer les progrès réalisés au sein du Conseil de sécurité.

Nous plaidons également pour un changement concernant la République de Chine (Taiwan), qui a été injustement exclue des processus de l'ONU en dépit du leadership remarquable dont elle fait preuve et de ses solutions innovantes. Taiwan collabore avec les Palaos dans des domaines essentiels comme le tourisme, l'agriculture, la conservation des océans, le climat, l'égalité des sexes, l'éducation et l'innovation. Nous demandons instamment à l'ONU de permettre à Taiwan de participer véritablement aux travaux des institutions et des processus spécialisés cruciaux comme l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation de l'aviation civile internationale et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Les 23 millions d'habitants de Taiwan ont beaucoup à offrir au monde. La

Charte des Nations Unies consacre l'égalité des droits de tous les peuples et de toutes les nations. Nous exhortons l'ONU à concrétiser cette vision en permettant à Taiwan de participer et de contribuer à ces travaux.

Notre monde est assiégé par les guerres et les changements climatiques, des menaces qui compromettent le développement durable et ont plongé de nombreuses personnes dans la pauvreté. La crise ukrainienne en est un exemple patent, étant donné qu'elle a donné lieu à des pertes en vies humaines, des destructions matérielles et des perturbations de chaînes d'approvisionnement en produits essentiels. Ces crises ne sont pas des menaces lointaines mais de dures réalités qui ont des conséquences pour des millions de personnes, notamment dans les îles du Pacifique. Nous devons agir maintenant pour améliorer la vie dans nos océans et notre monde, que nous partageons.

L'histoire de Tebang aux Palaos nous enseigne l'importance de l'unité. Tebang et ses amis sont allés dans la forêt pour abattre un grand arbre afin d'en faire un canoë. Malheureusement, le tronc d'arbre est tombé dans un marais de taro. Tebang n'arrivait pas à le déplacer, et il est rentré chez lui pour demander conseil à son père, qui lui a appris un chant. Il est revenu avec tous ses amis et ensemble ils se sont mis à scander « *Ikamuu* ! », ce qui signifie « Il peut bouger ! » Ils ont commencé à tirer à l'unisson, et ils ont ainsi pu tirer le tronc d'arbre du marais jusqu'au rivage pour en faire un canoë. Tout comme Tebang et ses amis ont déplacé le tronc d'arbre, nous pouvons nous aussi déplacer des montagnes si nous élevons la voix et agissons ensemble. Notre tâche est peut-être ardue, mais nous devons nous rappeler ceci : « *Ikamuu* ! » Nous pouvons avancer vers un avenir durable où nos petits-enfants pourront respirer de l'air pur, nager dans des mers cristallines, vivre en paix et prospérer.

Alors, élevons la voix ensemble et chantons notre propre « *Ikamuu* ! » Faisons avancer ce monde vers un avenir meilleur. Ensemble, rien ne peut nous arrêter. Ensemble, nous pouvons léguer une planète prospère aux générations futures. Saisissons cette occasion avec unité et détermination. Unissons-nous pour un avenir meilleur, car ensemble, nous pouvons avancer. Ensemble, nous sommes vraiment plus forts.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République des Palaos de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Surangel S. Whipps Jr., Président de la République des Palaos, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Sénégal.

M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Sall : Au nom du Sénégal, j'adresse au Président Dennis Francis tous mes vœux de succès à la présidence des travaux de l'Assemblée générale. Je remercie son prédécesseur et renouvelle notre soutien au Secrétaire général dans l'exercice de ses charges au service de l'Organisation.

Depuis notre dernière session, l'état du monde ne s'est pas amélioré. Pour des millions de personnes, le quotidien reste marqué par la peur, la violence, la pauvreté et les inégalités. Nombre de pays continuent de subir l'impact économique et social de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Le réchauffement climatique a atteint un niveau sans précédent. La tragédie de l'émigration clandestine nous rappelle la nécessité de mettre en œuvre le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et de poursuivre sans relâche la lutte contre les réseaux criminels qui organisent ce trafic d'êtres humains. Une guerre de haute intensité fait courir à l'humanité le risque d'une catastrophe majeure. En Afrique, la résurgence des coups d'État reste un sujet de grave préoccupation. Le Sénégal réitère sa ferme condamnation de toute forme de changement anticonstitutionnel de gouvernement.

L'urgence de l'heure, c'est aussi le terrorisme qui continue de gagner du terrain en Afrique, sans réaction appropriée du Conseil de sécurité. À maintes reprises, notamment lors de son mandat au Conseil en 2016 et 2017, le Sénégal a alerté sur l'inefficacité des opérations de maintien de la paix en Afrique, dont les mandats et les équipements ne répondent guère à la nature des situations. Il n'y a pas de paix à maintenir là où il s'agit plutôt de la restaurer, en combattant des groupes armés qui pillent et endeuillent au quotidien des populations innocentes, occupent des territoires entiers et menacent des États dans leur existence. Les péripéties tumultueuses de deux missions de paix actuellement en Afrique sont édifiantes

à sujet. En conséquence, le Sénégal invite à nouveau le Conseil de sécurité à assumer pleinement ses responsabilités dans la lutte contre le terrorisme en Afrique, en vertu du mécanisme de sécurité collective prévu par la Charte.

Dans le même esprit, nous appelons à la désescalade et au règlement pacifique de la guerre en Ukraine.

Nous renouvelons notre soutien au droit du peuple palestinien à un État viable, coexistant pacifiquement avec l'État d'Israël, chacun à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues.

Le thème de cette session nous rappelle que l'idéal à la base du multilatéralisme, c'est de créer et promouvoir entre les pays des relations confiantes, solidaires et inclusives. Le Sénégal reconnaît les services appréciables que le système des Nations Unies et celui de Bretton Woods rendent aux pays depuis près de 80 ans. Mais nous savons tous que le système multilatéral, héritage d'un passé révolu, est devenu obsolète.

Or, comme l'a justement alerté le Secrétaire général António Guterres, un système qui continue d'ignorer les réalités de son temps et les besoins de plus de trois quarts de ses membres accentue les inégalités, génère les conditions de sa contestation et provoque le risque de sa fragmentation. Si nous voulons éviter cette fracture, la sagesse commande de réformer la gouvernance politique, économique et financière mondiale, afin qu'elle soit plus juste et plus représentative de la diversité, et conforte ainsi sa légitimité. Nous pouvons y arriver si nous y mettons la volonté politique nécessaire.

Le Groupe des Vingt (G20) l'a montré en admettant l'Union africaine comme membre de plein droit. Je remercie vivement les membres du G20 pour leur soutien unanime à cette initiative que le Sénégal avait portée lors de sa présidence en exercice de l'Union africaine. Nous souhaitons que l'exemple d'inclusion ainsi donné par le G20 soit suivi par le Conseil de sécurité et les institutions de Bretton Woods, pour un multilatéralisme plus représentatif des intérêts de tous ses membres.

De même, le Sénégal reste attaché à la vision de relations internationales apaisées, fondées sur l'égalité des dignités des peuples, des cultures et des civilisations. Le 31 octobre 1961, soit un an après l'indépendance de notre pays, le Président Léopold Sédar Senghor exprimait ici cette vision par ces mots :

« [U]ne civilisation particulière... ne saurait s'imposer seule sans dresser contre elle la majeure partie de l'humanité » (A/PV.1045, par. 17).

Soixante-deux ans après, notre position reste la même : entre peuples libres, dont l'histoire et les réalités socioculturelles sont diverses, il ne peut y avoir de légitimité pour certains de définir et imposer à tous une seule façon de vivre, comme un « prêt-à-porter civilisationnel ». Ce qui va pour les uns, ne va pas forcément pour les autres. Ensemble, nous pouvons pratiquer nos valeurs communes. Mais ensemble, nous devons respecter nos différences. Voilà, pour le Sénégal, ce qui doit forger un universalisme revitalisé, plus ouvert et plus efficace dans la prise en charge des défis de notre temps.

Parmi ces défis, il y a l'urgence climatique. Alors que les phénomènes extrêmes se multiplient, le Sénégal reste engagé dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Ainsi, grâce à notre politique volontariste de mix énergétique, les énergies renouvelables représentent aujourd'hui 31 % de nos capacités installées. Avec la signature en juin dernier de notre partenariat pour une transition énergétique juste, nous avons l'ambition de porter ce taux à 40 % d'ici 2030. Je remercie les pays partenaires du Groupe des Sept qui nous accompagnent dans la mobilisation de 2,5 milliards d'euros sur une période de trois à cinq ans, à partir de 2023, pour financer nos projets au titre de ce partenariat.

Nous poursuivons, en même temps, la réalisation d'infrastructures sobres en carbone et résilientes au changement climatique, dont deux projets de systèmes de transport de masse : un train express régional et une ligne de bus rapide transit, tous deux électriques. Avec l'exécution de nos projets nationaux et continentaux, à l'image de la Grande Muraille verte, nos pays sont clairement engagés dans l'action climatique, à la hauteur de leurs moyens. Il reste que, pour l'essentiel, les projets verts en Afrique sont financés par recours à la dette commerciale, alors qu'ils devraient être soutenus par la mobilisation des 100 milliards de dollars par an convenus depuis la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en 2009 pour financer l'action climatique.

La justice climatique voudrait qu'un continent qui contribue pour moins de 4 % des émissions, et qui en souffre le plus, ne soit pas condamné à s'endetter pour réparer et prévenir des dommages dont il n'est point responsable. Le Sénégal est pour une transition énergétique juste et équitable, tenant compte des besoins spécifiques de nos pays, y compris l'accès universel à l'électricité dont plus de 600 millions d'Africains restent encore privés. Alors, si nous voulons que la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations

Unies sur les changements climatiques soit le rendez-vous des promesses tenues, faisons-en sorte que les financements annoncés soient disponibles et accessibles selon des procédures et modalités simplifiées et transparentes.

Le 25 février 2024 se tiendra l'élection présidentielle sénégalaise. Comme les précédentes, elle sera démocratique, libre et transparente. Et le 2 avril, je passerai le pouvoir à mon successeur après 12 ans à la tête de notre pays. Je voudrais remercier ici les pays Membres de l'Organisation pour leur amitié et leur collaboration. Porter la voix du Sénégal, nouer et entretenir des amitiés dans ce concert des nations où s'harmonisent nos efforts communs vers nos fins communes, aura été un grand honneur pour moi.

Au nom du peuple sénégalais, je voudrais dire ma gratitude à tous mes collègues, en les priant d'accueillir mon successeur avec la même amitié et la même considération. Je garderai pour tous les mêmes sentiments d'amitié et d'estime cordiales. Je suis confiant que dans la tradition sénégalaise d'ouverture et de dialogue, mon successeur sera fidèle aux relations d'amitié confiante qui unissent notre pays et tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Sénégal de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Point 8 de l'ordre du jour (suite)

Débat général

Allocution de M. Olaf Scholz, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Chancelier de la République fédérale d'Allemagne.

M. Olaf Scholz, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Olaf Scholz, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Scholz (Allemagne) (*parle en allemand ; texte anglais fourni par la délégation*) : Il y a 50 ans, presque jour pour jour, deux États allemands adhéraient à l'Organisation des Nations Unies : l'ancienne République démocratique allemande, en tant que 133^e membre, et

la République fédérale d'Allemagne, en tant que 134^e membre. Cette étape revêt à ce jour une grande importance pour nous, Allemandes et Allemands, car, pour mon pays qui avait été à l'origine de terribles guerres et crimes atroces, l'adhésion à l'Organisation des Nations Unies lui permettait de réintégrer la famille des peuples épris de paix. Nous sommes profondément reconnaissants de cette chance qui nous a été donnée.

Cette réintégration ne s'est pas faite sans conditions. L'adhésion des deux Allemagne fait suite à une politique visionnaire de détente, « qui avait pour but de combler les fossés de la guerre froide », comme l'a formulé mon prédécesseur, le Chancelier fédéral et prix Nobel de la paix Willy Brandt, ici même à New York il y a 50 ans (*A/PV.2128, par. 9*). Trois choses étaient à cet égard indispensables.

Premièrement, les deux États allemands devaient prendre l'engagement clair de résoudre les conflits sans recourir à la force. Cet engagement fut énoncé dans le Traité sur les bases des relations entre Bonn et Berlin-Est ainsi que dans les traités conclus par la République fédérale avec ses voisins à l'est.

La deuxième condition était le renoncement à toute forme de révisionnisme. Les frontières allemandes nouvellement définies après la Seconde Guerre mondiale devaient être reconnues comme inviolables. Cette décision se heurta à l'époque au refus de nombreux citoyennes et citoyens de l'Allemagne de l'Ouest. Rétrospectivement, elle s'est avérée être la bonne.

Enfin, la troisième condition était une politique qui n'occultait pas la réalité de la guerre froide et dont le but demeurerait parallèlement de surmonter le statu quo, c'est-à-dire la confrontation des blocs et par là même, la division artificielle de l'Allemagne.

Si j'évoque aujourd'hui, en ce lieu, les débuts de notre adhésion à l'Organisation des Nations Unies, ce n'est pas seulement par intérêt historique, mais parce que l'interdiction du recours à la force constitue toujours la promesse essentielle non réalisée des Nations Unies. Parce que l'inviolabilité des frontières et l'égalité souveraine des États doivent aussi être défendues dans notre monde multipolaire, par chacun et chacune d'entre nous. Et parce qu'aujourd'hui également – je dirais même surtout aujourd'hui –, nous avons besoin de courage, de créativité et de volonté pour combler les fossés, des fossés qui n'ont jamais été aussi profonds.

L'Allemagne adhère entièrement à ces trois idéaux que sont le renoncement à la violence comme instrument

politique, le refus de toute forme de révisionnisme et l'attachement à la coopération au-delà des clivages. Ces idéaux nous ont donné à nous, Allemandes et Allemands, la chance inouïe de vivre aujourd'hui dans un pays unifié, en paix avec nos voisins, avec nos amis et nos partenaires dans le monde entier.

Parallèlement, cette phrase prononcée par Willy Brandt ici même, il y a déjà 50 ans, est d'autant plus vraie aujourd'hui :

« Dans un monde où nous dépendons tous de plus en plus les uns des autres, la politique de paix ne saurait s'arrêter à notre seuil. » (*ibid., par. 33*).

La politique allemande ne peut se résumer et ne se résu-mera jamais à faire valoir nos intérêts au détriment d'autres pays. Car nous savons que notre liberté, notre démocratie et notre prospérité sont profondément liées au bien-être de l'Europe et du monde.

C'est pourquoi le mot d'ordre du moment n'est pas de moins coopérer à l'avenir – ce que l'on qualifierait aujourd'hui peut être de découplage ou de coopération uniquement entre pays affinitaires. Le mot d'ordre est au contraire une coopération accrue, c'est-à-dire le renforcement d'alliances existantes tout comme la recherche de nouveaux partenaires, car c'est le seul moyen de réduire les risques liés à des dépendances par trop unilatérales. Cela vaut d'autant plus dans un monde qui, à la différence d'il y a 50 ans, ne connaît plus seulement deux, mais de multiples centres de pouvoir.

La multipolarité ne constitue pas un ordre nouveau. Ceux qui pensent que les petits pays sont les prés carrés des grands pays se trompent. La multipolarité n'est pas une catégorie normative mais la description d'un état. Ceux qui cherchent de l'ordre dans un monde multipolaire doivent commencer ici, aux Nations Unies. Par conséquent, l'Allemagne soutient le système onusien et y apporte sa contribution par totale conviction, en tant que deuxième donateur après les États-Unis. Seules les Nations Unies, sur la base des valeurs inscrites dans leur Charte, répondent pleinement à l'exigence de la représentation universelle et de l'égalité souveraine de tous les pays. Ce qui n'est le cas ni du Groupe des Sept ni du Groupe des Vingt (G20), malgré leur importance pour la coordination mondiale, ni du groupe BRICS constitué du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud ou encore d'autres groupes.

Je sais ce que d'aucuns y objectent : « N'est-il pas vrai que l'ONU est par trop souvent incapable d'agir, paralysée par les antagonismes de ses membres

hétérogènes ? » À ceux-là je réponds : le blocage de quelques États, même s'il s'agit de pays puissants, ne doit pas nous empêcher de voir que nous, la grande majorité des États, nous sommes d'accord sur de nombreux points. Nous voulons tous – ou presque tous – que la violence demeure un instrument politique proscrit. Nous avons tous intérêt à ce que la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de nos pays soient respectées, et nous devrions tous savoir que cela suppose une chose : que nous accordions aussi ces droits à d'autres pays. Ces règles d'or sont universelles, même si beaucoup d'entre nous n'étions pas encore assis autour de la table lorsque la Charte des Nations Unies a été adoptée en 1945.

À peine 10 ans plus tard, à Bandung en Indonésie, ce furent cependant les États d'Afrique et d'Asie libérés du colonialisme qui se prononcèrent en faveur de l'autodétermination, de l'intégrité territoriale, de l'égalité souveraine de tous les États et d'un monde sans colonialisme ni impérialisme. Cela semble aujourd'hui plus actuel que jamais. C'est à ces principes que nous devons tous nous mesurer, petits comme grands pays. C'est également sur ces principes que doit reposer le nouvel ordre de notre monde multipolaire. Alors seulement nous pourrons relever les défis mondiaux de notre époque.

Parmi ces défis, les plus importants sont les changements climatiques induits par l'Homme. Évidemment, les pays industrialisés classiques portent une responsabilité toute particulière dans la lutte contre la crise climatique. Par ailleurs, beaucoup d'autres pays comptent aujourd'hui parmi les principaux émetteurs. Au lieu d'attendre que d'autres s'y attellent, nous devons tous faire davantage pour réaliser les objectifs climatiques de Paris. Chacun et chacune doit avoir la possibilité d'atteindre le même niveau de prospérité que les citoyennes et les citoyens d'Europe, d'Amérique du Nord ou de pays tels que le Japon et l'Australie.

Mais si ce développement économique s'opère avec les technologies et les modes de production du XIX^e ou du XX^e siècle, soit avec des moteurs thermiques et des centrales à charbon, alors notre planète n'y survivra pas. La conclusion que nous devons en tirer est donc la suivante : nous devons découpler développement économique et émissions de dioxyde de carbone. De nombreux pays y arrivent déjà car nous disposons des solutions et des technologies pour y parvenir.

En tant que pays technologique puissant, nous proposons de coopérer dans ce domaine pour le bien commun. Si les producteurs d'énergies renouvelables et leurs utilisateurs industriels se réunissent par-delà

les continents, nous bâtirons ensemble une prospérité nouvelle dans de nombreux endroits du monde. Je me réjouis de pouvoir vous annoncer aujourd'hui que l'Allemagne respecte aussi ses engagements en matière de financement international de l'action climatique. De 2 milliards d'euros en 2014 et de 4 milliards d'euros en 2020 à 6 milliards d'euros l'année dernière, nous avons multiplié notre contribution par trois. Nous tenons ainsi parole. C'est également le cas de l'ensemble des pays industrialisés qui, pour la toute première fois, rempliront cette année leur objectif de 100 milliards d'euros pour le financement international de l'action climatique. Il s'agit d'un signal important, d'un signal attendu depuis longtemps, avant que nous dressions un bilan à Doubaï en décembre prochain et que nous négociions de nouveaux plans climat pour la période après 2030.

Il m'importe à ce sujet que nous agissions de manière la plus concrète et contraignante possible. C'est pourquoi je préconise que nous nous fixions des objectifs clairs à Doubaï pour le développement des énergies renouvelables et pour davantage d'efficacité énergétique. Nous serons tout aussi ambitieux afin d'atteindre les objectifs de développement durable. Protection du climat ou développement : cette mise en balance ne mène à rien. Notre sommet d'hier m'a montré à quel point il était urgent de rattraper également notre retard concernant les objectifs de développement durable. L'année prochaine, lors du Sommet de l'avenir que nous préparons conjointement avec nos amis namibiens, nous voulons donc continuer à accélérer le rythme et faire avancer la mise en œuvre du Programme 2030. Il est pour moi essentiel dans ce contexte que nous renforçons les investissements privés en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Pour ne citer qu'un exemple : le monde entier parle actuellement de la diversification des chaînes d'approvisionnement et de la sécurité de l'approvisionnement en matières premières. Ne serait-ce pas un début que d'effectuer au moins la première étape de transformation de ces matières à l'endroit même où elles sont extraites ? L'Allemagne et les entreprises allemandes sont en tout cas disposées à nouer précisément ce type de partenariats.

Ces prochaines années, nous devons bien évidemment tous affronter le défi de mettre nos économies, nos approvisionnements en énergie et nos infrastructures sur la voie d'un avenir économe en ressources et climatiquement neutre. Cela nécessitera des investissements considérables. Pour que ces investissements soient possibles, nous devons nous atteler à la crise de la dette de nombreux pays et moderniser l'architecture financière internationale.

Comme je le disais au début de mon intervention, l'Allemagne ne s'accroche pas au statu quo, y compris sur cette question. Nous voulons que les choses changent.

J'appelle, comme je l'ai fait récemment lors du sommet du G20 à Delhi, à réformer les banques multilatérales de développement afin qu'elles puissent contribuer davantage au financement de biens publics mondiaux tels que la protection du climat et de la biodiversité ou la prévention des pandémies. C'est également ce qu'a décidé le G20 à Delhi. L'Allemagne soutient cette réforme, y compris sur le plan financier. Nous serons le premier pays à investir 305 millions d'euros de capital hybride dans la Banque mondiale, capital qui, selon les prévisions, devrait permettre à cette dernière d'accorder plus de 2 milliards d'euros de prêts supplémentaires.

Le Secrétaire général António Guterres a mentionné ce matin l'augmentation rapide des besoins humanitaires due aux nombreuses crises à travers le monde. L'Allemagne est le deuxième donateur d'aide humanitaire à l'échelle internationale, et nous continuerons à soutenir les personnes en situation de grande détresse.

L'Organisation des Nations Unies elle-même ne doit pas s'accrocher au statu quo, et je dis cela pour deux raisons. Premièrement, l'Organisation des Nations Unies doit faire face aux défis de demain, comme le propose également le Secrétaire général Guterres. Selon moi, l'une des grandes questions qui se posent à cet égard est de savoir comment nous pouvons rendre accessibles les innovations et le progrès technologique à l'humanité tout entière. L'intelligence artificielle, par exemple, recèle d'importantes possibilités. Dans le même temps, elle peut cimenter la division du monde si elle ne bénéficie qu'à quelques-uns, si les algorithmes ne tiennent compte que d'une partie de la réalité, si l'accès à cette technologie est limité aux seuls pays riches. C'est la raison pour laquelle l'Allemagne encourage activement les échanges sur le Pacte numérique mondial. Nous devrions aussi discuter de règles communes pour l'utilisation éventuelle de l'intelligence artificielle générative comme arme.

Une autre question d'avenir est de savoir comment l'Organisation des Nations Unies elle-même représente la réalité d'un monde multipolaire. Jusqu'à présent, elle ne l'a pas fait suffisamment. Ce n'est nulle part aussi manifeste que dans la composition du Conseil de sécurité. C'est pourquoi je me réjouis que de plus en plus de partenaires, dont trois sont des membres permanents, aient déclaré vouloir avancer sur la question de la réforme.

Il est clair que l'Afrique mérite d'avoir davantage de poids, et c'est également le cas de l'Asie et de l'Amérique latine. Partant de cette prémisse, il est possible de

négoier un texte doté de différentes options. Aucun pays ne devrait bloquer de telles négociations à l'issue ouverte en avançant des revendications maximales. L'Allemagne ne le fera pas non plus. En définitive, il relève de la responsabilité de l'Assemblée générale de décider d'une réforme du Conseil de sécurité. D'ici là, l'Allemagne souhaiterait assumer des responsabilités en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité, et je prie les membres d'appuyer notre candidature pour la période 2027-2028.

Lorsque je parle de paix ces jours-ci devant l'Assemblée, mes pensées vont à celles et ceux pour qui la paix est un rêve lointain : aux Soudanaises et aux Soudanais, qui sont victimes d'une lutte cruelle pour le pouvoir entre deux chefs de guerre, aux femmes et aux hommes dans l'est du Congo, à l'heure même où nous parlons, aux habitants du Haut-Karabakh, où la reprise des activités militaires ne mènera qu'à une impasse ; elles doivent cesser. Et bien entendu, mes pensées vont aux Ukrainiennes et aux Ukrainiens, qui se battent pour leur vie et leur liberté, pour l'indépendance et l'intégrité territoriale de leur pays, pour le respect des principes mêmes auxquels nous avons tous souscrit dans la Charte des Nations Unies.

Mais l'Ukraine n'est pas la seule à souffrir de cette guerre d'agression de la Russie. Partout dans le monde, les populations souffrent de l'inflation, d'un endettement croissant, de la pénurie d'engrais, de la faim et d'une pauvreté grandissante. C'est justement parce que cette guerre a des répercussions insupportables à l'échelle internationale qu'il est juste et adéquat que le monde participe à la recherche de la paix. Dans le même temps, nous devons nous méfier des faux-semblants de solution qui n'ont de point commun avec la paix que le nom. Car sans liberté, la paix n'est qu'oppression. Sans justice, la paix n'est que diktat.

Moscou aussi doit enfin le comprendre, car n'oublions pas que la Russie est responsable de cette guerre et que c'est le Président de la Russie qui peut y mettre fin à tout moment par un seul ordre. Pour qu'il donne cet ordre, il doit cependant comprendre que nous, les États des Nations Unies, nous prenons nos principes au sérieux, que le révisionnisme et l'impérialisme n'ont plus leur place dans le monde multipolaire du XXI^e siècle. Peu de personnes l'ont formulé, ici à New York, avec autant de justesse que notre collègue, l'Ambassadeur du Kenya. Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, il a déclaré ceci au Conseil de sécurité :

(l'orateur poursuit en anglais)

« Plutôt que de former des nations qui regardent toujours vers le passé avec une nostalgie dange-reuse, nous avons choisi de nous tourner vers

l'avenir afin de construire une grandeur qu'aucun de nos nombreux pays et aucun de nos nombreux peuples n'avait jamais connue ». (*S/PV.8970, p.9*)

L'histoire de l'Allemagne recèle de nombreux enseignements sur les dangers d'une telle nostalgie. C'est pourquoi nous avons choisi un chemin différent lorsque nous avons rejoint l'Organisation des Nations Unies il y a 50 ans – le chemin de la paix et de la réconciliation, le chemin de la reconnaissance des frontières existantes, le chemin de la coopération avec tous et toutes dans la quête d'un monde meilleur, d'un monde plus équitable. Cela a commencé par une promesse solennelle que nous avons faite il y a 50 ans, une promesse que nous avons tous faite en adhérant à l'Organisation des Nations Unies : unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Tous ensemble, faisons de notre mieux pour tenir cette promesse.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Chancelier de la République fédérale d'Allemagne de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Olaf Scholz, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Kishida Fumio, Premier Ministre du Japon

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre du Japon.

M. Kishida Fumio, Premier Ministre du Japon, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Kishida Fumio, Premier Ministre du Japon, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Kishida (Japon) (*parle en japonais ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Nous sommes à nouveau réunis à New York. À mi-parcours de la réalisation des objectifs de développement durable, nous faisons face à des obstacles grandissants. À notre grand désarroi, l'agression contre l'Ukraine se poursuit.

Cette année, alors que le monde se trouve à un point d'inflexion de l'histoire, le Japon siège en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité et préside le Groupe des Sept (G7). En ces qualités, j'ai entendu les appels désespérés à la paix et les appels à l'aide des personnes vulnérables. Nous devons répondre à ces voix et œuvrer pour un monde de coopération, et non de division et d'affrontement. C'est le message que j'adresse à

tous les dirigeants des États Membres. Dans son rapport *Notre Programme commun* (A/75/982), le Secrétaire général Guterres a lancé un appel à la solidarité internationale. Renouvelons notre engagement en faveur d'un multilatéralisme fort et efficace, au cœur duquel se trouve l'Organisation des Nations Unies.

Le monde est confronté à des problèmes complexes et interdépendants, qui vont des changements climatiques aux maladies infectieuses en passant par les menaces qui pèsent sur l'état de droit. Aujourd'hui, alors que la coopération internationale est plus que jamais nécessaire, nous ne pourrions pas surmonter ces difficultés si la communauté internationale reste divisée du fait d'idéologies ou de valeurs divergentes. C'est pourquoi je reste d'avis que nous devrions en revenir aux fondements les plus élémentaires, à savoir traiter la vie et la dignité humaines en leur accordant l'importance primordiale qu'elles méritent. Nous devrions aspirer à un monde respectueux de la dignité humaine, où les plus vulnérables peuvent vivre en toute sécurité.

À l'heure où la communauté internationale est confrontée à de multiples crises et apparaît de plus en plus divisée, nous avons besoin d'un langage commun qui trouve un écho en chacun et chacune d'entre nous. En jetant un nouvel éclairage sur la dignité humaine, la communauté internationale peut surmonter les différences de régimes ou de valeurs et promouvoir plus avant une coopération internationale centrée sur l'être humain. Le Japon mène une coopération internationale axée sur l'être humain et fondée sur le concept de sécurité humaine. Forts de cette approche, nous devons accélérer les efforts de la communauté internationale pour atteindre les objectifs de développement durable. La dignité de la personne ne doit pas être laissée de côté alors que les États et la communauté internationale s'attaquent aux défis du monde. Pour surmonter les inégalités et atteindre les objectifs de développement durable, une croissance de qualité et durable est fondamentale. L'essentiel est d'investir dans les personnes : tel est mon credo politique.

La prise en compte des questions de genre est également primordiale pour garantir une croissance de qualité. Le Japon vise à réduire les inégalités et à surmonter les divisions sociales en promouvant la participation des femmes. Le Japon encouragera un financement du développement transparent et équitable, conformément aux règles internationales, afin de parvenir à une croissance durable dans les pays en développement. Le financement privé sera également mis à contribution pour combler les lacunes du financement du développement. Le Japon travaillera avec d'autres pays pour trouver des moyens de gérer des économies qui protègent la dignité humaine tout en attirant des investissements dynamiques.

Pour faire face aux crises et aux défis sans précédent qui se dressent sur notre route, et pour protéger et renforcer la dignité humaine, avançons pas à pas, partout où nous le pouvons. La coopération en vue de la réalisation d'une communauté internationale pacifique et stable, où la dignité humaine est respectée, forme la première étape de ce chemin. Originaire d'Hiroshima, ville dévastée par un bombardement atomique, j'ai fait du désarmement nucléaire la mission de ma vie. Afin de parvenir à un monde sans armes nucléaires, nous continuerons à soutenir des efforts réalistes et pratiques, tout en maintenant et en renforçant le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires par la mise en œuvre de mesures dans le cadre du plan d'action d'Hiroshima. J'appelle les dirigeants politiques des États dotés d'armes nucléaires et des autres pays du monde à intensifier leur coopération en faveur du désarmement nucléaire afin que les citoyens de tous horizons prennent conscience de son importance et agissent concrètement, non pas en dépit, mais en raison de l'environnement sécuritaire difficile. En vue d'œuvrer à l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires, pour lequel nous nous battons aux côtés des *hibakusha*, les survivants des bombardements atomiques, nous devons renforcer la tendance au désarmement nucléaire qui a été lancée grâce aux efforts de nos prédécesseurs.

En ce moment même, nous sommes toutefois confrontés à la menace d'un renversement de la tendance à la baisse du nombre d'armes nucléaires dans le monde. L'importance d'un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, qui a été proclamée ici même à l'Assemblée générale il y a 30 ans, n'a en rien diminué. C'est pourquoi, en collaboration avec les Philippines et l'Australie, j'ai récemment organisé une manifestation de haut niveau sur ce traité afin de recentrer l'attention politique sur cet instrument à l'occasion du trentième anniversaire de sa proposition initiale. Il est essentiel que les États dotés d'armes nucléaires participent à des mesures concrètes de désarmement nucléaire. Le Japon, en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité, travaillera avec l'Organisation des Nations Unies et les États concernés pour promouvoir le dialogue entre les États dotés d'armes nucléaires et les États non dotés d'armes nucléaires.

Pour inscrire dans le marbre la tendance à la généralisation du désarmement nucléaire, il est primordial de dépasser les efforts purement gouvernementaux et de déployer des efforts à plusieurs niveaux. Afin de surmonter le débat qui divise le monde universitaire et les gouvernements sur la question de savoir si nous devrions choisir

la dissuasion ou le désarmement, le Japon contribuera à hauteur de 3 milliards de yens à la création d'une chaire japonaise pour un monde sans armes nucléaires dans les instituts de recherche et les groupes de réflexion à l'étranger. Nous continuerons également à construire un réseau mondial de jeunes pour l'abolition nucléaire, en utilisant le Fonds des jeunes leaders pour un monde exempt d'armes nucléaires, que j'ai créé l'année dernière en coopération avec l'ONU. Il est également essentiel de garantir la sûreté nucléaire et la sécurité des matières et des installations nucléaires, y compris dans les situations de conflit.

Nous devons également protéger la dignité des personnes qui sont en danger du fait des conflits armés. L'agression de la Russie contre l'Ukraine se poursuit. Elle ne peut donner lieu à une crise alimentaire prolongée. Il est essentiel de soutenir les personnes vulnérables en Afrique, au Moyen-Orient et ailleurs.

Nous devons protéger la sécurité des femmes et des enfants, qui sont les plus vulnérables dans les situations de conflit, renforcer les contrôles aux frontières et les mesures de lutte contre la traite des êtres humains, et apporter un soutien international pour retrouver les enfants enlevés. Le programme pour les femmes et la paix et la sécurité reconnaît que les femmes sont des actrices essentielles et actives dans le cadre des politiques de paix et de sécurité, et le Japon continuera à promouvoir ce programme.

La deuxième question est de savoir comment trouver un équilibre entre les progrès de la numérisation et la dignité humaine. La numérisation apporte des avantages à tout le monde, mais elle s'accompagne simultanément de risques de violation de la vie privée et des droits humains. Nous avons besoin d'un écosystème numérique et de règles internationales compatibles avec la dignité humaine. C'est pourquoi, au sommet du Groupe des Sept (G7) à Hiroshima, nous avons lancé le Processus d'intelligence artificielle (IA) d'Hiroshima sur l'IA générative, afin de parvenir à une forme d'IA fiable et digne de confiance. Le Japon renforcera également son soutien à la numérisation dans les pays en développement tout en garantissant la cybersécurité.

Troisièmement, le Japon s'efforcera d'atténuer les répercussions négatives qu'il pourrait y avoir pour les populations avant que le niveau zéro émission nette ne soit atteint. Les pays asiatiques sont la clef pour atteindre ce niveau à l'échelle mondiale. Dans le cadre de l'initiative « Asia Zero Emission Community », le Japon encouragera toutes les formes de coopération efficace, tout en tenant compte des différents besoins.

Le Japon continuera également à soutenir la réduction des risques de catastrophe pour les pays vulnérables face aux changements climatiques, notamment les États insulaires, en contribuant aux efforts visant à renforcer la résilience des économies et des sociétés face à l'élévation du niveau de la mer et aux catastrophes naturelles associées aux phénomènes météorologiques extrêmes. L'océan est une nouvelle frontière qui a un énorme potentiel, et il est essentiel de prendre des mesures globales, notamment d'utiliser le carbone bleu pour lutter contre les changements climatiques.

Il importe également de garder à l'esprit le droit international. Le Japon soutient la préservation des lignes de base existantes dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, même après la régression future des côtes due à l'élévation du niveau de la mer. Durant notre présidence du G7, nous avons établi un cadre de coopération pour la conservation de la biodiversité et fixé un objectif de réduction à zéro de la pollution plastique supplémentaire d'ici à 2040. Le Japon continuera à apporter sa contribution dans le domaine de la protection de l'environnement.

Quatrièmement, nous devons nous préparer à la prochaine épidémie de maladie infectieuse. Nous devons être prêts à faire face à la prochaine maladie infectieuse, en tirant les enseignements de notre lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Au sein du G7, les secteurs public et privé se sont engagés à verser plus de 48 milliards de dollars pour parvenir à une couverture sanitaire universelle et renforcer la prévention, la préparation et la réponse aux crises sanitaires. Le Japon contribuera à hauteur de 7,5 milliards de dollars pour la période 2022-2025. Parallèlement à la mobilisation des ressources financières nationales, le Japon souhaite faire appel au secteur privé en encourageant les investissements à impact social et environnemental. Nous continuerons à travailler avec les pays en développement, y compris les économies émergentes, pour garantir un accès équitable aux contre-mesures médicales pour les urgences sanitaires, sur la base des résultats du Groupe des Vingt.

À l'heure où le monde se trouve à un point d'inflexion historique, nous devons réfléchir au chemin parcouru. La Charte des Nations Unies consacre la ferme détermination de nos prédécesseurs, après l'expérience des deux guerres mondiales, à préserver les générations futures du fléau de la guerre et à protéger la dignité humaine. Les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, tels que l'égalité souveraine, le respect de l'intégrité territoriale et l'interdiction du recours à la

force, sont des principes fondamentaux du droit international qui permettent aux peuples de vivre en paix et constituent la base de l'état de droit.

Le droit international existe pour les États plus faibles. Ensemble, dans le cadre de l'état de droit, le Japon souhaite protéger le droit des nations et des peuples vulnérables à vivre en paix afin de sauvegarder et de renforcer la dignité humaine. Cependant, à ce jour, la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, enfreint le droit international et l'état de droit. Les modifications unilatérales du statu quo par la force ou la coercition sont inacceptables, où que ce soit dans le monde. Cette situation, que l'Assemblée générale a condamnée à plusieurs reprises comme une violation de la Charte des Nations Unies et des droits de l'homme, doit être rectifiée dès que possible, et les menaces nucléaires doivent cesser.

En mars, j'ai annoncé un nouveau plan pour une région Indopacifique libre et ouverte. Sur la base des principes de liberté, d'état de droit, d'inclusion, d'ouverture et de diversité, le Japon travaillera avec les pays qui partagent la vision d'un monde où diverses nations coexistent et prospèrent ensemble. Nous continuerons d'accroître notre soutien aux forces de maintien de la paix et renforcerons la portée et la qualité du programme de partenariat triangulaire de l'ONU, avec une contribution supplémentaire d'environ 9 millions de dollars pour soutenir le renforcement des capacités du personnel déployé dans les opérations de soutien à la paix de l'Union africaine.

La politique du Japon à l'égard de la Corée du Nord reste inchangée. Le Japon cherche à normaliser ses relations avec la Corée du Nord, conformément à la Déclaration de Pyongyang entre le Japon et la République populaire démocratique de Corée, en réglant de manière globale les questions en suspens qui sont source de préoccupation, telles que les enlèvements, les armes nucléaires et les missiles, et en tournant la page d'un passé tragique. Dans la perspective d'ouvrir ensemble une nouvelle ère, je voudrais faire part de ma détermination à rencontrer le Président Kim Jong-un en tête-à-tête, à tout moment et sans aucune condition, et à organiser des pourparlers de haut niveau sous ma supervision directe en vue de la tenue d'une rencontre au sommet à une date rapprochée.

L'Organisation des Nations Unies devrait être un lieu où nous pouvons écouter les voix de celles et ceux qui sont confrontés à des difficultés, leur donner les moyens d'agir et surmonter ces difficultés par le biais de la coopération. Elle ne doit pas être un lieu d'affrontement et de division. Cette année, nous avons adopté des mesures

concrètes pour renforcer les structures qui soutiennent le Président de l'Assemblée générale. Il s'agit là d'un pas important pour construire une Organisation des Nations Unies axée sur la coopération. Nous saluons le rôle moteur joué par le Secrétaire général à cet égard ainsi que les aspirations qu'il a présentées pour le multilatéralisme.

Les initiatives visant à limiter le recours au droit de veto, qui exacerbe les divisions et l'antagonisme au sein de l'ONU, permettront de renforcer et de rétablir la confiance dans le Conseil de sécurité. Le Japon poursuivra également ses efforts pour accroître la transparence des débats au sein du Conseil, notamment en garantissant aux États Membres autres que les membres permanents un meilleur accès aux délibérations de cet organe. À cette fin, nous contribuerons à la clarification des règles du Conseil de sécurité.

Le monde est en train de changer radicalement. Nous avons besoin d'un Conseil de sécurité qui reflète le monde d'aujourd'hui. Le Japon est favorable à une représentation accrue de l'Afrique et convient de la nécessité d'augmenter le nombre de membres permanents et non permanents du Conseil. Alors que nous nous préparons au Sommet de l'avenir qui se tiendra l'année prochaine et au

quatre-vingtième anniversaire de l'ONU qui suivra, nous avons maintenant la possibilité de prendre des mesures concrètes.

La coopération internationale qui protège et renforce la dignité humaine sera la force motrice qui ramènera le monde vers le même objectif. Je me réjouis à la perspective d'approfondir ce débat au Sommet de l'avenir de l'année prochaine, en pensant aux générations futures. Alors que nous envisageons déjà le monde après la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, je pense que la dignité humaine doit être le principe fondamental qui illumine l'avenir de la communauté internationale. Unissons nos forces pour renforcer la dignité humaine et créer une Organisation des Nations Unies axée sur la coopération.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre du Japon de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Kishida Fumio, Premier Ministre du Japon, est escorté de la tribune.

La séance est levée à 21 h 50.